

ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

G/AG/NG/S/16

9 octobre 2000

(00-4121)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

ÉTUDES SUR LA MISE EN ŒUVRE ET L'INCIDENCE DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

Compilation du Secrétariat

1. Lors de la première session extraordinaire du Comité de l'agriculture des 23 et 24 mars 2000, il a été convenu que le Secrétariat fournirait notamment une "mise à jour et une extension des informations contenues dans le document AIE/S7" (paragraphe 7 b) du G/AG/NG/1). Dans ce sens, le Secrétariat a invité la FAO, le Conseil international des céréales (CIC), le FMI, l'OCDE, la CNUCED, la Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial à fournir les informations pertinentes. Les organisations internationales concernées ont été informées que parmi les études qui pourraient être pertinentes dans le contexte actuel figuraient les suivantes: analyses de l'incidence projetée ou réelle du Cycle d'Uruguay sur le commerce des produits agricoles en général ou pour ce qui est des produits qui présentent actuellement ou pourraient présenter un intérêt pour les pays en développement; études ou analyses dans lesquelles est examinée la mise en œuvre d'éléments ou de dispositions spécifiques de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture en ce qui concerne le traitement spécial et différencié; et études relatives à la situation des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires dans le contexte de la Décision ministérielle de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme. En outre, il a été noté que les études qui analysent les incidences plus vastes sur les pays en développement de la mise en œuvre des résultats du Cycle d'Uruguay dans son ensemble seraient également à prendre en considération. Enfin, le Secrétariat a invité les organisations internationales concernées à fournir, lorsque cela est possible, des renseignements sur les études en cours ou sur les nouveaux projets en rapport avec la question.

2. Le Secrétariat a reçu des réponses de six organisations internationales auxquelles il avait adressé son invitation. Les renseignements communiqués, complétés par des références aux études réalisées par le Secrétariat lui-même, sont reproduits dans les appendices de la présente note. On trouvera à l'Appendice 1 une liste des études correspondant à chaque organisation, avec le titre complet de l'étude et une indication précisant si l'étude en question est achevée ou s'il s'agit d'un projet en cours de préparation ou d'un projet qui en est au stade de la planification. Les organisations internationales ont aussi été invitées à fournir, si possible, des résumés analytiques et/ou les conclusions de chaque étude qui est déjà publiée ou disponible, ainsi qu'une description sommaire des études qui sont en cours ou prévues. Ces renseignements sont présentés à l'Appendice 2. Il convient de noter que, dans certains cas, les réponses reçues par le Secrétariat comprennent des études qui ne traitent pas spécifiquement des questions identifiées dans le paragraphe 1 ci-dessus. Elles ont toutefois été incorporées dans le présent document dans la mesure où elles peuvent contenir des informations de base utiles. Les études publiées avant 1990 n'ont pas été retenues.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
APPENDICE 1	3
LISTE D'ÉTUDES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE ET SON INCIDENCE SUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT	3
ORGANISATION POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)	3
i) Études achevées	3
ii) Travaux en cours	8
CONSEIL INTERNATIONAL DES CÉRÉALES (CIC)	10
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)	11
ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)	12
CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (CNUCED)	13
i) Études achevées	13
ii) Travaux en cours	15
BANQUE MONDIALE	16
i) Études achevées	16
ii) Travaux en cours	22
iii) Projets de recherche prévus.....	24
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).....	25
i) Études achevées	25
ii) Travaux en cours	25
iii) Documents de travail	25
iv) Autres études réalisées par des fonctionnaires de l'OMC	25
APPENDICE 2	26
RÉSUMÉS ANALYTIQUES ET/OU CONCLUSIONS D'ÉTUDES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE ET SON INCIDENCE SUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.....	26
ORGANISATION POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE.....	26
i) Études achevées	26
ii) Travaux en cours	50
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL.....	53
i) Études achevées	53
ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	60
i) Études achevées	60
ii) Travaux en cours	63
iii) Travaux en cours de planification	68
CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT	69
i) Études achevées	69
ii) Travaux en cours	82
BANQUE MONDIALE	86
i) Études achevées	86
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE.....	121
i) Études achevées	121

APPENDICE 1

Liste d'études sur la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture et son incidence sur les pays en développement

ORGANISATION POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)¹

i) Études achevées

1993

1. "Price Stabilization Mechanisms for Imported Agricultural Products in Latin America and the Caribbean". Débats et documents de la Table ronde FAO/Banque mondiale tenue à Santiago, Chili, octobre 1993. (A, E)
2. "Policy Change and Agricultural Trade in Africa South of the Sahara". Débats et documents de la Consultation d'experts FAO/CEDEAO, tenue à Akasomba, Ghana, 1993. (A, F)

1994

3. "The Impact of a Changing International Trade Environment on Agricultural Trade in the Near East Region". Débats et documents de la Consultation d'experts tenue à Nicosie, Chypre, décembre 1994. (A)
4. "Implications for the Uruguay Round for European Union Trade with Third Countries with Specific Reference to Fresh Fruits and Vegetable Trade with the Near East Region", de A. Swinbank, University of Reading, et C. Ritson, University of Newcastle-upon-Tyne, RNEA/807/ EC/3, décembre 1994. (A)
5. "The Uruguay Round and Global Grain Trade", Cereal Policies Review, 1993-1994, juillet 1994. (A, E, F)
6. "The Uruguay Round Final Act and Its Implications for the World Livestock and Meat Economy". Élaborée pour la quinzième session du Groupe intergouvernemental sur la viande, CCP:ME/94/4, octobre 1994. (A, E, F)
7. "The Impact of the Uruguay Round and other Measures Affecting Wine Trade". Élaborée pour la sixième session du Groupe intergouvernemental sur les produits vitivinicoles, CCP:WI/94/8, septembre 1994. (A, E, F)

1995

8. "A Review of Commitments in the Cereal Sector Under the Uruguay Round Agreement", Cereal Policies Review, 1994-1995, août 1995. (A, E, F)
9. "GATT's Effect on Rice: Plus ça va et plus ça change?", de Chan Ling Yap, CERES, n° 154, Vol. 27, n° 4, juillet-août 1995. (A, E, F)

¹ La langue dans laquelle l'étude considérée est disponible est indiquée entre parenthèses (A - anglais, E - espagnol, F - français, Ar - arabe, C - chinois).

10. "Impact of the Uruguay Round on Trade in Jute and its Competing Products". Élaborée pour la trentième session du Groupe intergouvernemental sur le jute, le kénaf et les fibres apparentées, CCP:JU/95/3, juillet 1995. (A, E, F)
11. "The Uruguay Round Final Act and its Implications for the World Oilseeds Economy". Élaborée pour la vingt-septième session du Groupe intergouvernemental sur les graines oléagineuses et les matières grasses, CCP:OF/95/2, mai 1995. (A, E, F)
12. "Impacts of the Uruguay Round Agreement on the World Tea Economy". Élaborée pour la onzième session du Groupe intergouvernemental sur le thé, CCP:TE/95/3, avril 1995. (A, E, F)
13. "Impact of the Uruguay Round on Agriculture", FAO, Rome 1995, 102 pages. (A, E, F)
14. "The Uruguay Round Agreement on Agriculture: Implications for Food Security in the Asia and Pacific Region", dans: Benefits and Challenges Facing Asia-Pacific Agricultural Trading Countries in the Post-Uruguay Round Period, ESCAP. (A)

1996

15. "Review of Cereal Price Situation in Selected Developing Countries in 1995-1996 and Policy Measures to Offset the Price Rise". Division des produits et du commerce international, Rome, 1996, ESCP n° 1. (A)
16. "Agricultural Price Instability: Report of a Meeting of Experts". Division des produits et du commerce international, Rome, 10 et 11 juin 1996, ESCP n° 2, 26 pages. (A)
17. "An Overview of Assessments of the Impact of the Uruguay Round on Agricultural Prices and Incomes", de R. Sharma, P. Konandreas et J. Greenfield, Food Policy, Vol. 21, n° 4/5, septembre/novembre 1996. (A)
18. "The Uruguay Round Agreement on Agriculture: Food Security Implications for Developing Countries", de J. Greenfield, M. de Nigris et P. Konandreas, Food Policy, Vol. 21, n° 4/5, septembre/novembre 1996. (A)
19. "Uruguay Round Commitments on Domestic Support: their Implications for Developing Countries", de P. Konandreas et J. Greenfield, Food Policy, Vol. 21, n° 4/5, septembre/novembre 1996. (A)
20. "Implications of the Uruguay Round on the World Rice Economy", de Chan Ling Yap, Food Policy, Vol. 21, n° 4/5, septembre/novembre 1996. (A)
21. "Potential Erosion of Trade Preferences in Agricultural Products", de F. Yamazaki, Food Policy, Vol. 21, n° 4/5, septembre/novembre 1996. (A)
22. "Impact of the Uruguay Round on the World Hides and Skins Economy". Élaborée pour la cinquième session du Sous-Groupe des cuirs et peaux, CCP:ME/96/5, mai 1996. (A, E, F)
23. "Impact of the Uruguay Round on Multilateral Trade Negotiations: Effects on the World Citrus Market to 2000". Élaborée pour la onzième session du Groupe intergouvernemental sur les agrumes, CCP:CI/96/4, avril 1996. (A, E, F)

24. "Changing Trade Environment for Oilseeds and Products in the Asia and Pacific Region". Rapport de la Consultation d'experts tenue à Bangkok, Thaïlande, en janvier 1996, fondé sur un document d'information de M. Pasquali. (A)
25. "Impact of Regional Agreements in Latin America on Rice Trade". Élaborée pour la trente-huitième session du Groupe intergouvernemental sur le riz, CCP:RI/96/inf3, 1996. (A, E, F)

1997

26. "Policy options for developing countries to support food security in the post-Uruguay Round period", de P. Konandreas et J. Greenfield. Document présenté à l'occasion du Séminaire sur les marchés et les institutions pour la sécurité alimentaire, Bruxelles, du 10 au 12 décembre 1997. (A)
27. "L'Accord sur l'agriculture de l'OMC: Conséquences pour le Sénégal", de J. Lindland et P. Konandreas, décembre 1997, 63 pages plus des annexes. (F)
28. "The Food Situation in the Least Developed and Net Food Importing Developing Countries". Document présenté au Comité de l'agriculture de l'OMC, 20 et 21 novembre 1997. (A)
29. "The Impact of the Uruguay Round on Agriculture in Southern Africa: Implications and Policy Responses". Débats d'un atelier FAO/SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) tenu à Harare du 21 au 23 janvier 1997, 223 pages, Rome, décembre 1997. (A)
30. "Food Aid and the Implementation of the Marrakesh Decision". Document présenté au Comité de l'aide alimentaire, juin 1997. (A)
31. "The Impact of the Uruguay Round on Tariff Escalation in Agricultural Products", de J. Lindland, avril 1997, 84 pages. (A, résumé en E, F)
32. "Trade Aspects of a Central-American Policy on Basic Grains", ESCP Working Paper, avril 1997.
33. "Implementing the Uruguay Round Agreement in Latin America: the Case of Agriculture". Atelier FAO/Banque mondiale tenu à Santiago, Chili, du 28 au 30 novembre 1995, février 1997, 204 pages. (A, E)
34. "The 1999 Multilateral Negotiations on Agriculture for Continuing the Reform Process: Issues and a Work Programme for Asia", de R. Sharma, décembre 1997. (A)

1998

35. "The implications of the Uruguay Round Agreement on Agriculture for Developing countries: A Training Manual", Training Material for Agricultural Planning, n° 41, FAO, Rome, 1998. (A, E, F)
36. "Medium-term Outlook for Agricultural Commodities", de J. Greenfield. Document présenté lors d'une table ronde sur les questions relatives au Cycle d'Uruguay, Beijing, Chine, juin 1998, FAO, Rome. (A)

37. "Challenges and Opportunities: How do Developing Countries Prepare for the Next Round of Trade Negotiations?" de J. Greenfield. Document présenté lors d'une Table ronde sur les questions relatives au Cycle d'Uruguay, Beijing, Chine, juin 1998, FAO, Rome. (A)
38. "The Impact of the Asian Financial Crisis on Agricultural Commodity Markets", de J. Greenfield. Document présenté lors d'une table ronde sur les questions relatives au Cycle d'Uruguay, Beijing, Chine, juin 1998, FAO, Rome. (A)
39. "Is Freer Agricultural Trade Harmful for National Food Security? The case of least developed and net food-importing developing countries", de H. de Haen et P. Konandreas, FAO, 1998. (A)
40. "Policy Options for Developing Countries to Support Food Security in the Post-Uruguay Round Period", de P. Konandreas et J. Greenfield, Canadian Journal of Development Studies, 1998. (A)
41. "The Uruguay Round, the Marrakesh Decision and the Role of Food Aid", de Panos Konandreas, Ramesh Sharma et J. Greenfield. Document présenté à l'Atelier international sur la sécurité alimentaire et humaine: The Role of Food Aid and Finance for Food, Lysebu, Oslo, du 26 au 29 avril 1998. (A)
42. "Safeguarding Food Security in the Continuation of the Reform Process under the WTO", de P. Konandreas. Document présenté dans le cadre de Agriculture, Trade and WTO: preparing for the 1999 Negotiations, Atelier international d'ONG et d'agriculteurs, du 15 au 18 mai 1998, Genève. (A)
43. "Preparation for the Next Trade Negotiations on Agriculture". Débats et documents de la Consultation d'experts tenue à Rabat, Maroc, décembre 1998. (A)
44. "The Evolving Nature of International Price Instability in Cereals Markets", Alexander Sarris, avril 1998. (A, résumé en E, F)
45. "Implications of the Uruguay Round Agreement for South Asia: The Case of Agriculture". Atelier FAO/Banque mondiale tenu à Katmandou, Népal, du 22 au 24 avril 1996, 1998. (A)
46. "Preparing for Multilateral Trade Negotiations on Agriculture: Articulation of Issues and Positions", de R. Sharma, J. Greenfield et P. Konandreas. Document présenté à l'Atelier international IFPRI/DSE/CTA sur la politique agricole des pays africains et les négociations commerciales multilatérales - Enjeux et options, Harare, Zimbabwe, du 23 au 26 novembre 1998. (A)
47. "The Implications of the Uruguay Round and Other Developments on the Importers of Basic Foodstuffs in Sub-Saharan Africa", de R. Sharma, P. Konandreas et J. Greenfield. Document présenté à l'Atelier international IFPRI/DSE/CTA sur la Politique agricole des pays africains et les négociations commerciales multilatérales - Enjeux et options, Harare, Zimbabwe, du 23 au 26 novembre 1998. (A)
48. "Report on the Round Table on Uruguay Round Agreements – Implications for Agriculture and Fisheries in Pacific Island Countries", Auckland, septembre 1998. (A)
49. "Uruguay Round Agreements: Implications for Agriculture, Forestry and Fisheries in the Less Advantaged Countries", débats d'un atelier coorganisé par l'Agence de coopération et

d'information pour le commerce international (ACICI) et la FAO, Genève, du 22 au 23 septembre 1998. (A)

1999

50. "Environment, Trade and SARD: Concepts, Issues and Tools". Document d'information 4 dans *Cultivating our Future*. Débats de la Conférence FAO/Pays-Bas sur le caractère multifonctionnel de l'agriculture et de la terre, Maastricht, Pays-Bas, du 12 au 17 septembre 1999. (A)
51. *Forthcoming Multilateral Trade Negotiations on Agriculture: Policy Issues and Options for African Countries*. Document présenté à la seconde réunion de la Conférence CEA des Ministres africains du commerce, Alger, Algérie, du 20 au 24 septembre 1999. (A)
52. *Issues for Upcoming Multilateral Negotiations on Agriculture and Recommendations for CARICOM Preparatory Work*, de T. Josling, 1999. (A)
53. "Trade Issues: FAO Fact Sheets", Rome, site Web de la FAO: www.fao.org/ur/seattle.htm. (A)
54. "Answers to Selected Questions for Deutscher Bundestag Hearing on Coherence of Development and Agricultural Policy in the Context of the EU and WTO", de Ramesh Sharma, 24 mars 1999, Bonn. (A)
55. "FAO Trade-Related Technical Assistance and Information", FAO, Rome, 1999. (A)
56. "Supporting Import-competing Agricultural Sectors with Tariffs, Safeguards and Domestic Measures within the Framework of the Uruguay Round Agreements", de R. Sharma et P. Konandreas, FAO, document présenté lors d'une table ronde tenue à New Delhi, Inde, janvier 1999.
57. "Trade Issues Facing Small Island Developing States", de T. Raney, document d'information pour la Conférence ministérielle spéciale sur l'agriculture dans les petits pays insulaires en développement, Rome, 12 mars 1999. (A)
58. "Effects of Trade Liberalization on the World Sugar Market", de Michael K. Wohlgenant, FAO, Rome, 1999. (A, E, F)
59. "International Prospects for Dairying in the New WTO Context". Rapport et documents d'un symposium international organisé en commun par la FAO, la Pan-American Dairy Federation et l'International Dairy Federation, *Bulletin of the International Dairy Federation*, n° 343, Bruxelles, 1999. (A, E)

2000

60. "Salient trends in world agricultural production, demand and trade and in food security". Document n° 1, *Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries*, symposium de la FAO tenu à Genève du 23 au 24 septembre 1999, site Web de la FAO: www.fao.org/ur. Également publié dans le Volume I: *Rapport et documents*, Rome 2000. (Ar, A, E, F)
61. "Developments in global agricultural markets, 1995-1998". Document n° 2, *Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective*

- of Developing Countries, symposium de la FAO tenu à Genève du 23 au 24 septembre 1999, site Web de la FAO: www.fao.org/ur. Également publié dans le Volume I: Rapport et documents, Rome 2000. (Ar, A, E, F)
62. "Issues at stake relating to agricultural development, trade and food security". Document n° 4, Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries, symposium de la FAO tenu à Genève du 23 au 24 septembre 1999, site Web de la FAO: www.fao.org/ur. Également publié dans le Volume I: Rapport et documents, Rome 2000. (Ar, A, E, F)
 63. "Food security and the WTO trade negotiations: key issues raised by the World Food Summit". Document n° 5, Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries, symposium de la FAO tenu à Genève du 23 au 24 septembre 1999, site Web de la FAO: www.fao.org/ur. Également publié dans le Volume I: Rapport et documents, Rome 2000. (Ar, A, E, F)
 64. "Measures to enhance agricultural development, trade and food security in the context of the WTO negotiations". Document n° 6, Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries, symposium de la FAO tenu à Genève du 23 au 24 septembre 1999, site Web de la FAO: www.fao.org/ur. Également publié dans le Volume I: Rapport et documents, Rome 2000. (Ar, A, E, F)
 65. "Commodity Market Review 1999-2000", Division des produits et du commerce international, FAO, Rome, 2000. (Ar, A, C, E, F)
 66. "Medium-Term Prospects for Agricultural Commodities: Projections to the Year 2005", FAO, Rome, août 2000. (Ar, A, E, F)
 67. "Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries", Volume I, rapport et documents d'un symposium de la FAO tenu à Genève du 23 au 24 septembre 1999, Rome 2000. (Ar, A, E, F)
 68. "The WTO Negotiations on Agriculture: Post-Seattle Major Issues, Analytical Needs and Technical Assistance Requirements". Rapport résumé d'une réunion interorganisations informelle organisée par la FAO, Rome, du 12 au 13 juin 2000, site Web de la FAO: www.fao.org/ur. (A, E, F)
 69. "Agriculture: Towards 2015/2030 – Rapport technique provisoire complet. FAO, Rome, site Web de la FAO: www.fao.org/ur.
- ii) *Travaux en cours*
70. "Experience with the Implementation of the Uruguay Round Agreement on Agriculture: Synthesis of Fourteen Country Case Studies". Document n° 3, "Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries", symposium de la FAO tenu à Genève du 23 au 24 septembre 1999, site Web de la FAO: www.fao.org/ur. En cours de publication dans le Volume II: Country Case Studies, à paraître prochainement, Rome 2000. (Ar, A, E, F)
 71. "Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries", Volume II: Country Case Studies, Rome, à paraître en 2000. (Ar, A, E, F)

72. "Multilateral Trade Negotiations on Agriculture: A Resource Manual", FAO, Rome, à paraître en 2000. (Ar, A, E, F)
73. "Experience with the Implementation of the Uruguay Round Agreement on Agriculture". Soixante troisième session du Comité des produits de la FAO (CCP), FAO, Rome, à paraître en janvier 2001. (Ar, A, C, E, F)
74. "Analysis of the Current Market Access Situation and of Further Trade Expansion Options in Global Agricultural Markets". Soixante troisième session du Comité des produits de la FAO (CCP), FAO, Rome, à paraître en janvier 2001. (Ar, A, C, E, F)

CONSEIL INTERNATIONAL DES CÉRÉALES (CIC)

Bien que le secrétariat du Conseil international des céréales n'ait pas mené d'études visant expressément à évaluer l'incidence des règles de l'OMC sur les courants d'échanges internationaux de céréales, sa surveillance régulière de l'évolution des marchés mondiaux des céréales, sous la forme de rapports mensuels sur les marchés des céréales, a constitué une source d'information indépendante et faisant autorité tant pour les importateurs de céréales que pour les exportateurs. Ces rapports ont fourni aux membres du Conseil international des céréales une base pour développer leur coopération afin, entre autres choses, de contribuer à la stabilité des marchés internationaux des céréales dans l'intérêt de tous les membres, d'accroître la sécurité alimentaire mondiale et de favoriser le développement des pays dont l'économie est fortement tributaire des ventes commerciales de céréales.

"Grain Markets and Food Aid", de Germain Denis. Colloque européen sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, Aix-la-Chapelle, Allemagne, mars 1997.²

² Des exemplaires de ce document peuvent être obtenus à la Division de l'agriculture et des produits de base de l'OMC.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

1. "The Burden of Sub-Saharan African Own Commitments in the Uruguay Round - Myth or Reality?", de Piritta Sorsa (WP/95/48).
2. "The Uruguay Round and the Net Food Importers", de Uwe Eiteljörge et Clinton Shiells (WP/95/143).
3. "Effects of the Uruguay Round on Egypt and Morocco", de Clinton Shiells, Avind Subramanian et Peter Uimonen (WP/96/7).
4. "Implications of the Uruguay Round for Kenya", de Rupa Chanda (WP/96/8).
5. "Trade and Industrialization in Developing Agricultural Economies" de Sergei Dodzin, Athanasio Vamvakadis, Département européen de recherche; document de travail WP/99/145, octobre 1999.

**ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
(OCDE)**

1. "The Uruguay Round Agreement on Agriculture and Processed Agricultural Products", Paris, 1997.
2. "Agricultural Policies in Emerging and Transition Economies 2000".
3. "Domestic and International Environmental Impacts of Agricultural Trade Liberalization".

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT
(CNUCED)**

i) Études achevées

1990

1. "Agricultural Trade Liberalization in the Uruguay Round: Implications for Developing Countries". Rapport du secrétariat de la CNUCED (UNCTAD ITP/48).

1995

2. "Identification of New Trading Opportunities Arising from the Implementation of the Uruguay Round Agreements in Selected Sectors and Markets: Agriculture, textiles and clothing, and other industrial products". Rapport du secrétariat de la CNUCED (TD/B/WG.8/2 et TD/B/WG.8/2/Add.1).
3. "Implementation of the Uruguay Round Agreement on Agriculture by Major Developed Countries". Rapport de consultation élaboré par S. Tangermann (UNCTAD/ITD/16).
4. "Translating Uruguay Round special provisions for least developed countries into concrete action: issues and policy requirements". Rapport du secrétariat de la CNUCED (UNCTAD/B/WG.8/3 et Add.1).
5. "The Uruguay Round and international commodity trade and prices". Rapport du secrétariat de la CNUCED (TD/B/CN.1/30).
6. "Jute and hard fibres: Overview of major current issues". Rapport du secrétariat de la CNUCED (UNCTAD/COM/71).
7. "Prospects for the world sugar economy in light of Uruguay Round Agreements". Rapport du secrétariat de la CNUCED (UNCTAD/COM/72).
8. "Rice and the Uruguay Round Agreement: Some expected outcomes". Rapport du secrétariat de la CNUCED (UNCTAD/COM/74).
9. "Recent Trends on the World Coffee Market". Rapport du secrétariat de la CNUCED (UNCTAD/COM/59).
10. "The Uruguay Round Agreement and the Cotton Market: A preliminary overview". Rapport du secrétariat de la CNUCED (UNCTAD/COM/77).

1996

11. "Strengthening the Participation of Developing Countries in World Trade and the Multilateral Trading System". Document établi par le secrétariat de la CNUCED et le Secrétariat de l'OMC, avec le concours du Centre du commerce international CNUCED/OMC, à titre de contribution à la neuvième session de la CNUCED.
12. "The Uruguay Round Agreement and the Meat Market: A preliminary overview". Rapport du secrétariat de la CNUCED (UNCTAD/COM/76).

13. "The Least Developed Countries: 1996 Report". Rapport du secrétariat de la CNUCED (publication des Nations Unies, n° de vente E.96.II.D.3).

1997

14. "Trade Opportunities in the International Processed Horticultural Markets". Rapport de consultation élaboré par J.A. Giles (UNCTAD/ITCD/COM/Misc.4).
15. "Trade Opportunities for Processed Meat". Rapport de consultation élaboré par L.J. Colby (UNCTAD/ITCD/COM/Misc.5).
16. "Trade Opportunities in the World Beverages Sector". Rapport de consultation élaboré par LMC International Ltd. Oxford, Royaume-Uni (UNCTAD/ITCD/COM/Misc.6).
17. "Opportunities for Vertical Diversification in the Food processing Sector in Developing Countries". Rapport du secrétariat de la CNUCED (TD/B/COM.1/EM.2/2).
18. "Diversification in Commodity-Dependent Countries: the Role of Governments, Enterprises and Institutions". Rapport du secrétariat de la CNUCED (TD/B/COM.1/12).
19. "The Uruguay Round and its Follow-Up: Building a positive agenda for development". Rapport du secrétariat de la CNUCED (UNCTAD/ICTD/TED/2).

1998

20. "International Trade Liberalization and Implications for Diversification in Africa" (ITCD/COM/1). Document établi par la Division des produits de base.
21. "Uruguay Round Results and the Emerging Trade Agenda: Quantitative-based Analyses from the Development Perspective", 1^{er} août 1998, CNUCED PUBL/98/23.

1999

22. "Preparing for Future Multilateral Trade Negotiations; Issues and Research Needs from a Development Perspective", 1^{er} juin 1999, UNCTAD/ITCD/TSB/6.

2000

23. "Impact of the Reform Process in Agriculture on LDCs and Net Food-Importing Developing Countries and Ways to Address Their Concerns in Multilateral Trade Negotiations". Note d'information par le secrétariat de la CNUCED à la réunion d'experts sur l'incidence du processus de réforme de l'agriculture sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et les moyens de résoudre leurs problèmes dans les Négociations commerciales multilatérales, Genève (TD/B/COM.1/EM).
24. "The Interests of Developing Countries in the Next Round of WTO Agricultural Negotiations", de Tim Josling et Stefan Tangermann (UNCTAD/ITCD/TSB/10).
25. "Notes on the Implementation of the Agreement on Agriculture", de Miho Shirotori, dans *Positive Agenda and Future Trade Negotiations* (UNCTAD/ITCD/TSB/10).

26. "Agricultural Trade Barriers, Trade Negotiations, and the Interests of Developing Countries", de Hans Binswanger et Ernst Lutz. (Document préparé pour la Table ronde de haut niveau sur le commerce et le développement. Orientations pour le XXI^{ème} siècle (TD(X)/RT.1/8).)
27. "International Trade in Genetically Modified Organisms and Multilateral Negotiations: A New Dilemma for Developing Countries", de Simonetta Zarrilli (document non publié) (GE./...)
28. "WTO Sanitary and Phytosanitary Agreement: Issues for Developing Countries", Simonetta Zarrilli, dans *Positive Agenda and Future Trade Negotiations*, UNCTAD/ITCD/TSB/10.
29. "Interests and Options of Developing and Least-Developed Countries in a New Round of Multilateral Trade Negotiations", T. Ademola Oyejide, *G-24 Discussion Paper Series*, n° 2, 5 janvier 2000, UNCTAD/GDS/MDPB/G24/2.
30. "The Millenium Round and Developing Countries: Negotiating Strategies and Areas of Benefits", Arvind Panagariya, *G-24 Discussion Paper Series*, n° 1, 3 janvier 2000, UNCTAD/GDS/MDPB/G24/1.
- ii) *Travaux en cours*
31. "Simulation of various tariff-cutting formulas on market access in agricultural products". (Achèvement prévu pour 1998.)
32. "Simulation of the trade and price effects of further reduction commitments as part of the continuation of the reform process in agriculture using UNCTAD's Agricultural trade policy simulation model (ATPSM)". (Achèvement prévu pour 1998.)
33. "World Commodity Trends and Prospects" A/55/... (Ce rapport a été préparé en vue de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Son numéro de document et sa date de publication ne sont pas encore connus.) Document préparé par la Division des produits.
34. "Assessing the Results of General Equilibrium Studies of Multilateral Trade Negotiations", Joseph François, dans *Policy Issues in International Trade and Commodities Study Series*, n° 3, UNCTAD/ITCD/TAB/4. (À paraître en novembre 2000.)
35. "What Can Developing Countries Infer from the Uruguay Round Models for Future Negotiations", John Whalley, dans *Policy Studies in International Trade and Commodities Study Series*, n° 4, UNCTAD/ITCD/TAB/6. (À paraître en novembre 2000.)
36. "An Integrated Approach to Agricultural Trade and Development Issues: Exploring the Welfare and Distribution Issues", Robert Scollay, dans *Analytical Studies on International Trade Issues: The Development Perspective*, CNUCED. (À paraître en 2001.)
37. "Issues at Stake for Developing Countries in the Agricultural Trade Negotiations", Harry de Gorter, dans *Analytical Studies on International Trade Issues: The Development Perspective*, CNUCED. (À paraître prochainement.)
38. "Analyzing the Economics of Trade Liberalization with Tariff-Quotas in the Uruguay Round Agreement on Agriculture", Ulla Kask, Harry de Gorter. (À paraître prochainement.)

BANQUE MONDIALE

i) Études achevées

1990

1. "Bangladesh - Review of the experience with Policy Reforms in the 1980s" (Vol. 1).
2. "Malawi - Agricultural Sector Adjustment Program" (Vol. 1).
3. "Hungary - Integrated Agricultural Export Project" (Vol. 1).
4. O'Mara, Gerald T. "Analyzing the Effects of U.S. Agricultural Policy on Mexican Agricultural Markets using the MEXAGMKTS Model" (Vol. 1). Policy, Research, and External Affairs working paper, n° WPS 447.
5. Koester, Ulrich and Bale, Malcolm D. "The Common Agricultural Policy: A Review of its Operation and Effects on Developing Countries" (Vol. 1).

1991

6. "China - Options for Reform in the Grain Sector" (Vol. 1). A World Bank Country Study.
7. "Philippines - Rural Finance Project" (Vol. 1).

1992

8. "Bangladesh - Food Policy Review: Adjusting to the Green Revolution" (Vol. 1).
9. "Bangladesh - Food Policy Review: Adjusting to the Green Revolution" (Vol. 2).
10. "Bangladesh - Selected Issues in External Competitiveness and Economic Efficiency" (Vol. 1).
11. Jaffee, Steven M. "How Private Enterprise Organized Agricultural Markets in Kenya" (Vol. 1). Policy, Research working papers, n° WPS 823. Agricultural policies.

1993

12. "Burundi - Private Sector Development in Agriculture" (Vol. 1).
13. Pursell, Garry et Gulati, Ashok. "Liberalizing Indian Agriculture: An Agenda for Reform" (Vol. 1). Policy, Research working papers, n° WPS 1172. Trade policy.
14. Salazar P. Brandao et Antonio Martin, Will. "Implications of Agricultural Trade Liberalization for the Developing Countries" (Vol. 1). Policy, Research working papers, n° PS 1116. Agricultural policies.
15. Baneth, Jean. "Fortress Europe and Other Myths Concerning Trade" (Vol. 1). Policy, Research working papers, n° WPS 1098. Trade policy.

16. Gardner, Bruce et Brooks, Karen M. "How Retail Food Markets Responded to Price Liberalization in Russia after January 1992" (Vol. 1). Policy, Research working papers, n° WPS 1140. Agricultural policies.

17. "Agricultural Sector Review" (Vol. 1).

1994

18. Low, Patrick et Yeats, Alexander. "Nontariff measures and Developing Countries: Has the Uruguay Round Levelled the Playing Field?" Policy, Research working paper, n° WPS 1353
19. "Morocco - Second Agricultural Sector Investment Loan" (ASL II) (Vol. 1).
20. "Morocco - Second Agricultural Sector Investment Loan" (ASIL II) (Vol. 1).
21. "Ukraine - Food and Agriculture Sector Review" (Vol. 1).
22. "Ukraine - The Agriculture Sector in Transition" (Vol. 1). A World Bank country study.
23. "Mexico - Agricultural Sector Loan Project" (Vol. 1).
24. "Iran - Services for Agriculture and Rural Development" (Vol. 1).

1995

25. Francois, J. et Martin, W. "Multilateral Trade Rules and the Expected Cost of Protection", CEPR Working Paper n° 1214, Centre for Economic Policy Research, Londres.
26. Harrison, G., Rutherford, T. et Tarr, D. "Quantifying the Outcome of the Uruguay Round", Finance and Development 32:38-41, décembre.
27. Harrold, P. "The Impact of the Uruguay Round on Africa", World Bank Discussion Paper n° 311, Banque mondiale.
28. Hoekman, B. "Trade Laws and Institutions: Good Practices and the World Trade Organization", World Bank Discussion paper n° 282, Banque mondiale.
29. Ingco, M. "Agricultural Trade Liberalization in the Uruguay Round: One Step Forward, One Step Back?", Policy Research Working Paper n° 1500, Banque mondiale, Washington D.C.
30. Ingco, M. "Agricultural Trade Liberalization in the Uruguay Round: Matching Expectations with Reality", Finance and Development, 32:43-45, septembre.
31. Majd, N. "The Uruguay Round and South Asia: An Overview of the Impact and Opportunities", Policy Research Working Paper n° 1484, Banque mondiale.
32. Martin, W. et Winters, L.A. (éd.) "The Uruguay Round and the Developing Economies", Discussion Paper n° 307, Banque mondiale.
33. Martin, W. et Winters, L.A. (éd.) "The Uruguay Round: Widening and Deepening the World Trading System, Directions in Development", Banque mondiale, Washington D.C.

34. Rajapatirana, S. "Latin America and the Caribbean after the Uruguay Round: An Assessment", Latin America Region, Banque mondiale.
35. Research Advisory Staff. "A Step Backward in Agricultural Trade at the Uruguay Round?", Development Brief 49, mars 1995.
36. Research Advisory Staff. "The Uruguay Round: Winners and Winners", World Bank Policy Research Bulletin 6(1), janvier-février 1995.
37. Winters, L.A. "Wider Markets for Trade: The Uruguay Round", Chapter 2 in Global Economic Prospects, Banque mondiale, Washington D.C.
38. Yeats, A. et Amjadi, A. "Non-tariff Barriers Facing Africa: What the Uruguay Round Accomplished and What Remains to be Done", South African Economic Journal.
39. Yeats, A. "Non-tariff Barriers Facing Africa: Implications of the Uruguay Round", South African Journal of Economics.
40. Yeats, A. et Low, P. "Non-tariff Measures and Developing Countries: Has the Uruguay Round Levelled the Playing Field?", The World Economy.
41. "Ukraine - Seed Development Project" (Vol. 1).
42. "Bangladesh - Country Assistance Strategy" (Vol. 1).
43. Csaba, Csaki. "Armenia: Agricultural Policy Update" (Vol. 1).
44. Schiff, Maurice et Montenegro, Claudio E. "Aggregate Agricultural Supply Response in Developing Countries: A Survey of Selected Issues" (Vol. 1). Policy, Research and working paper, n° WPS 1485.
45. Ingco, Merlinda D. "Agricultural Trade Liberalization in the Uruguay Round: One Step Forward, One Step Back?" (Vol. 1). Policy, Research working paper n° WPS 1500.
46. Amjadi, Azita et Yeats, Alexander. "Nontariff Barriers Africa Faces: What did the Uruguay Round Accomplish, and What Remains to be Done?" (Vol. 1). Policy Research working paper, n° WPS 1439.
47. Martin, Will et Winters, L. Alan (éd.). "The Uruguay Round and the Developing Economies" (Vol. 1). World Bank discussion papers, n° WDP 307.

1996

48. Blarel, Pursell, et Valdes, (éd.). "The WTO and the Uruguay Round Agreement: Implications for South Asian Agriculture". Rapport de l'atelier FAO/Banque mondiale tenu à Katmandou, du 22 au 24 avril 1996.
49. Finger, J.M., Ingco, M. et Reincke, U. "The Uruguay Round: Statistics on Tariff Concessions Given and Received", Washington, D.C.: Banque mondiale.
50. Finger, J.M. "Legalized backsliding: safeguard provisions in GATT", dans Martin, W. et Winters, L.A. (éd.), The Uruguay Round and the Developing Countries, Cambridge, Royaume-Uni: Cambridge University Press.

51. Goldin, I. et van der Mensbrugghe, D. "Assessing agricultural tariffication under the Uruguay Round", dans Martin, W. et Winters, L.A. (éd.), *The Uruguay Round and the Developing Countries*, Cambridge, Royaume-Uni: Cambridge University Press.
52. Hertel, T., Martin, W., Yanagishima, K. et Dimaranan, B. "Liberalizing Manufactures Trade in a Changing World Economy", dans Martin, W. et Winters, L.A. (éd.), *The Uruguay Round and the Developing Countries*, Cambridge, Royaume-Uni: Cambridge University Press.
53. Hoekman, B. "Regulatory Regimes and the WTO: East Asian Perspectives", with Chang-Po Yang, dans van Dijk, P. et Faber, G. (éd.), *Challenges to the New World Trade Organization*. Deventer: Kluwer.
54. Ingco, M. et Hathaway, D. "Agricultural Trade Liberalization in the Uruguay Round", Chapter 1 dans Martin, W. et Winters, L.A. (éd.), *The Uruguay Round and Developing Economies*, Cambridge, Royaume-Uni: Cambridge University Press.
55. Ingco, M. "Tariffication in the Uruguay Round: How Much Liberalization?" *World Economy*, Vol. 19, n° 4, pages 425 à 446.
56. Ingco, M. et Winters, L.A. "Pakistan and the Uruguay Round: Impact and Opportunities, A Quantitative Assessment", *South Asia Region Discussion Paper n° 163*, Banque mondiale, avril.
57. Martin, W. et Winters, L.A. (éd.). "The Uruguay Round and the Developing Countries", Cambridge, Royaume-Uni: Cambridge University Press.
58. Martin, W. et Winters, L.A. "The Uruguay Round: A Milestone for the Developing Economies", dans Bora, N. et Pangestu, M. (éd.) *Priority Issues in Trade and Development: Implications for the Asia-Pacific Region*, Pacific Cooperation Council, Singapour.
59. Martin, W. et Winters, L.A. "\$200 Billion A Year in Gains", *DEC Notes*, n° 9, mai 1996.
60. Martin, W. et Winters, L.A. "Limited Reductions in Agriculture - But Greater Transparency and a Framework for the Future", *DEC Notes*, n° 12, mai 1996.
61. McCalla, A. and Valdes, A. "The Uruguay Round and Agricultural Policies in Developing Countries and Economies in Transition", *Food Policy*, Vol. 21, n° 4/5, pages 419 à 431.
62. Tarr, D., Harrison, G. et Rutherford, T. "Quantifying the Uruguay Round", dans Martin, W. et Winters, L.A. (éd.) *The Uruguay Round and the Developing Countries*, Cambridge University Press.
63. "Agricultural Trade and Trade Policy: a Multi-Country Analysis - Moldova Technical Report.
64. Valdes, Alberto. "Surveillance of Agricultural Price and Trade Policy in Latin America During Major Policy Reforms" (Vol. 1). *World Bank discussion papers*, n° WDP 349.
65. Ingco, Merlinda D.; Mitchell, Donald O. et McCalla, Alex F. "Global Food Supply Prospects: A Background Paper Prepared for the World Food Summit, Rome, novembre 1996 (Vol. 1). *World Bank technical paper*, n° WTP 353.

66. "Agricultural Trade and Trade Policy: A Multi-Country Analysis - Commodity Trends in Agriculture: Production, Gross Margins, and Trade: The Experiences of Belarus, Moldova, and Ukraine - 1991-1994" (Vol. 1).

67. "Mexico - First and Second Agricultural Sector Adjustment Projects" (Vol.1).

1997

68. Cordeu, J.L., Valdes, A. et Silva, F. (éd.). "Implementing the Uruguay Round Agreement in Latin America: The Case of Agriculture". Rapport de l'atelier FAO/Banque mondiale tenu à Santiago, Chili, du 28 au 30 novembre 1995.
69. Harrison, G., Rutherford, T. et Tarr, D. "Quantifying the Uruguay Round", Economic Journal, pages 1405 à 1430, septembre.
70. IATRC "Implementation of the Uruguay Round Agreement in Agriculture and Issues for the Next Round of Agricultural Negotiations", Commissioned Paper #12, en coordination avec S. Tangermann, International Agricultural Trade Research Consortium, octobre.
71. Ingco, M. "Agricultural Protection", dans McDougall, R. (éd.) Global Trade, Assistance and Protection: the GTAP 3 Database, Center for Global Trade Analysis, Purdue University.
72. Pursell, G. "South Asia" dans Implementation of the Uruguay Round Agreement in Agriculture and Issues for the Next Round of Agricultural Negotiations, Commissioned Paper #12, en coordination avec Tangermann, S., International Agricultural Trade Research Consortium, octobre.
73. Valdes, A. "Latin America", dans Implementation of the Uruguay Round Agreement in Agriculture and Issues for the Next Round of Agricultural Negotiations, Commissioned Paper #12, en coordination avec Tangermann, S., International Agricultural Trade Research Consortium, octobre.
74. Yeats, A. "A Quantitative Assessment of the Uruguay Round's Effects and their Implications for Developing Countries", dans Alfred Tovais et Ulrich Wacker (éd.) The World Trade System After the Uruguay, The Helmut Kohl Institute, Jérusalem.
75. Valdes, Alberto. "Agricultural Production, Pricing, and Marketing Structures in Ukraine" (Vol. 1). EC4NR agriculture policy note; n° 11.
76. Csaki, Csaba; Lundell, Mark and Shuker, Iain. "Current Status of Agricultural Reforms in EC4 Countries" (Vol. 1). EC4NR agriculture policy note; n° 12.
77. DeRosa, Dean A. "Agricultural Trade and Rural Development in the Middle East and North Africa: Recent Developments and Prospects" (Vol. 1). Policy, Research working paper n° WPS 1732.
78. Francis, Paul A.; Milimo, John T.; Njobvu, Chosani A. and Tembo, Stephen P.M. "Listening to Farmers: Participatory Assessment of Policy Reform in Zambia's Agricultural Sector" (Vol. 1). World Bank technical paper, n° WTP 375. Africa region series.
79. Koester, Ulrich E. and Brooks, Karen M. "Agriculture and German Reunification" (Vol. 1). World Bank discussion paper, n° WDP 355.

80. "India - The Indian Oilseed Complex: Capturing Market Opportunities" (Vol. 1). World Development Sources, WDS 1997-2.
81. "India - The Indian Oilseed Complex: Capturing Market Opportunities" (Vol. 2). World Development Sources, WDS 1997-2.

1998

82. Hoekman, B. "Developing Countries and the Multilateral Trading System after the Uruguay Round", dans Berry, A., Culpepper, R. et Stewart, F. (éd.), *Global Development Fifty Years After Bretton Woods*, North-South Institute, Ottawa. (À paraître prochainement.)
83. Hoekman, B. "The WTO, the EU and the Arab World: Trade Policy Priorities and Pitfalls", dans Nemat Shafik (éd.) *Perspectives on Middle Eastern and North African Economies*. Londres: McMillan. (À paraître prochainement.)
84. "Uzbekistan - Country Assistance Strategy" (Vol. 1).
85. "Albania - Country Assistance Review" (Vol. 1).

1999

86. Krueger, Anne O. "Developing Countries and the Next Round of Multilateral Trade Negotiations" (Vol. 1). Policy, Research working paper, n° WPS 2118.
87. Hoekman, Bernard Anderson, Kym. "Developing Country Agriculture and the New Trade Agenda" (Vol. 1). Policy, Research working paper, n° WPS 2125.
88. Csaki, Csaba et Nash, John. "Regional and International Trade Policy - Lessons for the EU Accession in the Rural Sector" (Vol. 1). World Bank technical paper, n° WTP 434.
89. Nyberg, Albert et Rozell, Scott. "Accelerating China's rural transformation" (Vol. 1).
90. "Bulgaria - Agriculture Sector Adjustment Loan Project" (Vol. 1).
91. "Pakistan - Agriculture Sector Investment Project" (Vol. 1).
92. Townsend, Robert F. "Agricultural Incentives in Sub-Saharan Africa: Policy Challenges" (Vol. 1). World Bank technical paper, n° WTP 444.
93. Kodderitzsch, Severin. "Reforms in Albania Agriculture: Assessing a Sector in Transition" (Vol. 1). World Bank technical paper, n° WTP 431. Europe and Central Asia environmentally and socially sustainable rural development series.
94. Michalopoulos, Constantine. "Developing Country Goals and Strategies for the Millennium Round" (Vol. 1). Policy, Research working paper, n° WPS 2147.
95. "Côte d'Ivoire - Agricultural Sector Adjustment Credit" (Vol. 1).

ii) *Travaux en cours*

A. *Projet concernant la surveillance et la mise en œuvre des résultats du Cycle d'Uruguay*

La mise en œuvre des engagements contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay déterminera à la fois l'incidence économique à long terme du Cycle et la base à partir de laquelle il sera procédé à la future libéralisation des échanges. Ce projet comporte un certain nombre d'études couvrant l'éventail très large des questions traitées au cours du Cycle d'Uruguay. Il prévoit certaines études qui sont de la recherche pure et d'autres, davantage orientées vers la recherche appliquée, qui seront réalisées en étroite collaboration avec le personnel opérationnel de la Banque afin d'obtenir la meilleure évaluation des incidences du Cycle sur les divers pays.

Les travaux en cours sur la mise en œuvre de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture constituent un élément essentiel du projet. Se fondant sur les notifications que les Membres adressent à l'OMC, cette étude évalue dans quelle mesure et de quelle manière les grandes réformes de politique commerciale ont été mises en œuvre dans chaque pays. Les analyses visent à répondre à deux questions: i) comment les pays ont mis en œuvre les engagements en matière d'accès aux marchés qu'ils ont contractés en vertu de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture, et ii) sur la base de leur mise en œuvre effective, ce qui s'est passé en fait dans le domaine de la libéralisation du commerce des produits agricoles depuis 1995. Pendant la période 1998-1999, l'attention ne sera plus centrée sur le contexte créé par le Cycle d'Uruguay, mais sur les questions touchant à la libéralisation et sur les possibilités de libéralisation qu'offriront les négociations qu'il est prévu d'engager d'ici à 2000.

Date d'achèvement du projet: juin 1999

Études déjà achevées dans le cadre de ce projet:

1996

96. Bach, C., Martin, W. et Stevens, J. "China and the WTO: Tariff Offers, Exemptions and Welfare Implications", *Weltwirtschaftliches Archiv* 132(3):409-31.
97. Hoekman, B. et Subramanian, A. "Egypt and the Uruguay Round", *World Bank Policy Research Working Paper* n° 1597, Washington D.C.
98. Ingco, M. et Hathaway, D. "Implementation of the Uruguay Round Commitments on Agriculture: Issues and Practice". Document présenté lors de la quatrième Conférence de la Banque mondiale sur un développement durable sur le plan écologique, du 25 au 27 septembre, Washington D.C.

1998

99. Ingco, M. et F. Ng. "Distortionary Effects of State Trading in Agricultural Trade: Issues for the Next Round of Negotiations", *Policy Research Working Paper*, Banque mondiale, Washington D.C. (À paraître prochainement.)
100. Ingco, M. "Market Access in Agricultural Trade: Issues for the Next Round of Negotiations", *Policy Research Working Paper*, Banque mondiale, Washington D.C. (À paraître prochainement.)

101. Ingco, M. "Trade Restrictiveness of Post-Uruguay Round Agricultural Policies", Policy Research Working Paper, Banque mondiale, Washington D.C. (À paraître prochainement.)

B. Projet: libéralisation du commerce des produits agricoles et sécurité alimentaire

Les changements qui sont en cours dans l'environnement international sur le plan du commerce et de la politique en général auront de grandes conséquences pour le secteur de l'alimentation et de l'agriculture ainsi que pour la sécurité alimentaire. La manière dont les pouvoirs publics réagiront face à ces changements aura une incidence sur la sécurité alimentaire à court et à long terme. Ces changements surviennent dans un contexte dynamique dans lequel l'avantage comparatif en matière de production agricole connaît une évolution qui résulte de la croissance de la population et des revenus ainsi que des innovations technologiques et des contraintes sur le plan des ressources. Les pays qui ont entrepris des réformes et des ajustements qui vont dans la bonne direction ont été beaucoup plus à même de faire face aux chocs à court terme et de tirer parti des possibilités qu'offre une plus grande ouverture des marchés que les pays qui ne l'ont pas fait. Cette étude évalue l'ampleur de la libéralisation du commerce et des marchés auxquels ont procédé les pays industriels et les pays en développement au cours de la période qui s'est écoulée depuis le Cycle d'Uruguay. Elle examine les obstacles au commerce et la protection intérieure qui existent, quantifie les taux de protection appliqués avant et après le Cycle d'Uruguay et présente des projections concernant l'effet de la libéralisation sur la production, la consommation et les niveaux des prix jusqu'en 2005. L'étude analyse aussi l'effet des hausses projetées des cours mondiaux sur les pays à faible revenu et à déficit alimentaire. Elle évalue en outre les conséquences de la libéralisation pour le secteur des produits alimentaires et la sécurité alimentaire, et analyse à cet effet les changements qui en résultent sur le plan des termes de l'échange, de la production intérieure, de la consommation de produits alimentaires et des revenus.

En 1997, l'attention s'est portée essentiellement sur les conséquences qu'a eues pour la demande mondiale de produits alimentaires et les cours mondiaux de ces produits la croissance rapide dans le bassin du Pacifique, et en particulier en Chine. Cette question a été analysée en utilisant le modèle d'équilibre général mondial du GTAP afin d'arriver à une évaluation plus complète que ce qui a pu être fait jusqu'ici avec les modèles d'équilibre partiel.

Date d'achèvement du projet: juin 1999.

Études déjà achevées dans le cadre de ce projet:

1996

102. Ingco, M., Mitchell, D. et McCalla, A. "Global Food Supply Prospects, A Background paper presented at the World Food Summit in Rome", Technical Paper n° 353. Banque mondiale, Washington, D.C. 20433.
103. Ingco, M. "India's Domestic and External Trade Policy Environment: Implications for Market Stabilization Policies and Strategies", annexe 6 dans The Indian Oilseeds Complex: Capturing Market Opportunities, Report n° 15677-IN, South Asia Country Department II, Banque mondiale, Washington, D.C.

1997

104. Anderson, K., Dimaranan, B., Hertel, T. et Martin, W. "Asia-Pacific food markets and trade in 2005: a global, economy-wide perspective", *The Australian Journal of Agricultural and Resource Economics*, 41:1, pages 19 à 44.

iii) *Projets de recherche prévus*

A. *Les prochaines négociations commerciales multilatérales dans le secteur de l'agriculture et les pays en développement*

L'agriculture serait l'un des grands secteurs où les futures négociations commerciales auraient des conséquences importantes pour les pays en développement. Afin de réaliser le programme de recherche envisagé, il serait tiré parti des travaux entrepris en vue d'évaluer les résultats du Cycle d'Uruguay dans le secteur de l'agriculture et de l'analyse récente de leur mise en application effective depuis 1995. Les objectifs généraux du programme de recherche envisagé sont les suivants: 1) aider les pays en développement à se préparer en vue des prochaines négociations dans le secteur de l'agriculture; 2) identifier et évaluer les approches qui permettraient aux pays en développement d'y participer plus pleinement que lors des négociations précédentes et d'en tirer un plus grand profit; et 3) sur la base de la mise en œuvre des engagements contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay, évaluer quantitativement les grandes options souhaitables pour arriver à une plus grande libéralisation. Ces options seraient tout d'abord évaluées qualitativement, puis analysées quantitativement à l'aide d'estimations détaillées (au niveau de la ligne tarifaire) de la protection appliquée et de modèles d'équilibre général. Les questions concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires feront elles aussi l'objet d'une évaluation.

Date d'achèvement estimée: décembre 1999.

B. *Le cycle du millénaire et les pays en développement*

Ce projet de recherche porterait sur les domaines suivants: agriculture, services, produits manufacturés, commerce et investissement, commerce et concurrence, marchés publics, réforme des règles et procédures de l'OMC, antidumping et négociations sous-sectorielles spécifiques (par exemple, l'Accord sur les technologies de l'information). Il y aura une phase de préparation au cours de laquelle deux études prospectives seront élaborées, à savoir: 1) état de préparation en vue des négociations; et 2) approches de la libéralisation. Ces études auront pour objet de définir les positions initiales sur des questions clés et de fournir des analyses qualitatives de différentes approches qui pourraient être utilisées pour assurer une participation large et constructive des pays en développement aux négociations.

Date d'achèvement estimée: décembre 1999.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

i) Études achevées

1. "Résultats des Négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay. Accès aux marchés pour les marchandises et les services: Aperçu des résultats", secrétariat du GATT, novembre 1994.
2. "Résumé des résultats du Cycle d'Uruguay dans le secteur laitier", secrétariat du GATT, novembre 1994.
3. "Résumé des résultats du Cycle d'Uruguay dans le secteur de la viande", Secrétariat de l'OMC, février 1995.

ii) Travaux en cours

4. "Economic assessments of the Uruguay Round", dans Guide to the Uruguay Round Agreements, Secrétariat de l'OMC, Genève: Publications de l'OMC/Kluwer Law International. (À paraître prochainement.)

iii) Documents de travail

Les documents de travail énumérés ci-après ont été établis dans le cadre des travaux de recherche en cours. Ces documents ne sont pas des documents officiels du Secrétariat et ne sont pas non plus censés représenter la position ou les opinions de l'OMC ou de ses Membres. Leur teneur n'engage que la responsabilité de leurs auteurs, de même que les erreurs qu'ils pourraient comporter. Des exemplaires de ces documents peuvent être obtenus à la Division de la recherche et de l'analyse économiques.

5. Francois, J. et McDonald, B. (1996). "The multilateral trade agenda: Uruguay Round implementation and beyond", n° ERAD-96-012.
6. Francois, J. et Martin, W. (1996). "Multilateral Trade Rules and the Expected Cost of Protection", n° ERAD-96-010.
7. Francois, J., McDonald, B. et Nordström, H. (1996). "A User's Guide to Uruguay Round Assessments", n° ERAD-96-003.
8. Laird, S. (1997). "WTO Rules and Good Practice on Export Policy", n° TPRD-97-001.
9. Auboin, M. et Laird, S. (1998). "EU Import Measures and the Developing Countries", n° TPRD-98-001.

iv) Autres études réalisées par des fonctionnaires de l'OMC

10. Degbelo, J. et Dembinski, P.H. (1994). "Effets de l'Uruguay Round sur les pays en développement: une analyse des évaluations réalisées à ce jour", EcoDiagnostic, Genève.

APPENDICE 2

Résumés analytiques et/ou conclusions d'études sur la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture et son incidence sur les pays en développement

ORGANISATION POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE³

i) *Études achevées*

1993

"Price Stabilization Mechanisms for Imported Agricultural Products in Latin America and the Caribbean". Débats et documents de la Table ronde FAO/Banque mondiale tenue à Santiago, Chili, en octobre 1993. (A, E)

Ce document reprend les débats et les documents de la Table ronde conjointe FAO/Banque mondiale sur les politiques de stabilisation des prix des produits agricoles en Amérique latine, qui s'est tenue à Santiago, Chili, du 18 au 20 octobre 1993. Plusieurs documents d'information ont été établis par la FAO et la Banque mondiale en relation avec des monographies sur le Brésil, l'Argentine, le Chili, la Colombie, El Salvador, l'Équateur et le Pérou. En outre, des documents succincts ont été présentés au sujet des distorsions des prix sur les marchés mondiaux des produits alimentaires, de la surveillance interne exercée pour assurer la transparence de la politique en matière de commerce et de prix des produits agricoles, des mesures de protection d'urgence pour le secteur de l'agriculture et de la mise en place d'un environnement réglementaire pour les marchés concurrentiels des produits de base. La principale question traitée dans la plupart de ces documents était celle de savoir comment on pouvait faire face à l'instabilité des prix dans le cadre d'économies ouvertes axées sur le marché alors que les pouvoirs publics ne disposaient plus d'instruments commerciaux puissants pour lutter contre cette instabilité. Cette situation a empiré à la suite de la baisse du taux de change réel dans de nombreux pays de la Région, conjuguée à une accentuation du fléchissement à long terme des prix internationaux des produits agricoles. Parmi les réformes économiques engagées dans la plupart des pays de la Région, celle concernant le commerce est apparue, au début des années 90, comme étant la question qui occupait une place prépondérante dans la formulation de la nouvelle stratégie de développement de l'Amérique latine. Toutefois, les réformes des politiques en matière de prix et de commerce des produits agricoles ont été particulièrement complexes et controversées à ce stade initial du processus de réforme parce que les agriculteurs, surtout ceux du secteur traditionnel, en ont subi les effets négatifs dans beaucoup de pays de la Région. Les organisateurs de la Table ronde ont considéré que la stabilisation des prix des produits agricoles dans le cadre d'un régime de commerce plus ouvert applicable aux produits soutenant la concurrence des importations constituait une nouvelle politique de la plus haute importance qui exigeait une plus ample analyse et un débat technique.

³ La langue dans laquelle l'étude considérée est disponible est indiquée entre parenthèses (A - anglais, E - espagnol, F - français).

"Policy Change and Agricultural Trade in Africa South of the Sahara". Débats et documents de la Consultation d'experts FAO/CEDEAO tenue à Akasomba, Ghana, en 1993. (A, F)

Ce document reprend les débats et les documents d'une consultation d'experts sur les changements d'orientation au niveau international et le commerce des produits agricoles dans l'Afrique subsaharienne, organisée par la FAO pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette consultation d'experts avait pour objet d'offrir à des conseillers de haut niveau originaires des pays de la région de la CEDEAO l'occasion de procéder à un examen et de débattre des changements qui se produisaient dans l'environnement commercial agricole mondial, des possibilités de développer les échanges commerciaux qui pourraient se faire jour et des politiques de rechange qui pourraient être nécessaires. La Consultation d'experts a tenu compte de l'expérience des pays de la région, facilité un échange d'informations à ce sujet et appelé l'attention sur les possibilités et les problèmes auxquels les décideurs pourraient être confrontés au cours des années 90.

1994

"The Impact of a Changing International Trade Environment on Agricultural Trade in the Near East Region". Débats et documents de la Consultation d'experts tenue à Nicosie, Chypre, en décembre 1994. (A)

Ce document reprend les débats, recommandations et documents d'information d'une consultation d'experts régionale organisée par la FAO en coopération avec le Ministère du commerce et de l'industrie de Chypre. Cette consultation avait pour objet d'analyser l'incidence que les grands changements survenus dans l'environnement commercial international ont eue sur le commerce des produits agricoles dans la région du Proche-Orient, y compris les effets sur la production agricole, les possibilités de développer le commerce des produits agricoles et les changements d'orientation nécessaires pour réaliser les objectifs fixés dans cet environnement en évolution. Un document important du volume analyse le nouveau régime que l'UE applique, dans le cadre du Cycle d'Uruguay, aux fruits et légumes ainsi que ses conséquences pour l'accès des pays de la région au marché communautaire. Parmi les autres grands changements étudiés figuraient l'importance croissante du régionalisme et des accords commerciaux régionaux, la tendance générale à la déréglementation et à une plus grande libéralisation, et les problèmes qui surgissent dans le domaine du commerce, en particulier en ce qui concerne les prescriptions environnementales et les réglementations sanitaires et phytosanitaires.

"Implications for the Uruguay Round for European Union Trade with Third Countries with Specific Reference to Fresh Fruits and Vegetable Trade with the Near East Region", de A. Swinbank, Université de Reading, et C. Ritson, Université de Newcastle-upon-Tyne, RNEA/807/EC/3, décembre 1994. (A)

Ce document, établi pour la Consultation d'experts de la FAO sur l'incidence sur le commerce des produits agricoles dans la région du Proche-Orient des changements survenus dans l'environnement commercial international, examine les conséquences du régime que l'UE applique, dans le cadre du Cycle d'Uruguay, aux fruits à coques frais, et aux fruits et légumes frais. Il décrit le nouveau système de "prix d'entrée", souligne les principales différences par rapport au système actuel de "prix de référence", indique jusqu'à quel point la protection pourrait être réduite et examine aussi les conséquences de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS).

"The Uruguay Round and Global Grain Trade", Cereal Policies Review, 1993-1994, juillet 1994. (A, E, F)

Le Comité des négociations commerciales du GATT est arrivé, en décembre 1993, à un consensus sur un ensemble d'accords et de décisions repris dans l'Acte final. Celui-ci, ainsi que les listes d'engagements de réduction, ont été formellement signés à la Réunion ministérielle qui s'est tenue à Marrakech en avril 1994. Ce document décrit tout d'abord les principaux éléments de l'Acte final qui s'appliquent aux céréales, puis procède à une évaluation préliminaire des listes communiquées par un certain nombre de grands pays commerçants. L'Acte final comporte des accords et des décisions sur une grande diversité de sujets, dont plusieurs sont très importants pour l'économie mondiale, y compris pour l'économie des pays en développement. Le document analyse le domaine qui revêt un intérêt direct majeur pour le secteur des céréales, à savoir l'Accord sur l'agriculture, l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

"The Uruguay Round Final Act and Its Implications for the World Livestock and Meat Economy". Élaborée pour la quinzième session du Groupe intergouvernemental sur la viande, CCP:ME/94/4, octobre 1994. (A, E, F)

Le Groupe intergouvernemental sur la viande a fréquemment appelé l'attention sur les graves distorsions que connaît le marché international de la viande, et tout dernièrement lors de sa quatorzième session. Ce document analyse certains problèmes persistants: les prix de la viande sur le marché intérieur de certains pays qui sont notablement supérieurs à ceux pratiqués sur le marché international; la protection des marchés intérieurs qui a stimulé la production et fait baisser la consommation, créant de ce fait des excédents qui ne sont écoulés qu'à l'aide de subventions; le subventionnement sur une échelle relativement grande des exportations de viande, en particulier de viande bovine; les réglementations et procédures en matière de santé animale et de contrôle sanitaire qui ont réduit l'accès des exportateurs aux marchés d'importation; et l'existence de mesures qui faussent les échanges et semblent contrevenir aux engagements contractés dans le cadre d'accords internationaux, malgré les plaintes que les partenaires commerciaux déposent par l'intermédiaire du GATT et les constatations établissant qu'il y a eu annulation ou réduction d'avantages résultant pour d'autres parties contractantes au GATT. Le Cycle d'Uruguay vise à remédier à ces anomalies et autres distorsions. Ce document a été établi afin d'aider le Groupe à analyser les conséquences de ces résultats pour le commerce international de la viande, conformément à la demande formulée par le Comité des produits à sa dernière session.

"The Impact of the Uruguay Round and other Measures Affecting Wine Trade". Document établi pour la sixième session du Groupe intergouvernemental sur les produits vitivinicoles, CCP:WI/94/8, septembre 1994. (A, E, F)

À sa cinquième session, en 1992, le Groupe intergouvernemental sur les produits vitivinicoles a examiné les mesures de politique commerciale internationale, en particulier les mesures tarifaires et non tarifaires, qui affectent le commerce du vin. Il a exprimé son attachement général à un commerce international libre et transparent, sur une base équitable, des produits viticoles et son opposition aux barrières commerciales arbitraires. Il a en outre exprimé l'espoir que les négociations qui se déroulaient alors dans le cadre du GATT aboutiraient à une amélioration générale des mécanismes du commerce international. Ce document décrit sommairement certains faits importants affectant le commerce qui se sont produits depuis la dernière session du Groupe: modifications du régime international affectant le commerce des produits agricoles, en particulier le vin, par suite du Cycle d'Uruguay; modifications des procédures d'importation nationales qui découleront de la privatisation

prévue de certains monopoles d'État; législation environnementale et initiatives industrielles; et accords commerciaux régionaux.

1995

"A Review of Commitments in the Cereal Sector Under the Uruguay Round Agreement", Cereal Policies Review, 1994-1995, août 1995. (A, E, F)

Le précédent numéro de cette publication donnait des informations sur les principales dispositions de l'Accord sur l'agriculture annexé à l'Acte final du Cycle d'Uruguay et présentait un bref aperçu des engagements spécifiques concernant les céréales contractés par certains pays. Le présent numéro décrit plus en détail les engagements concernant certaines céréales, à savoir le blé, le riz et les céréales secondaires. L'examen repose sur une analyse des listes d'un échantillon de pays comprenant la plupart des nations commerçantes jouant un rôle important dans le commerce des céréales. Bien qu'elle ne soit pas encore Membre de l'OMC, la Chine a présenté une liste d'engagements qui est prise en considération dans cette analyse, compte tenu de l'importance de ce pays dans l'économie céréalière mondiale. L'examen est divisé en trois sections portant sur chacun des trois grands domaines où des engagements ont été contractés, à savoir le soutien interne, l'accès aux marchés et la concurrence à l'exportation.

"GATT's Effect on Rice: Plus ça va et plus ça change?", par Chan Ling Yap dans CERES, n° 154, Vol. 27, n° 4, juillet-août 1995. (A, E, F)

Ce court article traite des conséquences de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture pour l'économie rizicole mondiale. Beaucoup espèrent que l'Accord marquera le début d'une nouvelle ère de libre-échange grâce à l'ouverture de marchés jusque-là protégés et à la réduction des subventions à l'exportation. D'après l'auteur, ces espérances ne sont peut-être pas tout à fait réalistes. Il reste en effet à savoir si l'Accord constitue réellement une panacée pour résoudre les problèmes qui affecteront dans l'avenir le commerce des produits alimentaires de base. Le commerce du riz est l'un des meilleurs exemples du fait que, malgré toute la rhétorique entourant le Cycle d'Uruguay, les principaux pays exportateurs de produits alimentaires continuent de recourir à des mécanismes commerciaux pour promouvoir les exportations et limiter les importations.

"The Uruguay Round Final Act and its Implications for the World Oilseeds Economy". Rapport établi pour la vingt-septième session du Groupe intergouvernemental sur les graines oléagineuses, les huiles et les matières grasses, CCP:OF/95/2, mai 1995. (A, E, F)

À sa cinquante-neuvième session, en juillet 1993, le Comité des produits est arrivé à la conclusion qu'il fallait analyser plus à fond les questions relatives aux négociations commerciales multilatérales et les résultats du Cycle d'Uruguay par l'intermédiaire des groupes intergouvernementaux. Compte tenu de cette conclusion, ce document examine les engagements contractés par les gouvernements dans le cadre du Cycle d'Uruguay et leurs effets possibles, en mettant l'accent sur le secteur des graines oléagineuses, des huiles et des farines d'oléagineux. L'horizon de l'étude est l'an 2000, année où l'Accord aura été mis en œuvre pour l'essentiel. L'analyse a un caractère provisoire car, au moment de la rédaction du rapport, l'Accord n'avait pas encore été ratifié par les autorités nationales de nombreux pays.

"Impacts of the Uruguay Round Agreement on the World Tea Economy". Rapport établi pour la onzième session du Groupe intergouvernemental sur le thé, CCP:TE/95/3, avril 1995. (A, E, F)

À sa dixième session, le Groupe intergouvernemental sur le thé a souligné qu'il importait de suivre de près les perspectives à long terme de l'économie mondiale du thé et qu'il fallait actualiser périodiquement les projections établies à son initiative pour évaluer l'incidence des modifications apportées aux politiques commerciales et des grandes tendances de la demande et de l'offre. Ce document présente donc une analyse de l'incidence de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'économie mondiale du thé. Conformément au calendrier d'application de l'Accord, cette analyse étend jusqu'en 2005 les projections antérieures et simule les effets quantitatifs des réductions tarifaires et de l'accroissement des revenus sur la production et la consommation de thé et le commerce mondial de ce produit.

"Impact of the Uruguay Round on Agriculture", FAO, Rome, 1995, 102 pages. (A, E, F)

Ce document évalue l'incidence des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay sur les marchés des produits agricoles à l'horizon 2000. La méthode adoptée a consisté à reprendre les projections antérieures de la FAO concernant les produits agricoles pour tenir compte des changements qui pourraient intervenir d'ici à 2000 dans les droits de douane, les subventions à l'exportation, l'accès des importations et les revenus. Après une brève analyse de l'Accord sur l'agriculture, le document examine son incidence sur les marchés de certains produits agricoles (blé, riz, céréales secondaires, huiles, matières grasses et farines d'oléagineux, sucre, viande, lait et produits laitiers, café, cacao, thé, banane, cuirs et peaux). L'incidence de l'Accord est ensuite analysée par région et un certain nombre de questions particulières sont abordées. Plusieurs conclusions générales en sont tirées. Une annexe décrit la méthode appliquée et certaines des hypothèses de base utilisées dans l'étude.

"The Uruguay Round Agreement on Agriculture: Implications for Food Security in the Asia and Pacific Region", dans Benefits and Challenges Facing Asia-Pacific Agricultural Trading Countries in the Post-Uruguay Round Period, CESAP. (A)

Dès le début des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, et même bien avant, il y a eu des divergences de vues au sujet des effets de la libéralisation des échanges sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, en particulier. Les effets étaient évalués sur la base de scénarios de libéralisation hypothétiques et des évaluations plus réalistes n'ont pu être faites qu'à partir d'avril 1994, quand les concessions accordées pour les différents pays ont été connues. Par ailleurs, ce ne sont pas seulement les effets quantifiables qui sont importants pour l'agriculture et la sécurité alimentaire; ce sont aussi, et peut-être surtout, les effets non quantifiables liés au nouvel environnement qui influent aussi bien sur le commerce que sur les politiques intérieures dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Ce document examine ces deux aspects des effets du Cycle d'Uruguay, à savoir les effets quantifiables, à court et moyen termes, de la mise en œuvre des engagements spécifiques contractés par les pays, et les effets à plus long terme sur les politiques, qui vont bien au-delà de cet horizon. Plus particulièrement, la section B examine brièvement les dispositions de l'Accord sur l'agriculture. La section C met en évidence ses effets à court et moyen termes sur la sécurité alimentaire mondiale, eu égard en particulier à la région Asie-Pacifique. La section D examine les incidences de l'Accord sur les politiques en matière de sécurité alimentaire, et la dernière section présente quelques recommandations de politique générale pour le court et le long terme.

1996

"Review of Cereal Price Situation in Selected Developing Countries in 1995/96 and Policy Measures to Offset the Price Rise", Division des produits et du commerce international, Rome, 1996, ESCP n° 1. (A)

Ce document examine l'évolution des prix à la consommation des céréales dans plus de 30 pays en développement en 1995-1996, et les mesures adoptées par ces pays face à la hausse des prix internationaux des céréales pendant cette période. En 1995-1996 (période de mars à mai 1996 par rapport à la période de juillet à septembre 1995), le prix mondial du blé a augmenté de 27 pour cent et celui du maïs de 47 pour cent, tandis que le prix du riz a progressé de 30 pour cent au deuxième semestre de 1995. Cette étude examine dans quelle mesure ces hausses de prix ont été répercutées sur les consommateurs dans ce groupe de pays en développement.

"Agricultural Price Instability: Report of a Meeting of Experts", Division des produits et du commerce international, Rome, 10 et 11 juin 1996, ESCP/n° 2, 26 pages. (A)

Ce rapport résume les principales conclusions d'une réunion informelle d'experts organisée par la FAO à Rome, les 10 et 11 juin 1996. À cette réunion, deux questions ont été examinées: premièrement, la possibilité d'une évolution de l'instabilité des prix agricoles et, deuxièmement, les moyens à employer pour faire face à cette instabilité et à ses conséquences. D'une manière générale, les experts se sont accordés pour dire que, par rapport à la situation antérieure, les marchés mondiaux des produits de base pourraient être caractérisés dans l'avenir par une diminution du volume des stocks globaux, mais que, dans le même temps, ils pourraient être moins sujets à l'instabilité du fait d'une adaptation plus rapide et générale aux perturbations affectant la production ou la demande. Toutefois, le chemin menant au nouvel environnement commercial a été jugé incertain et les experts ont généralement estimé que l'instabilité des prix serait plus grande pendant la période de transition qu'après l'ajustement complet du système. En ce qui concerne les moyens à mettre en œuvre pour remédier à l'instabilité des prix, les experts ont exprimé une préférence générale pour des instruments de portée nationale n'ayant pas d'effet de distorsion et permettant de "vivre" avec l'instabilité, conjugués à des mesures de nature à réduire ("combattre") l'instabilité au niveau international.

"An overview of Assessments of the Impact of the Uruguay Round on Agricultural Prices and Incomes", par R. Sharma, P. Konandreas et J. Greenfield dans Food Policy, Vol. 21, n° 4/5, septembre/novembre 1996. (A)

Ce document présente une synthèse des résultats de différents modèles utilisés pour évaluer l'incidence du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture mondiale. Dans l'ensemble, les résultats montrent que le Cycle d'Uruguay ne devrait pas avoir d'effets marqués sur les prix et les revenus au niveau mondial. Il se peut que ses effets soient plus importants pour certaines régions et certains pays. L'étude identifie un certain nombre de facteurs qui expliquent les différences entre les effets résultant de l'emploi de modèles différents. Ces facteurs sont notamment la prise en compte partielle ou l'exclusion des engagements de réduction spécifiques contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay, l'application de méthodes différentes pour la modélisation des réductions tarifaires, les différences entre les élasticités de transmission, la référence à différentes périodes de base pour l'application des engagements de réduction, la structure des modèles (équilibre partiel ou équilibre général), l'agrégation différente des pays et des produits et les différences dans l'élasticité de la demande, de l'offre et de la transmission.

"The Uruguay Round Agreement on Agriculture: Food Security Implications for Developing Countries", par J. Greenfield, M. de Nigris et P. Konandreas dans Food Policy, Vol. 21, n° 4/5, septembre/novembre 1996. (A)

Ce document présente l'analyse faite par la FAO des effets du Cycle d'Uruguay sur les marchés agricoles mondiaux et de ses conséquences pour la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Cette analyse repose principalement sur le modèle alimentaire mondial de la FAO, qui sert à comparer la situation qui résultera, en 2000, de la mise en œuvre de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture et celle qui prévaudrait en l'absence de cet accord. Si, au niveau mondial, les effets sur les marchés de la plupart des produits agricoles s'avèrent faibles, ils sont relativement plus importants pour les pays en développement à faible revenu et à déficit vivrier, en particulier en ce qui concerne le coût global des importations de produits alimentaires. L'étude conclut cependant que les perspectives des pays en développement en matière de sécurité alimentaire dépendent dans une large mesure de facteurs sous-jacents sur lesquels le Cycle d'Uruguay n'aura pas de répercussions sensibles.

"Uruguay Round Commitments on Domestic Support: their Implications for Developing Countries", par P. Konandreas et J. Greenfield dans Food Policy, Vol. 21, n° 4/5, septembre/novembre 1996. (A)

Ce document examine les dispositions fondamentales de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture en matière de soutien interne et leur importance relative, en particulier du point de vue des pays en développement. Il indique dans quelle mesure des difficultés pourraient surgir par suite de différences dans l'interprétation et l'application de certaines dispositions, qui pourraient soulever des questions litigieuses dans l'avenir. Le document se penche aussi sur les effets des engagements sur les politiques alimentaire et agricole des pays en développement. En particulier, il analyse de façon assez détaillée la compatibilité des nouvelles disciplines avec les politiques agricole et alimentaire qu'ils poursuivent habituellement. Bien que, en général, le montant du soutien direct des prix accordé par ces pays en faveur de l'agriculture ait été faible dans le passé, l'étude conclut que l'Accord sur l'agriculture ne devrait pas constituer en soi un obstacle important à la poursuite de leurs politiques agricole et alimentaire axées sur la production, la consommation et la stabilisation du marché intérieur. Il est probable que, dans la plupart des cas, les contraintes viendront de l'austérité budgétaire et des engagements pris par ces pays dans le cadre de programmes d'ajustement structurel.

"Implications of the Uruguay Round on the World Rice Economy", par Chan Ling Yap, Food Policy, Vol. 21, n° 4/5, septembre/novembre 1996. (A)

Ce document analyse les conséquences de l'Accord sur l'agriculture pour l'économie rizicole et examine son incidence, au niveau mondial, sur la production, la consommation, le commerce et les prix internationaux de ce produit. L'Accord peut avoir un effet bénéfique sur le marché international du riz, en particulier pour les pays en développement. Mais il est douteux que ses avantages puissent se concrétiser pleinement car ils dépendent avant tout de l'application des dispositions en matière d'accès aux marchés dans un petit nombre de pays. La tarification, telle qu'elle a été opérée finalement dans le cadre de l'Accord, n'entraînera pas d'augmentation sensible des échanges et le commerce international du riz restera marqué par des distorsions jusqu'en 2000 dans la mesure où le niveau des subventions à l'exportation dans certains pays pourrait bien rester supérieur au niveau enregistré entre 1986 et 1990. En évaluant les incidences de l'Accord, ce document suppose que les engagements contractés seront pleinement respectés. Il examine aussi d'autres scénarios possibles.

"Potential Erosion of Trade Preferences in Agricultural Products", par F. Yamazaki, Food Policy, Vol. 21, n° 4/5, septembre/novembre 1996. (A)

Ce document évalue l'incidence potentielle du Cycle d'Uruguay sur les préférences commerciales dans le secteur agricole. La valeur potentielle, en 1992, des préférences accordées par l'Union européenne, le Japon et les États-Unis est estimée à 1,9 milliard de dollars EU, dont un tiers pour l'Afrique, 10 pour cent pour l'Amérique latine et les Caraïbes et le reste principalement pour les pays en développement d'Extrême-Orient et d'Océanie. À la suite de la réduction des taux de la nation la plus favorisée (taux NPF) dans le cadre du Cycle d'Uruguay, la valeur potentielle des préférences devrait diminuer d'environ 0,7 milliard de dollars EU, répartis entre l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Extrême-Orient à raison de 26 pour cent, 39 pour cent et 28 pour cent, respectivement. Du point de vue des produits, les pertes les plus importantes devraient concerner les fruits et les fruits à coque, le café et le thé.

"Impact of the Uruguay Round on the World Hides and Skins Economy". Document établi pour la cinquième session du Sous-Groupe des cuirs et peaux, CCP:ME/96/5, mai 1996. (A, E, F)

Ce document examine l'incidence du Cycle d'Uruguay sur la production et la demande mondiale prévues de cuirs et de peaux. Une petite partie seulement de l'augmentation prévue de la production mondiale jusqu'en 2000 est imputable au Cycle d'Uruguay, lequel pourrait cependant avoir une incidence plus importante pour certains pays. D'après cette étude, il y a tout lieu de penser que le Cycle d'Uruguay donnera une nouvelle impulsion à l'expansion déjà rapide des activités de transformation et de fabrication, en particulier dans les pays en développement, ce qui se traduira par une forte augmentation, d'ici à 2000, de la valeur du commerce international des cuirs et peaux de bovins et des ouvrages en cuir.

"Impact of the Uruguay Round on Multilateral Trade Negotiations: Effects on the World Citrus Market to 2000". Document établi pour la onzième session du Groupe intergouvernemental des agrumes, CCP:CI/96/4, avril 1996. (A, E, F)

Ce document constitue une première tentative pour quantifier les effets à moyen terme, jusqu'en 2000, de la mise en œuvre des résultats du Cycle d'Uruguay sur le marché mondial des agrumes. L'analyse porte principalement sur les effets des réductions tarifaires. Elle montre que les droits d'importation appliqués aux agrumes et aux produits à base d'agrumes varient considérablement selon les pays et, à l'intérieur d'un même pays, selon les variétés d'agrumes et les produits. En général, le niveau des droits sur les produits à base d'agrumes augmente avec la valeur ajoutée (degré de transformation), tandis que les droits sur les agrumes frais varient aussi, dans certains pays producteurs, en fonction de la saison; ils sont généralement plus élevés lorsque la production locale est présente sur le marché. L'analyse montre en outre que la réduction des droits d'importation consécutive au Cycle d'Uruguay varie elle aussi considérablement. Le document présente les projections les plus récentes jusqu'à 2000 pour les agrumes et les produits à base d'agrumes, telles qu'elles ont été modifiées sur la base d'une hypothèse initiale pour tenir compte des concessions tarifaires accordées dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Il conclut que ce dernier n'aura probablement pas d'effet important sur le marché mondial des agrumes, du moins jusqu'en 2000.

"Changing Trade Environment for Oilseeds and Products in the Asia and Pacific Region". Rapport d'une consultation d'experts tenue à Bangkok (Thaïlande), en janvier 1996, fondé sur un document d'information établi par M. Pasquali. (A)

Ce document présente des informations de caractère général, qui ont servi de base aux débats de la Consultation d'experts de la FAO sur l'évolution du contexte des échanges internationaux d'oléagineux et de produits dérivés dans la région Asie-Pacifique (9 au 12 janvier 1995, Bangkok, Thaïlande). L'incidence prévue du Cycle d'Uruguay sur la production, le commerce et la consommation d'huiles et de farines d'oléagineux est analysée en détail. En 2000, la production supplémentaire de graisses et d'huiles imputable au Cycle d'Uruguay sera concentrée dans les pays exportateurs et entrera dans le commerce mondial. Dans le cas des farines d'oléagineux, une augmentation de la production destinée à l'exportation est à prévoir en Amérique latine et, dans une moindre mesure, en Extrême-Orient, deux régions où l'on s'attend aussi à une augmentation de la demande et des besoins d'importation en raison de l'essor du secteur de l'élevage.

"Impact of Regional Agreements in Latin America on Rice Trade". Rapport établi pour la trente-huitième session du Groupe intergouvernemental du riz, CCP:RI/96/inf3, 1996. (A, E, F)

Il existe en Amérique latine un certain nombre d'accords commerciaux régionaux, tels que l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), le Marché commun centraméricain (MCCA), le Pacte andin, le Groupe des Trois, la Communauté et le Marché commun des Caraïbes (CARICOM), le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Les plus importants pour le commerce du riz sont l'ALADI, le MERCOSUR, l'ALENA et la CARICOM. Le symposium, axé sur les deux accords les plus récents, le MERCOSUR et l'ALENA, visait principalement à analyser leur incidence sur la production et le commerce du riz dans la région et sur le commerce du riz de la région avec le reste du monde. Les participants ont été invités à échanger des vues et des données d'expérience sur les échanges commerciaux dans le cadre de ces accords et à faire des propositions pour l'avenir.

1997

"Policy options for developing countries to support food security in the post-Uruguay Round period", par P. Konandreas et J. Greenfield, document présenté au séminaire sur les marchés et les institutions pour la sécurité alimentaire, organisé à Bruxelles du 10 au 12 décembre 1997. (A)

Ce document analyse les possibilités d'action qui s'offrent aux pays en développement pour soutenir la production vivrière et se prémunir contre l'instabilité du marché d'une manière qui soit compatible avec les engagements qu'ils ont contractés dans le cadre de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture. Il examine en particulier les politiques qui influent sur la sécurité alimentaire, notamment pendant la période de transition qui aboutira à la libéralisation accrue du commerce. Il met en relief les diverses politiques possibles dans trois grands domaines: production, consommation et stabilisation. Pour conclure, il fait quelques suggestions sur la façon dont les pays développés peuvent soutenir les efforts déployés par les pays en développement pour assurer leur sécurité alimentaire dans le nouvel environnement de politique commerciale.

"L'accord sur l'agriculture de l'OMC: Conséquences pour le Sénégal", par J. Lindland et P. Konandreas, décembre 1997, 63 pages plus annexes. (F)

Cette étude a été établie par la Division des produits et du commerce international de la FAO dans le cadre d'un programme de coopération technique avec le gouvernement sénégalais (TCP/SEN/6713). Elle tente d'analyser les conséquences pour l'agriculture sénégalaise de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, eu égard en particulier aux nouvelles possibilités d'exportation ouvertes par les engagements concernant la réduction du soutien interne et des subventions à l'exportation que les partenaires commerciaux actuels et potentiels du Sénégal ont contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay. L'étude examine aussi les effets négatifs que la mondialisation des marchés pourrait avoir pour le Sénégal et les options qui s'offrent à lui pour assurer la sécurité alimentaire et la stabilité des prix. Il semble que les concessions accordées dans le cadre du Cycle d'Uruguay ont très peu d'effet pour le Sénégal par rapport à son programme d'ajustement structurel et à d'autres changements importants au niveau mondial.

"The Food Situation in the Least Developed and Net Food Importing Developing Countries". Document présenté au Comité de l'agriculture de l'OMC, les 20 et 21 novembre 1997. (A)

Ce document donne un aperçu de la situation alimentaire dans les pays qui peuvent bénéficier d'une aide conformément à la Décision ministérielle sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, adoptée à Marrakech. Il présente d'abord en détail le profil socioéconomique de ces pays, puis il analyse l'évolution de leur production vivrière depuis 1980, leur dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires et la façon dont ils ont assuré leur approvisionnement sur le marché mondial pour subvenir à leurs besoins alimentaires, en particulier lorsque les prix ont grimpé en 1995-1996. Enfin, il analyse les principaux paramètres qui influent sur leur capacité d'importer des produits alimentaires et il conclut que toutes les statistiques pertinentes distinguent clairement les PMA et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires des autres pays en développement pour ce qui est des disponibilités alimentaires et de la capacité d'importer.

"The Impact of the Uruguay Round on Agriculture in Southern Africa: Implications and Policy Responses", procès-verbal d'un atelier FAO/SADC tenu à Harare du 21 au 23 janvier 1997, 223 pages, Rome, décembre 1997. (A)

Ce document réunit les exposés présentés à l'atelier régional sur les conséquences des Accords du Cycle d'Uruguay pour l'agriculture dans la région de la SADC, organisé par la Division des produits et du commerce international de la FAO, en coopération avec la Communauté du développement de l'Afrique australe. Depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay, la Division des produits et du commerce international de la FAO a organisé un certain nombre d'ateliers régionaux sur les conséquences et le suivi des Accords du Cycle d'Uruguay. L'atelier en question avait pour objet d'analyser l'évolution de l'environnement commercial multilatéral résultant du Cycle d'Uruguay et son incidence sur la sécurité alimentaire, la production agricole et les échanges dans la région de la SADC. Il a été question aussi des politiques à suivre pour atténuer les effets négatifs possibles du Cycle d'Uruguay et pour tirer parti des possibilités commerciales qui en découlent.

"Food Aid and the Implementation of the Marrakesh Decision". Document présenté au Comité de l'aide alimentaire, juin 1997. (A)

Les flux d'aide alimentaire ont été profondément influencés par les changements d'orientations décidés récemment dans les pays donateurs, en particulier par la révision des budgets de l'aide au développement des principaux donateurs et par la restructuration de la production des produits fournis à titre d'aide alimentaire. Cependant, les besoins d'aide alimentaire restent importants, à la fois pour soutenir la balance des paiements et pour répondre aux besoins d'aide d'urgence croissants et au besoin des programmes d'alimentation complémentaire. De plus, l'aide alimentaire doit jouer un rôle dans l'application de la Décision ministérielle de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Ces exigences anciennes et nouvelles appellent des approches novatrices pour faire en sorte que les différents instruments existant ou à venir répondent mieux aux besoins. Un processus a été engagé dans ce but par les membres du Comité de l'aide alimentaire, à l'occasion de la renégociation de la Convention de 1995 sur l'aide alimentaire qui arrivera à expiration en juin 1998. Le document analyse les tendances récentes de l'aide alimentaire et formule des propositions pour élargir la base de donateurs et de produits et accroître la flexibilité de l'aide afin de répondre à des besoins variables, y compris à ceux que vise la Décision ministérielle.

"The Impact of the Uruguay Round on Tariff Escalation in Agricultural Products", par J. Lindland, avril 1997, 84 pages. (A, résumé en E, F)

Cette étude analyse l'incidence du Cycle d'Uruguay sur la progressivité des droits appliqués aux produits agricoles. La progressivité des droits (c'est-à-dire l'application de droits plus élevés aux produits transformés qu'aux produits de base servant de matière première) a été l'un des principaux obstacles à l'établissement d'industries de transformation à vocation exportatrice dans les pays en développement. L'originalité de cette étude tient à ce qu'elle analyse la modification de la progressivité des droits sur la base des rapports de transformation entrées-sorties effectifs. En outre, l'étude prend en compte à la fois les droits spécifiques et les droits *ad valorem* pouvant être appliqués aux matières premières et aux produits. Il en ressort que la progressivité des droits a diminué par suite du Cycle d'Uruguay, ce qui donne aux pays en développement des possibilités de diversifier leurs exportations au profit de produits transformés de plus grande valeur. L'étude conclut cependant qu'il subsistera des niveaux de progressivité élevés même après la mise en œuvre des concessions tarifaires négociées dans le cadre du Cycle d'Uruguay.

"Trade Aspects of a Central-American Policy on Basic Grains". Document de travail du Service des politiques et des projections concernant les produits, avril 1997.

Ce document examine différents aspects de la politique de l'Amérique centrale concernant les céréales de base en rapport avec l'harmonisation des politiques commerciales et indique les domaines auxquels on pourrait accorder une attention particulière en élaborant cette politique. À l'exception du Belize et du Panama, tous les pays d'Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) sont membres du marché commun centraméricain (MCCA). Actuellement, le marché intrarégional des céréales de base entre ces membres n'est soumis à aucun droit de douane, mais des mesures commerciales non tarifaires ont parfois été appliquées. Des règles d'origine sont imposées car il n'existe pas de tarif extérieur commun pour le commerce extrarégional. Le document donne des informations générales sur les perspectives à long terme de l'utilisation, de la production et du commerce des céréales en mettant l'accent sur l'Amérique centrale. Les principaux exportateurs mondiaux et le commerce intrarégional des céréales de base en

Amérique centrale font l'objet d'une analyse succincte et les questions relatives au niveau et à la variabilité des prix sont examinées. Le document décrit ensuite les engagements en matière d'accès aux marchés, de soutien interne et de subventions à l'exportation qui ont été contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay et analyse les listes des pays d'Amérique centrale. Il analyse aussi l'harmonisation des politiques commerciales agricoles (en ce qui concerne l'accès aux marchés, le soutien interne, les subventions à l'exportation et les importations préférentielles) à la lumière des dispositions découlant du Cycle d'Uruguay, ainsi que différentes formules d'intégration régionale et leur compatibilité avec ces dispositions.

"Implementing the Uruguay Round Agreement in Latin America: the Case of Agriculture", atelier FAO/Banque mondiale, tenu à Santiago (Chili) du 28 au 30 novembre 1995, février 1997, 204 pages. (A, E)

Dans ce volume sont réunis les documents présentés à un atelier régional organisé conjointement par la FAO et la Banque mondiale dans le but d'analyser et d'évaluer les résultats du Cycle d'Uruguay et son incidence sur les politiques agricoles des pays d'Amérique latine. Ces documents traitent de plusieurs questions d'interprétation de l'Accord sur l'agriculture et examinent dans quelle mesure les possibilités d'accès aux marchés ont été améliorées par suite de la suppression des mesures non tarifaires et du processus de tarification. L'atelier a aussi donné lieu à une intéressante analyse des accords commerciaux régionaux en Amérique latine et de leur rapport avec l'Accord du Cycle d'Uruguay et avec l'article XXIV du GATT.

1998

"Prospects for Non-Traditional Agricultural Commodities: a Case Study of the EU, US and Japan", à paraître en 1998. (A)

Ce document rend compte de certains résultats préliminaires d'une étude en cours sur les conséquences du Cycle d'Uruguay pour certains produits agricoles non traditionnels. Le commerce mondial de bon nombre de ces produits, qui sont, entre autres, des produits de l'horticulture, connaît une expansion relativement rapide et ces produits deviennent de plus en plus importants pour certains pays en développement. L'étude analyse les causes de l'accroissement rapide des importations de produits non traditionnels observé récemment dans les pays industrialisés et les possibilités d'accroissement encore plus rapide des exportations non traditionnelles des pays en développement sous l'effet de la réduction progressive des droits de douane, dans le cadre du Cycle d'Uruguay, sur les principaux marchés d'importation, à savoir l'Union européenne, les États-Unis et le Japon, qui représentent ensemble plus de 60 pour cent de la valeur du commerce mondial de ces produits.

"Uruguay Round Agreement: Implications for Agriculture in the South Asian Region". Actes et documents d'un atelier FAO/Banque mondiale, tenu à Katmandou (Népal) du 22 au 24 avril 1996, à paraître en 1998. (A)

Cette publication réunit les principaux documents présentés à l'atelier organisé conjointement par la FAO et la Banque mondiale. Elle est divisée en quatre sections. La section I contient des documents généraux traitant des questions de fond d'intérêt mondial, des conséquences pour les marchés mondiaux de produits agricoles et de problèmes particuliers de politique agricole qui se posent aux pays d'Asie du Sud par suite du Cycle d'Uruguay. La section II examine les principales dispositions de l'Accord sur l'agriculture, notamment celles qui concernent les engagements en matière de soutien interne, de subventions à l'exportation et d'accès aux marchés. La section III présente des exposés détaillés sur les incidences du Cycle d'Uruguay sur le marché de certains produits de base

importants pour l'Asie du Sud. Enfin, la section IV présente des monographies sur le Bangladesh, l'Inde, le Népal, le Pakistan et Sri Lanka.

"The implications of the Uruguay Round Agreement on Agriculture for Developing Countries: A Training Manual", *Training Material for Agricultural Planning*, n° 41, FAO, Rome, 1998. (A, E, F)

La préparation de ce manuel s'inscrit dans une série de supports de formation utilisés dans les programmes de la FAO pour le développement des capacités de formulation et d'analyse des politiques. Il est destiné à aider les personnes travaillant à l'élaboration des politiques dans les pays en développement à se familiariser avec l'Accord de l'OMC sur l'agriculture et son incidence probable sur les pays en développement. Le manuel se divise en deux parties. La Partie I analyse le contenu de l'Accord sur l'agriculture et fournit des détails sur le contexte du GATT et des négociations ayant abouti à cet accord. La Partie II étudie les implications politiques de l'Accord concernant les nouvelles possibilités commerciales et les conséquences des changements des marchés de produits agricoles, la politique nationale en matière d'environnement qui subira la double influence de l'Accord et des ajustements structurels, la sécurité alimentaire et les possibilités commerciales régionales.

"Medium-term Outlook for Agricultural Commodities," par J. Greenfield. Document présenté lors d'une table ronde sur les questions relatives au Cycle d'Uruguay, Beijing, Chine, juin 1998, FAO, Rome. (A)

Ce document examine certains aspects des projections de la FAO sur les perspectives à moyen terme pour les produits agricoles, à l'horizon 2005, y compris la mesure dans laquelle l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture est susceptible d'affecter ces perspectives. Plusieurs questions sont abordées: i) La tendance prolongée au déclin du prix réel des produits agricoles est-elle sur le point de s'achever? ii) Assiste-t-on à une montée de l'instabilité des marchés des produits de base? iii) Le ralentissement de la croissance du commerce des produits agricoles est-il susceptible de se prolonger? et iv) Les évolutions scientifiques vont-elles régir les marchés des produits agricoles?

"Challenges and Opportunities: How do Developing Countries Prepare for the Next Round of Trade Negotiations?" par J. Greenfield. Document présenté lors d'une table ronde sur les questions relatives au Cycle d'Uruguay, Beijing, Chine, juin 1998, FAO, Rome. (A)

Ce document souligne les aspects nécessaires à l'avancement du processus de réforme de l'agriculture visé à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture et examine les problèmes les plus fréquents auxquels sont confrontés les pays en développement qui souhaitent respecter leurs engagements et suivre les négociations commerciales multilatérales. Ces problèmes sont notamment: i) une capacité administrative/juridique inadéquate pour satisfaire aux exigences d'accession à l'OMC, y compris la préparation de notifications, la défense des intérêts de l'agriculture nationale auprès de l'OMC et l'évaluation de l'incidence sur l'agriculture des changements de politique convenus au sein de l'OMC; ii) une capacité de formulation de politique nationale insuffisante dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches et une capacité d'analyse inadéquate pour évaluer l'incidence des changements politiques proposés par l'OMC; iii) des capacités scientifiques, administratives et structurelles limitées pour répondre aux normes sur les produits alimentaires, aux services d'inspection sanitaire végétale et animale et aux exigences d'assurance de la qualité des importations des pays en développement; iv) le manque de protection des obtentions végétales et la nécessité de développer rapidement cette protection, au moyen de brevets, d'une législation *sui generis* ou d'une combinaison des deux, par tous les Membres de l'OMC, y compris les pays en développement sans expérience préalable; et v) l'inaptitude à préparer et à négocier lors des

cycles de négociations commerciales multilatérales, avec éventuellement la préparation/révision d'échéanciers nationaux d'engagements pris auprès de l'OMC, ce qui exige des compétences supplémentaires et une capacité d'anticipation des ministères des pays en développement.

"The Impact of the Asian Financial Crisis on Agricultural Commodity Markets", par J. Greenfield. Document présenté lors d'une table ronde sur les questions relatives au Cycle d'Uruguay, Beijing, Chine, juin 1998, FAO, Rome. (A)

Ce document examine les principales répercussions de la crise financière asiatique sur les prix mondiaux des produits agricoles, sur la situation de l'offre et de la demande dans certains pays asiatiques et sur la sécurité alimentaire. Il y a tout lieu de penser que l'incidence immédiate de la crise asiatique sur les marchés mondiaux des produits agricoles sera négligeable ou mineure pour une majorité de produits agricoles et relativement importante pour certains autres, à savoir le maïs, le tourteau de soja, la viande bovine, les fruits des régions tempérées, le coton, les peaux et les cuirs, les fruits tropicaux et le caoutchouc. La crise financière asiatique devrait affecter les fondements des marchés mondiaux des produits agricoles à plusieurs titres: 1) une baisse de 1 pour cent de la croissance des revenus mondiaux, multipliée par une élasticité de la demande par rapport au revenu moyen pour les produits agricoles de base sensiblement inférieure à un; 2) une légère hausse de la compétitivité des pays dévaluateurs; 3) des changements de politique pour compenser les effets de la dévaluation, ce qui atténuerait ainsi l'incidence sur les marchés mondiaux des produits agricoles; 4) un niveau naturel relativement faible de l'élasticité de transmission des prix dû à l'intégration incomplète des marchés, et 5) la manière diffuse et souvent contradictoire dont les variations des taux de change se répercutent sur le marché national (c'est-à-dire l'effet inflationniste). Ces perspectives s'accompagnent de plusieurs incertitudes, notamment sur la durée nécessaire pour que les revenus réels bénéficient de la reprise et sur l'évolution des taux de change; sur les réactions des pouvoirs publics face à la crise en matière de mesures de politique commerciale, par exemple réductions tarifaires pour faciliter les importations de produits alimentaires et de matières premières; et sur les mesures qui seront prises pour pallier le sévère manque de crédit, notamment pour les produits transformés.

"Is Freer Agricultural Trade Harmful for National Food Security? The case of least developed and net food-importing developing countries", par H. de Haen et P. Konandreas, FAO, 1998. (A)

Ce document, présenté en l'honneur de *Festschrift*, de Ulrich Koester, examine les effets négatifs éventuels de la libéralisation du commerce sur la sécurité alimentaire de certains pays, notamment les pays qui connaissent des déficits alimentaires. Le document étudie i) l'évolution récente de la situation de la sécurité alimentaire dans les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et la manière dont ces pays ont réussi à répondre à leurs besoins alimentaires depuis l'entrée en vigueur du Cycle d'Uruguay; ii) les effets possibles du Cycle d'Uruguay sur certaines variables essentielles pour la sécurité alimentaire de ces pays, notamment le niveau et la variabilité des prix mondiaux; iii) la flexibilité des dispositions existantes du Cycle d'Uruguay permettant aux pays de poursuivre des politiques de sécurité alimentaire; et iv) les actions de la communauté internationale pouvant contribuer à créer un climat propice pour que ces pays puissent profiter au mieux d'une intégration plus complète dans les marchés mondiaux et de la libéralisation du commerce des produits agricoles.

"Policy Options for Developing Countries to Support Food Security in the Post-Uruguay Round Period", par P. Konandreas et J. Greenfield. *Canadian Journal of Development Studies*, 1998. (A)

Ce document analyse l'évolution possible du niveau et de la variabilité des prix des marchés mondiaux des produits alimentaires de base à la suite de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture et des autres développements en cours. Les options politiques que peuvent utiliser les pays en développement pour soutenir la production vivrière et se protéger contre l'instabilité des marchés sont identifiées et des suggestions proposées sur la façon dont la communauté internationale peut contribuer à ces efforts. Dans l'ensemble, la flexibilité existante de l'Accord sur l'agriculture permet aux pays en développement de poursuivre des politiques de soutien à la production et à la consommation alimentaires nationales et d'atténuation des effets de l'éventuelle instabilité des prix. Certains problèmes en suspens doivent être résolus au cours du processus de réforme entamé dans le cadre de l'OMC, qui devrait commencer en 1999.

"Safeguarding Food Security in the Continuation of the Reform Process under the WTO", par P. Konandreas. Document présenté dans le cadre de Agriculture, Trade and WTO: preparing for the 1999 Negotiations, Atelier international d'ONG et d'agriculteurs, du 15 au 18 mai 1998, Genève. (A)

Potentiellement, le Cycle d'Uruguay peut avoir à la fois des effets positifs et des effets négatifs sur la sécurité alimentaire, et il est important de tenter d'identifier ces deux influences afin de progresser dans ce domaine. Les avancées considérables du Cycle d'Uruguay dans le secteur agricole ne doivent pas être ignorées, mais il reste beaucoup à faire. Ce document s'oriente dans ce sens, en abordant notamment les domaines qui peuvent exiger davantage de réforme pour résoudre certains des problèmes de sécurité alimentaire des pays en situation d'insécurité alimentaire. Ces domaines impliquent, entre autres, la lutte contre le niveau toujours élevé de protection qui limite l'accès et fausse les marchés, l'amélioration des règles qui régissent les contingents tarifaires, la lutte contre la protection négative en autorisant un soutien supplémentaire à la sécurité alimentaire, l'autorisation de mesures de protection contre les importations à bas prix ou l'extension de la clause de sauvegarde spéciale (SGS) à tous les pays, l'examen des disciplines sur les taxes à l'exportation, le renforcement des dispositions sur l'aide alimentaire, la mise en œuvre de la Décision de Marrakech, le maintien du rôle des entreprises commerciales d'État, l'amélioration de l'accès aux mécanismes de règlement des différends de l'OMC et le renforcement de la capacité commerciale des pays en développement.

"The Uruguay Round, the Marrakesh Decision and the Role of Food Aid", par Panos Konandreas, Ramesh Sharma et J. Greenfield. Document présenté à l'Atelier international sur la sécurité alimentaire et humaine: The Role of Food Aid and Finance for Food, Lysebu, Oslo, du 26 au 29 avril 1998. (A)

Ce document analyse certains aspects des difficultés alimentaires auxquelles font face les pays en développement dans le cadre de la Décision ministérielle de Marrakech. L'analyse des paramètres de l'offre et de la demande et du niveau de dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires a permis de conclure, entre autres, que de nombreux pays parmi les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires seront confrontés à des factures d'importation de produits alimentaires plus élevées à mesure que les prix mondiaux augmenteront, en raison d'une dépendance importante vis-à-vis des importations et d'une capacité d'ajustement limitée des offres et de la demande au niveau national. Dans ce contexte, le document analyse également certaines

caractéristiques des pratiques d'aide alimentaire actuelles et suggère des idées pour améliorer la réactivité de l'aide alimentaire à l'évolution des besoins des bénéficiaires.

"Preparation for the Next Trade Negotiations on Agriculture". Débats et documents de la Consultation d'experts tenue à Rabat, Maroc, décembre 1998. (A)

Ce document présente les débats et documents d'une consultation d'experts sur la "Préparation des prochaines négociations commerciales sur l'agriculture" organisée par la FAO en collaboration avec le Ministère marocain de l'agriculture, du développement rural et de la pêche maritime. L'objectif de cette consultation était d'aider les pays de la sous-région d'Afrique du Nord, grâce à une évaluation approfondie de l'expérience de mise en œuvre de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture, à mieux se préparer pour les prochaines négociations commerciales multilatérales sur l'agriculture. Cette consultation avait également pour objet d'identifier les besoins d'assistance technique de ces pays afin de les aider à réaligner leurs réglementations et politiques nationales sur les Accords du Cycle d'Uruguay, et de développer et renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles, nécessaires pour une mise en œuvre réussie des accords. Les documents présentés couvrent les différents exemples nationaux de mise en œuvre de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture, les nouveaux enjeux commerciaux avec l'Union européenne et certains points concernant l'élaboration d'initiatives de négociation commerciale pour les pays de la région dans le cadre des futures négociations sur l'agriculture.

"The Evolving Nature of International Price Instability in Cereals Markets", Alexander Sarris, avril 1998. (A, résumé en E, F)

Cette étude présente un rapport statistique sur l'évolution des prix des marchés mondiaux des céréales et analyse certains facteurs déterminants concernant l'instabilité des prix, sur une période d'un an et sur le long terme, dans le contexte du processus de réforme de l'agriculture. Plusieurs conclusions se dégagent de cette analyse: premièrement, il a été estimé que la description la plus appropriée des prix annuels moyens des marchés mondiaux de céréales était un processus par séries chronologiques de tendance stationnaire, ce qui signifie que toute perturbation temporaire du marché ne produit pas d'effet permanent. Deuxièmement, il n'a pas été mis en évidence de tendance à l'augmentation de la variabilité des prix mondiaux des céréales d'une année sur l'autre. Les crêtes récentes constatées sur les prix ne se sont pas révélées sensiblement supérieures à la gamme des variations annuelles normales observées. Troisièmement, il n'a pas non plus été observé d'augmentation de la variabilité des prix au cours de l'année. Quatrièmement, aucune tendance à l'augmentation de la variabilité de la production mondiale de céréales n'a été décelée sur le long terme. Cinquièmement, le degré de transmission aux marchés mondiaux de la variabilité de la production nationale par le biais du commerce international s'est révélé plus élevé sur les périodes les plus récentes. Et sixièmement, il a été observé une baisse de la concentration de stockage dans les diverses régions du monde.

"Implications of the Uruguay Round Agreement for South Asia: The Case of Agriculture". Atelier FAO/Banque mondiale tenu à Katmandou, Népal, du 22 au 24 avril 1996, 1998. (A)

Cette publication réunit les principaux documents présentés à l'atelier de Katmandou organisé conjointement par la FAO et la Banque mondiale, en collaboration avec l'OMC. Les 17 chapitres de cet ouvrage s'organisent autour de quatre sections: i) des questions de fond d'intérêt mondial relatives au Cycle d'Uruguay et une analyse des répercussions possibles pour les pays d'Asie du Sud; ii) un examen des principales dispositions des Accords sur l'agriculture, les mesures sanitaires et phytosanitaires et les obstacles techniques au commerce (SPS/OTC) du Cycle d'Uruguay; iii) une analyse des implications commerciales de l'Accord

du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture pour des produits choisis; et iv) cinq monographies (Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan et Sri Lanka).

"Preparing for Multilateral Trade Negotiations on Agriculture: Articulation of Issues and Positions", par R. Sharma, J. Greenfield et P. Konandreas. Document présenté à l'Atelier international IFPRI/DSE/CTA sur la politique agricole des pays africains et les négociations commerciales multilatérales - Enjeux et options, Harare, Zimbabwe, du 23 au 26 novembre 1998. (A)

Ce document examine les principales raisons juridiques et de fond pour lesquelles de nouvelles négociations commerciales sur l'agriculture devront être organisées à l'issue de la période de mise en œuvre du Cycle d'Uruguay. Il aborde ensuite les principaux éléments de préparation envisagés au titre de l'article 20, y compris les exemples actuels de mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture et les considérations autres que commerciales. Sur la base d'un examen des problèmes les plus fréquents auxquels sont confrontés les pays en développement dans leurs efforts pour respecter leurs engagements et négociations au niveau commercial, le document émet cinq suggestions destinées à préparer ces pays à une participation active aux nouvelles négociations, notamment le renforcement des dispositions administratives, la nécessité de rechercher et de former des alliances, l'amélioration de la capacité d'échange des informations et de la capacité d'analyse, la participation efficace à l'OMC et l'exploitation de l'assistance technique fournie par les organisations internationales.

"The Implications of the Uruguay Round and Other Developments on the Importers of Basic Foodstuffs in Sub-Saharan Africa", par R. Sharma, P. Konandreas et J. Greenfield. Document présenté à l'Atelier international IFPRI/DSE/CTA sur la politique agricole des pays africains et les négociations commerciales multilatérales - Enjeux et options, Harare, Zimbabwe, du 23 au 26 novembre 1998. (A)

Ce document analyse les conséquences possibles de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture pour les pays importateurs nets de produits alimentaires ainsi que d'autres évolutions des marchés mondiaux des produits de base, notamment en Afrique subsaharienne. Cette analyse se fonde sur trois éléments: les perspectives à moyen terme pour les marchés mondiaux des produits alimentaires; les perspectives à moyen terme pour l'Afrique; et les conséquences possibles sur la sécurité alimentaire de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture. Il ressort de cette analyse que de nombreux facteurs défavorables ont freiné la croissance de la production vivrière en Afrique subsaharienne, malgré le grand potentiel de la région. Le document souligne par ailleurs que ce potentiel devrait être au centre des préoccupations des décideurs et qu'ils doivent par conséquent être pleinement conscients des contraintes éventuelles que les règles de l'Accord sur l'agriculture pourraient faire peser sur la capacité de leurs pays à exploiter ce potentiel.

"Report on the Round Table on Uruguay Round Agreements – Implications for Agriculture and Fisheries in Pacific Island Countries", Auckland, septembre 1998. (A)

Ce rapport présente des recommandations et des documents d'une table ronde qui s'est tenue à Auckland, Nouvelle-Zélande, du 31 août au 2 septembre 1998. L'objectif de la réunion était de contribuer à renforcer la capacité d'analyse des questions relatives au Cycle d'Uruguay dans les pays des Îles du Pacifique. Les documents présentés abordent un large éventail de sujets apparentés qui comprennent, entre autres, une introduction à l'incidence des Accords du Cycle d'Uruguay sur le commerce des produits agricoles et de la pêche; les perspectives pour les marchés mondiaux de l'agriculture et de la pêche; les Accords sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et sur les obstacles techniques au commerce (OTC); les conséquences de l'Accord SPS sur le commerce des produits de la pêche; des

accords commerciaux régionaux et préférentiels, y compris la Convention de Lomé; les problèmes apparaissant dans le cadre des négociations commerciales internationales sur l'agriculture; et des exemples nationaux.

"Uruguay Round Agreements: Implications for Agriculture, Forestry and Fisheries in the Less Advantaged Countries". Atelier coorganisé par l'Agence de coopération et d'information pour le commerce international (ACICI) et la FAO, Genève, du 22 au 23 septembre 1998. (A)

Ce document résume les débats et documents d'un atelier organisé par la FAO en collaboration avec l'Agence de coopération et d'information pour le commerce international, (ACICI). L'atelier était destiné à aider les représentants des pays moins avantagés à préparer les prochaines négociations sur l'agriculture. Étaient présents des représentants de pays qui n'avaient pas été en mesure de suivre étroitement les précédentes négociations, qui n'étaient pas au fait des implications de l'Accord sur l'agriculture ou qui voulaient approfondir leurs connaissances sur cet accord et ses répercussions. Les principales questions abordées concernaient l'Accord sur l'agriculture, le Codex Alimentarius, la Convention internationale pour la protection des végétaux et leurs relations avec l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS); les problèmes commerciaux relatifs aux marchés mondiaux de la pêche et de l'élevage dans le cadre des Accords de l'OMC; la gestion durable des forêts et le commerce international; et enfin, la biodiversité et les droits de propriété intellectuelle relatifs au commerce.

1999

"Environment, Trade and SARD: Concepts, Issues and Tools". Document d'information 4 dans *Cultivating our Futures*. Débats de la Conférence FAO/Pays-Bas sur le caractère multifonctionnel de l'agriculture et de la terre, Maastricht, Pays-Bas, du 12 au 17 septembre 1999. (A)

Cette étude analyse les principaux cadres internationaux qui influencent les politiques nationales en matière de commerce international, de protection de l'environnement et d'agriculture et de développement rural durables (ADRD). Le Sommet de la Terre de 1992, les Accords de l'OMC de 1994, le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 et de nombreux accords multilatéraux sur l'environnement ont mis en marche un processus dynamique qui n'est pas encore entièrement pertinent ou cohérent avec l'harmonisation des objectifs environnementaux, économiques et sociaux des diverses nations du monde. Bien que les intérêts et les priorités des pays et des groupes à l'intérieur des pays soient manifestement différents, il est toutefois impératif que la communauté internationale trouve un terrain commun sur lequel aborder ces enjeux. À cette fin, ce document examine le rôle de la politique commerciale en matière d'agriculture et de développement rural durables, étudie le cadre des ententes et des accords internationaux dans lequel le débat commerce-environnement-ADRD se poursuit, et explore les concepts et les outils d'analyse sous-jacents à ce débat. Le document souligne les principales préoccupations des pays en développement et conclut par l'identification des principes qui sous-tendent un cadre réglementaire efficace de libéralisation du commerce et de protection de l'environnement dans le contexte de l'agriculture et du développement rural durables.

"Forthcoming Multilateral Trade Negotiations on Agriculture: Policy Issues and Options for African Countries". Document présenté à la seconde réunion de la Conférence CEA des Ministres africains du commerce, Alger, Algérie, du 20 au 24 septembre 1999. (A)

L'agriculture est au centre des économies des pays africains. Elle représente plus de 30 pour cent du PIB, emploie plus de 60 pour cent de la main-d'œuvre, constitue une source essentielle

d'échange international, fournit la plus grosse part de l'alimentation de base et assure la subsistance et les revenus de nombreuses populations rurales. Ce document met en évidence les principaux problèmes d'intérêt particulier des pays africains dans le cadre des prochaines négociations de l'OMC et analyse la manière dont ces pays peuvent participer plus activement aux futures négociations. Plusieurs moyens sont présentés: i) renforcer les dispositions administratives pour les négociations dans les pays eux-mêmes afin de s'assurer que les questions agricoles sont prises en compte; ii) rechercher des alliances entre pays pour renforcer leur position à la table des négociations; iii) renforcer leur capacité d'échange d'informations et accéder aux études pertinentes en rejoignant des réseaux, mettre en œuvre leurs propres études et comprendre les vues des principaux acteurs, etc.; iv) participer activement aux travaux préparatifs en cours à l'OMC pour le processus d'analyse et d'échange de renseignements du Comité sur l'agriculture; et v) mieux tirer parti de l'assistance technique fournie par les organisations internationales en exprimant eux-mêmes leurs besoins en matière de formation.

"Issues for Upcoming Multilateral Negotiations on Agriculture and Recommendations for CARICOM Preparatory Work", par T. Josling, 1999. (A)

Ce document examine les implications de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture pour les pays de la Communauté et du marché commun des Caraïbes (CARICOM), notamment sur leurs engagements et ceux de leurs principaux partenaires commerciaux, les États-Unis, l'Union européenne et l'Amérique du Sud. Il étudie les relations entre l'OMC et les diverses dispositions commerciales régionales et préférentielles importantes pour la région et identifie les problèmes prioritaires pour les prochaines négociations du point de vue de la CARICOM. Il émet à cet égard plusieurs recommandations: améliorer l'accès aux marchés par de nouvelles formules de réduction tarifaire et des réformes des contingents tarifaires; améliorer les conditions concurrentielles sur les marchés mondiaux par la suppression des subventions à l'exportation; réduire l'utilisation de taxes à l'exportation et réutiliser des moyens de soutien interne pour améliorer la catégorie verte et éliminer progressivement la catégorie bleue. Ce document analyse les nouveaux problèmes et enjeux qui découlent des règles commerciales, y compris l'entrée de la Chine et de la Russie dans l'OMC, le commerce d'État et les biotechnologies. Il recommande en conclusion que les pays de la CARICOM harmonisent leurs positions dans le cadre des négociations pour tirer parti d'une action collective.

"Trade Issues: FAO Fact Sheets", Rome, site Web de la FAO: www.fao.org/ur/seattle.htm. (A)

Cette série de documents préparatoires fournit des informations factuelles et l'analyse de la FAO sur les questions commerciales essentielles dans le domaine de l'agriculture, de la pêche et des forêts. Initialement préparée sous forme d'informations générales pour la troisième Réunion ministérielle de l'OMC à Seattle, du 28 novembre au 3 décembre 1999, cette série est mise à jour régulièrement et étendue s'il y a lieu. Elle comprend actuellement les titres suivants: 1) Commerce, environnement et développement durable; 2) Aspects commerciaux liés aux produits forestiers; 3) Commerce des produits agricoles et sécurité alimentaire; 4) Commerce alimentaire international après 2000: décisions scientifiques, harmonisation, équivalence et reconnaissance mutuelle; 5) Qualité alimentaire, sécurité alimentaire et commerce international; 6) Accord sur les ADPIC et agriculture; 7) Commerce mondial de la pêche et certaines questions récentes; 8) Questions de sécurité biologique relatives aux biotechnologies pour l'agriculture durable et la sécurité alimentaire; 9) Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV); et 10) Situation alimentaire dans les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

"Answers to Selected Questions for *Deutscher Bundestag* Hearing on Coherence of Development and Agricultural Policy in the Context of the EU and WTO", par Ramesh Sharma, 24 mars 1999, Bonn. (A)

Cette note contient des réponses à un certain nombre de questions posées par le Comité parlementaire sur la coopération économique et le développement du Bundestag allemand pour la séance susmentionnée au Bundestag. Une vingtaine de questions ont été posées sous quatre thèmes généraux: i) situation actuelle; ii) tendances actuelles; iii) positions dans l'attente des négociations de l'OMC; et iv) conclusions sur le processus de l'OMC et la politique de l'Union européenne. L'une des principales préoccupations des parlementaires résidait dans les conséquences possibles des politiques agricole et commerciale de l'Union européenne sur les pays en développement, notamment l'identification de politiques européennes spécifiques susceptibles de nuire aux intérêts commerciaux de ces pays.

"FAO Trade-Related Technical Assistance and Information", FAO, Rome, 1999. (A)

Il existe des disparités considérables dans la capacité des pays à évaluer leurs situations particulières, respecter leurs engagements du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture, les forêts et la pêche et donc tirer parti des résultats obtenus. De nombreux pays auront besoin d'une assistance technique avant d'y parvenir. Grâce à son expertise professionnelle et à sa place unique dans les domaines de l'agriculture, des forêts et de la pêche à l'échelle mondiale, la FAO est à même de fournir cette assistance. Le principal objet de cette brochure est de fournir des informations sur l'assistance technique que peut fournir la FAO aux pays Membres en renforçant leur capacité à traiter des problèmes relatifs au commerce. Ceci inclut une assistance dans les domaines liés à la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay et dans la préparation des pays en développement à participer en tant que partenaires à part entière aux nouvelles négociations commerciales multilatérales sur l'agriculture.

"Supporting Import-competing Agricultural Sectors with Tariffs, Safeguards and Domestic Measures within the Framework of the Uruguay Round Agreements", par R. Sharma et P. Konandreas, FAO, document présenté lors d'une table ronde tenue à New Delhi, Inde, janvier 1999.

Ce document a été préparé pour une table ronde sur le sujet, organisée par le gouvernement indien. La principale question portait sur les options incluses dans l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture permettant de soutenir, et si nécessaire de protéger, les secteurs soutenant la concurrence des importations dans les pays en développement. Le document présente un examen général des différentes options et analyse le cas de l'Inde en particulier. À partir de la situation de l'Inde, il a été avancé par exemple, que l'Inde pourrait augmenter son niveau de flexibilité pour soutenir son agriculture si une règle de 10 pour cent minimum était appliquée à la somme des niveaux de la MGS spécifiques et non spécifiques aux produits, plutôt que séparément, comme c'est le cas actuellement. Le document analyse également les consolidations tarifaires dans le cadre du Cycle d'Uruguay pour plusieurs produits alimentaires majeurs, indique les anomalies et les problèmes possibles et émet des suggestions pour les résoudre.

"Trade Issues Facing Small Island Developing States", par T. Raney. Document d'information pour la Conférence ministérielle spéciale sur l'agriculture dans les petits pays insulaires en développement, Rome, 12 mars 1999. (A)

Les petits États insulaires et côtiers de faible altitude en développement souffrent de handicaps spécifiques créés par l'interaction de facteurs tels que la petitesse, l'éloignement, la dispersion géographique, la vulnérabilité aux catastrophes naturelles et un marché intérieur limité, auxquels s'ajoutent les problèmes généraux auxquels sont confrontés les pays en développement. Ce document examine les implications de l'environnement commercial mondial émergeant, notamment l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture, pour le commerce des produits agricoles de 33 petits États insulaires en développement. Il étudie les avantages comparés de petits États insulaires en développement sur les marchés internationaux des produits de l'agriculture, de la pêche et des forêts et examine les conséquences de l'Accord sur l'agriculture sur leur commerce. Le document recommande qu'à court terme, les petits États insulaires en développement s'efforcent de profiter pleinement des possibilités commerciales préférentielles existantes et disponibles ainsi que des ouvertures commerciales résultant du Cycle d'Uruguay. À long terme, les petits États insulaires en développement doivent s'efforcer d'améliorer leur compétitivité sur leurs exportations agricoles traditionnelles et se diversifier vers d'autres produits de base et des produits à plus forte valeur ajoutée.

"Effects of Trade Liberalization on the World Sugar Market", par Michael K. Wohlgenant, FAO, Rome, 1999. (A, E, F)

L'objet de ce rapport est de présenter et d'analyser les résultats d'une étude sur la libéralisation commerciale du marché mondial du sucre. Un modèle d'équilibre multirégions et non spatial du marché mondial du sucre a été élaboré afin de faire des projections sur les prix futurs, la production, la consommation, les changements de stocks et le commerce net dans divers scénarios, y compris l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture, une libéralisation mondiale complète et cinq scénarios de libéralisation partielle. L'étude suggère que l'Accord sur l'agriculture entraînerait une augmentation des prix mondiaux du sucre de 7 pour cent, alors qu'une libéralisation complète signifierait une augmentation des prix de 43 pour cent. Les effets potentiels des autres scénarios pour différents pays et régions sont présentés en détail. Pour les pays ACP et les petits États insulaires, il ressort de cette étude que, en cas de libéralisation complète du commerce, la valeur combinée des transferts en provenance de la Communauté européenne et des États-Unis vers ces pays correspondrait à environ 20 pour cent de la valeur de leurs recettes d'exportation.

"International Prospects for Dairying in the New WTO Context". Rapport et documents d'un symposium international organisé en commun par la FAO, la Pan-American Dairy Federation et l'International Dairy Federation, *Bulletin of the International Dairy Federation*, n° 343, Bruxelles, 1999. (A, E)

Les résultats du prochain cycle de négociations de l'OMC sur l'agriculture auront une incidence décisive sur l'industrie laitière mondiale. Les questions susceptibles d'être abordées au cours de ces négociations pourraient comprendre la réduction ou la suppression des subventions à l'exportation, des réductions des tarifs douaniers à l'importation, un accès croissant aux marchés et des limites aux mesures de soutien interne. Toute modification de l'un de ces paramètres aurait des répercussions importantes sur le secteur laitier, ce qui implique la nécessité pour les acteurs de ce secteur d'être aussi bien informés que possible des évolutions éventuelles. Ce symposium, qui s'adressait aux dirigeants de l'industrie laitière, devait leur permettre de planifier le développement de leurs activités sur les dix prochaines

années. Le programme s'adressait également aux fonctionnaires gouvernementaux, aux chercheurs et aux commentateurs devant être informés du contexte futur de l'industrie laitière.

2000

"Salient trends in world agricultural production, demand and trade and in food security". Document n° 1, *Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries*, symposium de la FAO tenu à Genève du 23 au 24 septembre 1999, site Web de la FAO: www.fao.org/ur. Également publié dans le Volume 1: Rapport et documents, Rome 2000. (Ar, A, E, F)

Ce document examine les principales tendances de la production, de la demande et du commerce des produits agricoles et de la sécurité alimentaire au cours de deux dernières décennies, en soulignant les variations de la production, de la demande et du commerce, ainsi que les indicateurs de sécurité alimentaire aux niveaux mondial et régional.

"Developments in global agricultural markets, 1995-1998". Document n° 2, *Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries*, symposium de la FAO tenu à Genève du 23 au 24 septembre 1999, site Web de la FAO: www.fao.org/ur. Également publié dans le Volume 1: Rapport et documents, Rome 2000. (Ar, A, E, F)

Ce document examine les évolutions des marchés des produits agricoles entre 1995 et 1998 et détermine la mesure dans laquelle des changements notables peuvent être imputables à la mise en œuvre de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture. L'analyse couvre des produits qui ont généralement été soumis à des niveaux élevés de protection et de soutien (par exemple, les céréales, les produits carnés et laitiers et le sucre), ainsi que certains produits de base qui connaissent des barrières relativement moins élevées, tels que les produits tropicaux primaires (café, cacao et thé). Vient ensuite une analyse de l'évolution de la variabilité des prix pour des produits particuliers.

"Issues at stake relating to agricultural development, trade and food security", document n° 4, *Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries*, symposium de la FAO tenu à Genève du 23 au 24 septembre 1999, site Web de la FAO: www.fao.org/ur. Également publié dans le Volume I: Rapport et documents, Rome 2000. (Ar, A, E, F)

Ce document examine certains des aspects déterminants du développement de la production et du commerce des produits agricoles et du renforcement de la sécurité alimentaire dans les pays en développement, dans le cadre des prochaines négociations de l'OMC sur l'agriculture. Il présente les engagements pris par les pays en développement en matière de soutien interne, de subventions à l'exportation et d'accès aux marchés, et étudie la mesure dans laquelle ces engagements pourraient limiter leur flexibilité concernant l'élaboration de politiques de développement agricole et de stabilisation du marché intérieur. Le document identifie également d'autres obstacles au développement agricole des pays en développement, notamment les obstacles à l'accès aux marchés imposés par d'autres pays, les difficultés à respecter les exigences relatives aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et aux obstacles techniques au commerce (OTC) et les divergences de priorité concernant les facteurs autres que commerciaux.

"Food security and the WTO trade negotiations: key issues raised by the World Food Summit". Document n° 5, *Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries*, symposium de la FAO tenu à Genève

du 23 au 24 septembre 1999, site Web de la FAO: www.fao.org/ur. Également publié dans le Volume I: Rapport et documents, Rome 2000. (Ar, A, E, F)

Ce document présente les principales questions de sécurité alimentaire soulevées par les résultats du Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu en novembre 1996, concernant les prochaines négociations commerciales de l'OMC. Le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation comprend sept engagements dont trois concernent directement l'interface entre la sécurité alimentaire et le commerce international. Ces engagements se rapportent aux politiques alimentaires, agricoles et commerciales générales; à la production et aux pratiques alimentaires et agricoles durables; et à l'amélioration de l'accès physique et économique à l'alimentation, pour tous et à tout moment. Le document aborde également le caractère multifonctionnel de l'agriculture, qui se rattache à des considérations autres que commerciales et qui est inscrit dans le Plan d'action.

"Measures to enhance agricultural development, trade and food security in the context of the WTO negotiations". Document n° 6, *Agriculture, Trade and Food Security Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries*, symposium de la FAO tenu à Genève du 23 au 24 septembre 1999, site Web de la FAO: www.fao.org/ur. Également publié dans le Volume I: Rapport et documents, Rome 2000. (Ar, A, E, F)

Les règles et les disciplines de l'Accord sur l'agriculture sont destinées à restreindre l'utilisation de mesures nationales de politique qui faussent les marchés mondiaux des produits agricoles. Néanmoins, il est toujours possible d'utiliser une vaste gamme d'options politiques pour poursuivre des objectifs de politique agricole nationale. Pour chaque pays, l'étendue précise de cette flexibilité est déterminée par ses engagements spécifiques en matière d'accès aux marchés, de soutien interne et de subventions à l'exportation. À l'approche du prochain cycle de négociations, de nombreux pays en développement se sont inquiétés de ce que leurs options politiques puissent être limitées à l'avenir par les dispositions générales de l'Accord ainsi que par leurs engagements spécifiques. Ces préoccupations, qui sont liées aux enjeux des prochaines négociations, sont présentées dans le document n°4. Ce document prolonge le débat et identifie les mesures que les pays en développement peuvent prendre au cours des prochaines négociations afin de préserver une flexibilité suffisante pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs en matière de production et de commerce des produits agricoles et de sécurité alimentaire.

"Commodity Market Review 1999-2000", Division des produits et du commerce international, FAO, Rome, mars 2000. (Ar, A, C, E, F)

Cette revue annuelle des principales évolutions des marchés mondiaux pour 21 produits et groupes de produits alimentaires et agricoles comprend une mise à jour de la situation dans le cadre du nouveau cycle de négociations de l'OMC et analyse les problèmes principaux auxquels sont confrontés les Membres de l'OMC pour la mise en œuvre des accords existants et pour les négociations sur la poursuite du processus de réforme. Le rapport examine le processus de règlement des différends et analyse les implications des différends agricoles présentés en 1999. Un article de fond spécial examine les engagements de l'Accord sur l'agriculture concernant les subventions à l'exportation et l'accès aux marchés dans le secteur des produits carnés, il analyse également les incidences sur les marchés mondiaux de la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture.

"Medium-Term Prospects for Agricultural Commodities: Projections to the Year 2005", FAO, Rome, août 2000. (Ar, A, E, F)

Cette étude sur les perspectives à moyen terme, jusqu'en 2005, comprend un ensemble de projections sur la production, la demande et le commerce de tous les produits agricoles principaux, et couvre pratiquement tous les pays du monde. Outre le scénario "de référence", qui se fonde sur les conditions économiques et démographiques attendues en 2005, les avancées technologiques connues, la poursuite des politiques agricoles et des conditions météorologiques normales, plusieurs autres scénarios sont simulés pour évaluer l'incidence de différentes combinaisons de conditions de politique économique, commerciale et agricole. L'étude présente une vue d'ensemble des résultats en termes de changements majeurs de la production, de la consommation et du commerce des produits agricoles en 2005. Elle aborde également les implications de ces projections pour les pays en développement et les pays à faible revenu et à déficit alimentaire. Enfin, une annexe technique décrit la méthodologie utilisée pour les projections ainsi que les principales hypothèses macro-économiques et démographiques.

Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries, Volume I. Rapport et documents d'un symposium de la FAO tenu à Genève du 23 au 24 septembre 1999, Rome 2000. (Ar, A, E, F)

Ce symposium traitait des relations entre l'agriculture, les changements économiques et la sécurité alimentaire et examinait la mise en œuvre de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture et des autres Accords pertinents de l'OMC par les pays en développement, en termes de marché agricole mondial et de répercussions au plan national. Les participants ont abordé les préoccupations des pays en développement concernant le prochain cycle de négociations commerciales multilatérales et ont examiné les options politiques leur permettant d'atteindre leurs objectifs de sécurité alimentaire et de développement agricole. Le symposium s'adressait notamment aux représentants gouvernementaux concernés par les prochaines négociations de l'OMC sur l'agriculture, aux institutions internationales et organismes régionaux intéressés et aux experts en commerce des produits agricoles. Le Volume I, Partie I de cette publication contient un résumé des débats du symposium, avec, autant que possible, les mots exacts des Membres et des participants. La Partie II reproduit cinq des six documents de fond préparés pour le symposium (le sixième, qui résume les exemples nationaux de 14 pays, est reproduit dans le Volume II).

"The WTO Negotiations on Agriculture: Post-Seattle Major Issues, Analytical Needs and Technical Assistance Requirements". Rapport résumé d'une réunion interorganisations informelle organisée par la FAO, Rome, du 12 au 13 juin 2000, site Web de la FAO: www.fao.org/ur. (A)

Ce rapport résumé souligne les principales conclusions d'une réunion interorganisations d'experts commerciaux internationaux comprenant des représentants de six organisations internationales et des Commissions régionales des Nations Unies. L'objet de la réunion était d'échanger des points de vue sur les questions principales des négociations sur l'agriculture auxquelles pourraient contribuer les organisations internationales et les centres de recherche par un support d'analyse et une assistance technique. La réunion devait également explorer les possibilités de synergies et de collaboration entre les organisations dans le cadre de cette assistance. Tout en soulignant la diversité des intérêts et des positions parmi les Membres de l'OMC, la réunion a permis d'identifier trois domaines essentiels, notamment pour les pays en développement, dans les négociations: 1) des règles du jeu plus équitables dans le domaine de l'agriculture; 2) un meilleur accès commercial pour les produits agricoles;

et 3) un traitement spécial et différencié pour les pays en développement qui soit pertinent, concret et ciblé.

ii) *Travaux en cours*

"Experience with the Implementation of the Uruguay Round Agreement on Agriculture: Synthesis of Fourteen Country Case Studies", "Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries". Symposium de la FAO tenu à Genève du 23 au 24 septembre 1999, site Web de la FAO: www.fao.org/ur. En cours de publication dans le Volume II: Country Case Studies, à paraître prochainement, Rome 2000. (Ar, A, E, F)

Ce rapport présente une synthèse de 14 monographies demandées par la FAO pendant l'été 1999. L'objet de ces études était d'examiner les expériences nationales de mise en œuvre de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture, qu'elles soient positives ou négatives, en termes d'adaptation des politiques douanières et nationales aux dispositions de l'Accord sur l'agriculture, ainsi que des engagements nationaux et des effets actuels sur les courants commerciaux. Le choix des 14 pays s'est appuyé sur plusieurs considérations, telles qu'un équilibre géographique large, l'inclusion de différentes catégories de pays, par exemple parmi les pays les moins avancés, les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et les pays exportateurs de produits agricoles. Il a été observé dans plusieurs monographies une tendance générale vers la consolidation des exploitations agricoles à mesure que les pressions concurrentielles augmentaient suite à la libéralisation du commerce. Bien que cette tendance ait contribué à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité, elle a également provoqué le déplacement et la marginalisation d'ouvriers agricoles, créant ainsi une situation de misère, généralement pour les petits agriculteurs et les populations en insécurité alimentaire, dans un contexte où il existe peu de protection sociale. Par conséquent, les décideurs des pays en développement, dont la plupart sont convaincus de la nécessité d'une orientation et d'une libéralisation des marchés, sont confrontés à un dilemme lorsqu'il s'agit de choisir le rythme approprié pour la libéralisation des marchés. En dernière analyse, le rythme de libéralisation des marchés est en partie lié à la capacité des acteurs économiques du secteur agricole de s'adapter aux nouvelles conditions et de devenir plus compétitifs.

Agriculture, Trade and Food Security: Issues and Options in the WTO Negotiations from the Perspective of Developing Countries, Volume II: Country Case Studies. Symposium de la FAO tenu à Genève du 23 au 24 septembre 1999, FAO, Rome, à paraître en 2000. (Ar, A, E, F)

Ce rapport présente les résultats de 14 monographies demandées par la FAO pendant l'été 1999 pour la préparation du symposium sur la sécurité alimentaire de Genève. Les monographies ont été réalisées par des experts nationaux et couvraient le Bangladesh, le Botswana, le Brésil, l'Égypte, le Guyana, l'Inde, la Jamaïque, le Kenya, le Maroc, le Pakistan, le Pérou, le Sénégal, Sri Lanka et la Thaïlande. Ce volume résume les résultats des 14 études et présente les monographies dans leur intégralité.

"Multilateral Trade Negotiations on Agriculture: A Resource Manual", FAO, Rome, à paraître en 2000. (Ar, A, E, F)

Dans le cadre de son mandat d'assistance aux pays Membres pour le suivi du Cycle d'Uruguay et les prochaines négociations sur l'agriculture, la FAO a préparé ce manuel comme document de fond pour les fonctionnaires gouvernementaux et les spécialistes des institutions des secteurs académique et privé qui participent aux ateliers de la FAO. De manière plus large, il devrait être utile aux personnes chargées de la mise en œuvre des

Accords de l'OMC sur l'agriculture, sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), les obstacles techniques au commerce (OTC) et les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), ainsi qu'aux personnes impliquées dans les nouvelles négociations. Outre l'explication des concepts de base des Accords de l'OMC qui influent directement sur l'agriculture, le manuel fournit d'autres informations pertinentes pour mieux comprendre et évaluer les implications des Accords de l'OMC sur les politiques nationales ainsi que leur incidence possible sur les économies agricoles. Les informations contenues dans le manuel s'appuient sur les capacités d'analyse et l'expérience pratique de la FAO en matière d'agriculture, de pêche et de forêts. Elles exploitent également l'expertise unique de la FAO dans des domaines tels que l'évaluation des disponibilités alimentaires mondiales et de la situation de la demande; l'analyse de l'incidence des Accords de l'OMC sur les marchés de produits agricoles, sur la sécurité alimentaire aux niveaux mondial, régional et national; l'harmonisation de normes internationales scientifiques d'estimation des risques sur la qualité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires, par le biais de la Commission du Codex Alimentarius (en commun avec l'OMS); les normes phytosanitaires par le biais de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV); et la conservation et l'utilisation des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture par le biais de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CGRFA), seul cadre intergouvernemental des Nations Unies à traiter de ce sujet. Le manuel tient également compte des travaux en cours sur le commerce et la gestion des ressources naturelles, les problèmes d'environnement et d'éthique, tels que le Code de conduite pour une pêche responsable, le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides, le Code de déontologie du commerce international des données alimentaires adopté par le Codex et le projet de Code de conduite sur la biotechnologie.

"Experience with the Implementation of the Uruguay Round Agreement on Agriculture". Soixante-troisième session du Comité des produits de la FAO (CCP), FAO, Rome, à paraître en janvier 2001. (Ar, A, C, E, F)

Ce rapport révisé présente une analyse supplémentaire de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture qui couvre: i) les expériences de politiques nationales des pays en développement concernant la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture et l'incidence sur ii) les marchés mondiaux de produits de base; iii) le commerce international; et iv) la sécurité alimentaire. L'étude examine les évolutions des marchés des produits agricoles et de la sécurité alimentaire entre 1995 et 1999 et détermine si les changements survenus peuvent être attribués à la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture. L'analyse couvre des produits qui ont généralement été soumis à des niveaux élevés de protection et de soutien (par exemple, les céréales, les produits carnés et laitiers et le sucre), ainsi que certains produits de base qui connaissent des barrières relativement moins élevées, tels que les produits tropicaux primaires. Cette analyse se poursuit par un examen de l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire entre 1995 et 1999. Pour ce faire, l'étude examine l'évolution récente des indicateurs de la sécurité alimentaire dans le monde utilisés par le Comité de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale et tente d'évaluer les répercussions de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture à partir de ces indicateurs. L'ampleur des factures d'importation de céréales des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, ainsi que la capacité de ces groupes de pays à payer leurs factures d'importation de produits alimentaires, sont également prises en compte dans l'étude.

"Analysis of the Current Market Access Situation and of Further Trade Expansion Options in Global Agricultural Markets". Soixante-troisième session du Comité des produits de la FAO (CCP), FAO, Rome, à paraître en janvier 2001. (Ar, A, C, E, F)

Cette étude examine la situation actuelle de l'accès aux marchés de produits agricoles au niveau mondial pour la période postérieure au Cycle d'Uruguay. Son premier objectif est l'identification de crêtes tarifaires dans le secteur agricole et alimentaire pour les groupes de produits concernés. L'analyse est destinée à clarifier l'importance des tarifs agricoles sur les marchés qui connaissent toujours des niveaux élevés de protection, même après l'application complète de la majorité des engagements pris sur les réductions tarifaires et la suppression progressive des contingents tarifaires convenus lors du Cycle d'Uruguay. Ce document étudie également d'autres options d'expansion commerciale et examine la façon dont les diverses formules de réduction tarifaires affecteraient les crêtes tarifaires dans les secteurs les mieux protégés. Les questions de la progressivité des droits, de la complexité des droits et de la gestion des contingents tarifaires sont également examinées.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

i) *Études achevées*

"The Burden of Sub-Saharan African Own Commitments in the Uruguay Round - Myth or Reality?", par Piritta Sorsa (WP/95/48).

Contrairement à ce qui a été dit à diverses occasions au sujet du "coût" ou du fardeau qu'imposeraient aux pays en développement les engagements qu'ils ont contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay, il y a lieu de penser que celui-ci n'imposera pas aux pays d'Afrique subsaharienne de nombreuses "obligations" nouvelles. Premièrement, la plupart de ces pays, hormis l'Afrique du Sud, ont contracté peu d'engagements de libéralisation importants en matière de protection à la frontière pour l'agriculture, l'industrie ou les services. Cela tient en partie à la nature des accords conclus. Comme les réductions des obstacles non tarifaires visaient, dans bien des cas, les politiques appliquées dans les pays industriels, leur incidence sur les politiques, souvent différentes, des pays en développement sera moindre. Par exemple, de nombreux pays en développement ne subventionnent pas l'agriculture, mais l'assujettissent à des impôts, ce qui n'est pas couvert par l'Accord. Cela tient aussi à ce que les pays d'Afrique subsaharienne n'étaient pas disposés à prendre des engagements importants pour consolider la protection à des niveaux raisonnables (les taux appliqués ne changeront pas).

Deuxièmement, les accords laissent une grande latitude pour l'adoption des nouvelles règles, pour laquelle ils prévoient de longues périodes de transition qui peuvent être prolongées dans la plupart des cas. De plus, il subsiste de nombreuses exceptions générales ou des exceptions pour le soutien de la balance des paiements, sous le couvert juridique desquelles ceux qui ne souhaitent pas libéraliser peuvent maintenir des restrictions au commerce. Mis à part l'amélioration de la transparence résultant des obligations de notification, les pays de l'Afrique subsaharienne ont peu de modifications à apporter à court terme à leurs politiques. Ils peuvent être obligés de réexaminer leurs subventions à l'exportation et leurs prescriptions relatives à la teneur en produits d'origine nationale. S'il est discutable, dans la plupart des cas, que l'Accord sur les ADPIC procurera à court terme des avantages aux pays d'Afrique subsaharienne, l'application des règles en matière de subventions devrait favoriser, en général, l'adoption de politiques économiques saines.

Les pays d'Afrique subsaharienne n'ont pas profité du Cycle d'Uruguay pour soutenir des efforts internes de réforme de la politique commerciale. Le Cycle a été pour les pays une occasion d'aller au-delà de leurs efforts de libéralisation unilatéraux en échange de concessions multilatérales, ou d'ancrer leurs réformes internes dans un cadre international. Comme la plupart des modèles ont montré que les bénéfices tirés du Cycle d'Uruguay résulteraient principalement des efforts de libéralisation des pays eux-mêmes, il se peut que les pays d'Afrique subsaharienne aient perdu une occasion de tirer profit du Cycle en ne contractant pas d'engagements en matière de libéralisation. L'Union de l'Afrique australe est la seule exception car elle a profité du Cycle pour consolider les programmes de réforme nationaux en cours. En dernière analyse, cela signifie que les réformes structurelles et la libéralisation des échanges dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne dépendront des initiatives qu'ils prendront unilatéralement, soit de manière indépendante, soit dans le cadre d'opérations d'ajustement soutenues par la Banque mondiale et le FMI. Sans cela, ils risquent de ne pas pouvoir profiter non plus des possibilités qui se font jour sur leurs marchés d'exportation.

"The Uruguay Round and the Net Food Importers", par Uwe Eiteljörge et Clinton Shiells (WP/95/143).

Résumé

L'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture établit des engagements concernant la conversion des restrictions quantitatives en droits de douane, la fixation de taux de droits plafonds pour tous les produits agricoles et l'abaissement progressif de ces taux consolidés, la réduction des subventions à l'exportation et la réduction du soutien global à l'agriculture (y compris les subventions intérieures aux intrants agricoles et à la production), pendant une période de mise en œuvre de six ans. Il se peut que la réduction des subventions à l'exportation par les pays industriels, conformément à leurs engagements, entraîne une hausse des prix mondiaux de certains produits agricoles en réduisant l'offre de ces produits sur le marché mondial. La Décision ministérielle contenue dans l'Acte final du Cycle d'Uruguay évoque cet effet possible du Cycle sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et reconnaît que ces pays pourraient avoir besoin de tirer sur les ressources d'institutions financières internationales.

Cette étude examine les conséquences, pour les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, des variations des prix mondiaux des produits alimentaires dues au Cycle d'Uruguay afin de déterminer si un financement extérieur supplémentaire pourrait être nécessaire. Ces variations ont déjà été analysées dans des études antérieures pour de grands groupes de pays en développement, mais ces études n'ont examiné séparément que quelques grands pays en développement. La présente étude fait une analyse plus poussée des effets sur les pays pris individuellement en estimant les variations du coût des importations nettes de quatre catégories de produits (céréales secondaires, blé, riz et sucre), pour un échantillon de 57 pays en développement pour lesquels l'augmentation du coût des produits alimentaires peut être un problème particulièrement important.

Cette analyse montre que les variations des importations nettes de produits alimentaires attribuables au Cycle d'Uruguay seront probablement assez faibles en pourcentage, mais pourraient être considérables en termes absolus pour certaines des grandes nations commerçantes de l'échantillon. En tout état de cause, les effets ne se feraient sentir que progressivement pendant la période de mise en œuvre de six ans prévue pour la libéralisation du commerce des produits agricoles. Il se peut que, dans certains pays, le coût des importations nettes des quatre produits considérés diminue en fait par suite du Cycle d'Uruguay, puisque l'on s'attend à une baisse des prix mondiaux de certains produits (comme le riz), mais la plupart des pays de l'échantillon devraient payer plus cher leurs importations nettes de produits alimentaires. L'augmentation du coût des importations nettes des quatre produits considérés est inférieure à 4 pour cent pour chacun des pays de l'échantillon, bien que l'on s'attende à ce qu'elle représente plus de 10 millions de dollars EU dans certains grands pays. Une augmentation, même faible, du coût des importations de produits alimentaires peut être importante, en particulier pour les petits pays en développement mais, d'après les résultats de l'étude, les besoins de financement additionnel occasionnés par l'Accord sur l'agriculture devraient être modestes.

Conclusions

Pendant le Cycle d'Uruguay, les pays en développement se sont inquiétés des effets que l'Accord sur l'agriculture pouvait avoir sur le coût global de leurs importations de produits alimentaires. Dans la présente étude, on a tenté de calculer de combien le coût des importations nettes de quatre catégories de produits (céréales secondaires, blé, riz et sucre) augmenterait d'ici à la fin de la période de mise en œuvre de six ans, pour 57 pays. Pour

obtenir cette estimation, on a effectué une projection à moyen terme des importations nettes de produits alimentaires prenant en compte les effets de l'Accord sur l'agriculture, puis on l'a comparée à une autre projection qui ne tenait pas compte des engagements en matière de libéralisation énoncés dans l'Accord. Ces projections ont été faites pour chaque pays de l'échantillon et pour chaque produit considéré, à l'aide de données de la FAO sur le commerce des produits alimentaires, de projections à moyen terme concernant les prix des produits de base et l'accroissement de la demande, établies par les services du Fonds pour sa publication "Perspectives de l'économie mondiale", et de données sur les effets estimés de l'Accord sur l'agriculture sur les prix mondiaux des produits alimentaires figurant dans Goldin et van der Mensbrugghe (1995).

Il ressort de l'étude que l'effet de la hausse des prix mondiaux des produits alimentaires due au Cycle d'Uruguay devrait être modeste en pourcentage, mais pourrait être plus important en valeur pour certains des grands pays importateurs nets de produits alimentaires. En effet, l'augmentation des importations nettes est estimée à plus de 10 millions de dollars EU en Égypte, en Algérie, au Mexique, au Maroc, au Yémen, au Nigéria, au Pérou, en Éthiopie et en Albanie. En pourcentage, les variations estimées des importations nettes des quatre produits considérés sont faibles, atteignant 4,0 pour cent dans le cas de l'Éthiopie. En pourcentage des importations brutes de produits alimentaires (comprenant tous les produits, sauf le poisson), les variations sont encore plus faibles, atteignant au maximum 2,7 pour cent dans le cas de l'Éthiopie. Bien qu'ils soient faibles en pourcentage, les effets de la hausse des prix mondiaux des produits alimentaires due au Cycle d'Uruguay ne se feront sans doute sentir que progressivement puisque la libéralisation sera opérée graduellement, pendant la période de mise en œuvre de six ans. Il se peut en outre que ces estimations exagèrent l'incidence de l'Accord sur l'agriculture sur le coût global des importations nettes de produits alimentaires des pays en développement dans la mesure où elles ont été effectuées de manière à représenter la limite maximale des effets probables. En particulier, l'approvisionnement en produits alimentaires de nombreux pays en développement se fait sous la forme d'aide; il faudrait donc déduire le volume de l'aide des variations estimées des importations nettes pour obtenir une estimation des besoins de financement additionnel.

Répondant aux préoccupations exprimées par les pays en développement, une décision, incluse dans l'Accord du Cycle d'Uruguay, reconnaît que certains pays en développement risquent d'avoir à court terme des difficultés à financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires et que ces pays pourraient être admis à tirer sur les ressources d'institutions financières internationales, disponibles au titre des facilités existantes ou de facilités qui pourraient être créées pour faire face à ces difficultés de financement. Les résultats de l'étude devraient aider à dissiper ces craintes. Les besoins de financement estimés semblent modestes et peuvent être satisfaits grâce aux facilités existantes du FMI combinées aux ressources d'autres organismes multilatéraux et bilatéraux.

"Effects of the Uruguay Round on Egypt and Morocco", par Clinton Shiells, Avind Subramanian et Peter Uimonen (WP/96/7).

Résumé

La conclusion du Cycle de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay a été un événement important pour les relations commerciales internationales et pour les perspectives de croissance à moyen terme de l'économie mondiale. Certains pays en développement ont cependant exprimé des craintes quant aux effets négatifs que le Cycle pourrait avoir, compte tenu de l'effritement des préférences accordées à certains fournisseurs et de la hausse des prix à l'importation des produits alimentaires.

Ce document décrit une méthode permettant de quantifier les effets sur les pays en développement des différents engagements en matière de libéralisation du commerce des marchandises, contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Cette méthode est appliquée à l'Égypte et au Maroc. Les monographies illustrent les différents effets du Cycle sur les importations et les exportations. Le document précise aussi les limites de cette méthode.

L'analyse révèle que l'Égypte et le Maroc n'ont pas pris d'engagements importants en vue de libéraliser leur régime de commerce extérieur (l'Égypte va cependant supprimer les restrictions quantitatives qu'elle applique aux textiles et aux vêtements); en revanche, ils ont rendu irréversible la libéralisation antérieure de leur commerce et ils ont amélioré la transparence de leur régime. En ce qui concerne les exportations, la conséquence la plus importante pour les deux pays sera la suppression du régime restrictif applicable aux textiles et aux vêtements incorporé dans l'Arrangement multifibres. Pendant la période de dix ans au cours de laquelle l'Arrangement sera supprimé progressivement, cela devrait avoir un effet positif pour l'Égypte, du fait de l'augmentation de ses contingents d'exportation, mais l'effet devrait être négatif pour le Maroc, qui risque de perdre des parts de marché au profit de concurrents actuellement soumis à des restrictions. Par la suite, les perspectives d'exportation des deux pays dépendront essentiellement de leur capacité de soutenir la concurrence des fournisseurs du Moyen-Orient, d'Europe orientale et d'Asie. On estime que les bénéfices résultant de la réduction des droits de la nation la plus favorisée appliqués aux exportations égyptiennes et les pertes dues à l'effritement des marges de préférence pour les produits d'exportation bénéficiant de préférences devraient être faibles. Le Maroc, dont la majeure partie des exportations bénéficient d'un traitement préférentiel sur le marché de l'Union européenne, enregistra quelques pertes à l'exportation par suite de la réduction des droits de la nation la plus favorisée, mais celles-ci seront faibles. Il est probable aussi que l'augmentation des coûts des produits alimentaires consécutive à la hausse des prix de ces produits sera minime. L'effet global sur la balance des paiements des deux pays, quoique négatif, ne devrait pas être significatif.

L'incidence du Cycle d'Uruguay doit cependant être suivie de près à mesure que les dispositions sont appliquées. Les efforts de réforme devraient tendre à accroître la productivité et à créer un climat propice à l'investissement afin de profiter au maximum des avantages qui en découlent.

Conclusions

Les monographies sur l'Égypte et le Maroc amènent aux conclusions suivantes. Premièrement, ces deux pays ont contracté peu d'engagements en vue de libéraliser leur régime de commerce extérieur. Le Cycle d'Uruguay n'a donc pas été pour eux une occasion de poursuivre de façon significative la libéralisation du commerce des biens ou des services. L'Égypte a bien pris quelques engagements afin de rendre irréversible la libéralisation antérieure de son commerce et d'accroître la transparence de son régime en consolidant la totalité de ses droits de douane; mais la libéralisation supplémentaire n'a pas été significative, mis à part l'élimination des restrictions quantitatives à l'importation de textiles, de vêtements et de volailles. Bien que les taux consolidés ne dépassent pas sensiblement les taux appliqués, ces derniers restent élevés en termes absolus et par comparaison avec beaucoup d'autres pays en développement. Le Maroc a également pris des engagements très importants en consolidant la totalité de ses droits de douane tant dans le secteur agricole que dans le secteur industriel, et en acceptant de convertir en droits de douane les restrictions quantitatives visant certains produits agricoles.

Deuxièmement, les possibilités d'exportation futures dépendront essentiellement de l'application des dispositions de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les textiles et les vêtements.

Dans le cas de l'Égypte, l'effet positif de l'Accord viendra principalement de l'augmentation des contingents au cours des dix années pendant lesquelles l'AMF doit être supprimé progressivement. Le Maroc n'est pas partie à l'AMF et les restrictions quantitatives visant ses exportations de vêtements vers l'UE ne sont pas appliquées de façon stricte. En conséquence, ce pays sera certainement soumis à des pressions concurrentielles accrues sur le marché de l'UE du fait de l'augmentation des coefficients de croissance des contingents AMF au profit de ses concurrents et de l'intégration complète, à terme, des textiles et des vêtements dans le cadre de l'OMC.

Troisièmement, les effets négatifs de l'effritement des marges de préférence et de la hausse des prix des produits alimentaires devraient être faibles pour les deux pays. La hausse des prix des produits alimentaires sera peu importante dans la mesure où la libéralisation du commerce des produits agricoles dans le cadre du Cycle d'Uruguay a été limitée. Dans le cas de l'Égypte, l'effritement des marges de préférence aura peu d'effet car les exportations préférentielles ne représentent qu'une petite partie des exportations totales. Quant au Maroc, il exporte principalement vers l'UE où ses produits, à l'exception de certains produits agricoles, sont admis en franchise. L'effritement des marges de préférence devrait cependant avoir peu d'effet sur ses exportations car la réduction, dans l'UE, des droits NPF pour les produits intéressant le Maroc est modeste.

Quatrièmement, en combinant les effets sur les importations et sur les exportations, l'analyse qui précède montre que l'effet du Cycle d'Uruguay sur la balance des paiements ne sera probablement pas très important. Dans le cas de l'Égypte, il est pratiquement nul (-3 millions de dollars aux cours de 1993/94). Cela tient à ce que les effets de l'augmentation des exportations (241 millions de dollars) et des importations (176 millions de dollars) de textiles et de vêtements se compensent à peu près. Toutefois, dans le cas du Maroc, l'effet négatif estimé est plus important, représentant 125 millions de dollars aux cours de 1992 (soit 5 pour cent de la balance commerciale en 1992), mais cet effet ne se fera sentir que progressivement jusqu'en 2005. Ces estimations sont assorties des réserves mentionnées dans la section II et doivent être considérées comme des chiffres indicatifs de l'incidence quantitative probable du Cycle. Son incidence effective pour ces pays doit être suivie de près afin d'identifier les ajustements nécessaires et les besoins de financement.

Enfin, il convient de faire une mise en garde importante au sujet des possibilités et des problèmes engendrés par le Cycle d'Uruguay (principalement en ce qui concerne le secteur des textiles et des vêtements tant dans le cas de l'Égypte que dans celui du Maroc). Pour tirer parti des possibilités qu'offre l'augmentation des contingents, l'Égypte devra accroître sa capacité de production et, pour ne pas se laisser distancer par ses concurrents, le Maroc devra accroître sa productivité, en particulier en améliorant son système éducatif et son infrastructure de transports et de communications et en aidant à créer un climat favorable à l'investissement. Plus généralement, lorsque l'AMF sera entièrement démantelé, les résultats à l'exportation de l'Égypte et du Maroc dépendront essentiellement de leur capacité de soutenir la concurrence des exportateurs du Moyen-Orient, de l'Asie et de l'Europe orientale.

"Implications of the Uruguay Round for Kenya", par Rupa Chanda (WP/96/8).

Résumé

L'Accord du Cycle d'Uruguay a amélioré l'accès aux marchés des produits agricoles et industriels et a soumis de nouveaux secteurs à l'ensemble multilatéral de règles et de disciplines. La libéralisation des échanges qui en a résulté devrait avoir des conséquences importantes pour le commerce international et pour les perspectives de croissance à moyen terme des pays en développement et des pays industriels. Des inquiétudes ont cependant été

exprimées au sujet des effets négatifs que cet accord pourrait avoir sur certains pays en développement du fait de l'effritement des marges de préférence et de la hausse des prix des produits alimentaires.

Ce document examine les conséquences du Cycle pour le Kenya. Ce pays a été choisi car c'est un exemple qui illustre bien certains des effets dont s'inquiètent les pays en développement. L'étude analyse les engagements contractés par le Kenya dans le cadre du Cycle pour déterminer leur incidence sur le régime de commerce intérieur du pays. Elle analyse aussi les concessions accordées par les principaux partenaires commerciaux du Kenya afin d'évaluer leurs répercussions sur l'environnement commercial extérieur du pays et sur ses exportations vers ses principaux partenaires.

Il ressort de cette analyse que les résultats du Cycle d'Uruguay n'entraîneront pas de changement majeur dans le régime de commerce intérieur et dans les importations du Kenya car celui-ci a contracté peu d'engagements importants. Ils auront cependant plusieurs effets sur les exportations. Les résultats d'une simulation simple d'équilibre partiel montrent que la réduction des droits de la nation la plus favorisée profitera aux exportations de certains produits, mais ces gains seront largement compensés par les pertes subies à l'exportation du fait de l'érosion des préférences et de la baisse des prix de certains produits agricoles importants. Globalement, l'effet négatif sur la balance des paiements à moyen terme sera faible.

L'application de la méthode de l'équilibre partiel est assortie des mises en garde habituelles; les résultats de l'étude doivent donc être considérés comme indicatifs. Les résultats quantitatifs sont conformes à ce qu'indique l'analyse intuitive. L'étude met en évidence les domaines qu'il faudra surveiller de près afin d'évaluer les conséquences du Cycle d'Uruguay pour des pays en développement comme le Kenya. Elle montre que ces effets dépendront en partie des politiques adoptées par les autorités pour profiter des possibilités créées par le Cycle et pour faciliter les ajustements qu'il nécessite.

Observations finales

Cette étude montre que l'Accord du Cycle d'Uruguay n'aura pas d'effet bénéfique important sur les exportations du Kenya en termes d'accroissement de l'accès aux marchés. Pour l'essentiel, les recettes d'exportation diminueront légèrement du fait de la réduction des marges de préférence sur les principaux marchés d'exportation du pays, comme l'UE. En outre, les effets seront fortement concentrés sur quelques produits et quelques marchés.

L'analyse indique en outre que les recettes d'exportation du Kenya pourraient se ressentir aussi de la baisse des prix mondiaux de ses principales exportations agricoles. Il en ressort que les variations des prix mondiaux des produits agricoles consécutives au Cycle d'Uruguay ne concernent pas seulement les pays en développement importateurs de produits alimentaires. Les pays en développement exportateurs de produits agricoles pourraient eux aussi enregistrer des gains ou des pertes du fait de ces variations, selon la composition par produit de leur commerce agricole et le degré de libéralisation effective des échanges dans ce secteur.

L'étude indique que, sur le plan intérieur, l'Accord du Cycle d'Uruguay n'aura pas ou presque pas d'incidence sur le régime commercial. La plupart des changements dépendront de la libéralisation unilatérale des échanges et des réformes opérées, lesquelles aideront aussi à atténuer certains effets de l'effritement des marges de préférence résultant de l'Accord. L'adoption de mesures internes pour diversifier et encourager les exportations et améliorer la productivité, et l'application d'autres mesures d'ajustement structurel pour permettre

l'adaptation aux changements intervenus dans le système commercial multilatéral pourraient contribuer de façon décisive à compenser les pertes de recettes d'exportation dues à l'effritement des préférences. Ces mesures unilatérales peuvent être importantes aussi pour créer et développer les possibilités d'améliorer l'accès aux marchés.

En résumé, compte tenu de l'importance relativement limitée des effets constatés dans l'étude, de leur caractère progressif et de la possibilité d'adopter, pendant la transition, des mesures correctives internes, l'Accord du Cycle d'Uruguay n'aura probablement pas d'incidence majeure sur la balance des paiements du Kenya.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

i) *Études achevées*

"Préoccupations des économies émergentes et des pays en transition, 2000".

Résumé

La Partie 1 de ce rapport est consacrée aux préoccupations des économies émergentes et des pays en transition (EET) en matière de politique commerciale agricole. Plus précisément, elle examine les incidences que pourraient avoir sur les EET des réformes opérées dans les domaines de l'accès aux marchés, de la concurrence à l'exportation et du soutien interne. Les principales conclusions de cette analyse sont présentées ci-après.

Les préoccupations des économies émergentes et des pays en transition occuperont vraisemblablement une place de plus en plus importante dans les négociations commerciales multilatérales.

Les EET jouent un rôle de plus en plus important dans le commerce international et l'on s'attend à les voir participer de manière plus active au processus multilatéral. En particulier, l'adhésion prévue de la Chine, de la Russie et de l'Ukraine à l'OMC sera certainement lourde de conséquences pour la manière dont les accords commerciaux seront réalisés. Qui plus est, un certain nombre d'EET ont engagé unilatéralement des réformes visant à libéraliser leurs échanges et chercheront à obtenir des concessions de la part des pays plus protectionnistes - qui sont dans bien des cas des pays de l'OCDE.

La protection commerciale a diminué l'apport de l'agriculture à la croissance économique.

L'agriculture jouit d'une protection telle que les gains potentiels escomptés de sa libéralisation sont aussi élevés que ceux de la libéralisation de l'industrie, même si elle représente une fraction moindre du commerce mondial. Le secteur agricole ayant continué à bénéficier d'une protection dans de nombreux pays de l'OCDE, la part des marchés mondiaux revenant aux pays en développement n'a pratiquement pas bougé au cours des 20 dernières années dans le cas des produits agricoles alors qu'elle a augmenté dans celui des produits industriels.

Les EET constituent un groupe hétérogène mais elles partagent un ensemble d'intérêts communs.

Bien que la libéralisation du commerce soit porteuse de gains à l'échelle mondiale, quelques pays ne pourront peut-être en profiter qu'à la faveur d'un accord (multisectoriel) plus vaste. Et il y aura aussi des gagnants et des perdants dans tous les pays. Qui plus est, le profil des intérêts des EET est particulièrement complexe pour un certain nombre de questions spécifiques. Il n'en demeure pas moins que les EET ont toutes intérêt à s'intégrer au système commercial mondial et ont tout à gagner d'engagements juridiques "transparents" qui peuvent être aisément mis en œuvre et suivis.

La politique commerciale agricole n'est pas la seule à avoir de l'importance.

Les politiques macro-économiques et structurelles, de même que l'application plus ou moins rigoureuse des principes de bonne gouvernance, sont d'autres facteurs déterminants des performances commerciales. Il existe aussi un certain nombre d'obstacles à la transition et au

développement qui sont intrinsèquement importants et qui conditionnent aussi l'aptitude d'un pays à tirer parti de la réforme du commerce. Ces obstacles sont constitués par tous les facteurs qui empêchent le bon fonctionnement du système du marché: la médiocrité des infrastructures, le caractère inachevé de la privatisation et de la réforme foncière, les rigidités du marché du travail, l'exécution peu rigoureuse des contrats, le sous-développement du crédit et l'inefficience des circuits de commercialisation.

Dans le domaine de la politique commerciale, les engagements dont les EET ont besoin sont ceux qui leur permettent de réaliser leurs objectifs de développement.

Il est de l'intérêt des EET de libéraliser leurs politiques en matière d'échanges agricoles. Mais elles ont besoin en même temps d'un accord commercial qui ne bride pas leurs possibilités de poursuivre des objectifs de développement plus vastes. En particulier, la réforme du commerce devrait avoir pour finalité d'aider les populations à sortir de l'état de pauvreté mais elle devra peut-être s'accompagner de politiques intérieures appropriées.

Les pays de l'OCDE sont les principaux débouchés commerciaux des EET.

S'agissant de l'accès aux marchés, les EET se préoccupent tout à la fois de l'accès des exportateurs étrangers à leurs propres marchés et de l'accès aux marchés étrangers ouvert à leurs exportateurs. Les EET exportatrices nettes retenues dans le présent rapport s'intéressent au premier chef à l'accès qui leur est ouvert aux marchés des pays de l'OCDE. Pour un certain nombre d'EET importatrices nettes, les deux dimensions de l'accès ont de l'importance. Plusieurs d'entre elles pratiquent des droits de douane élevés mais ceux-ci sont souvent compensés pour le moins par la tendance des pays de l'OCDE à frapper les produits sensibles de droits prohibitifs.

S'agissant de la concurrence à l'exportation, les préoccupations des EET sont centrées sur l'utilisation de subventions à l'exportation par un petit nombre de pays de l'OCDE.

Au cours du prochain cycle de négociations multilatérales, les EET en tant que groupe seront de nouveau principalement concernées par l'engagement que prendront les pays de l'OCDE de réduire à nouveau leur recours aux subventions à l'exportation, subventions implicites comprises. Rares sont les EET qui ont les moyens financiers d'octroyer des subventions à l'exportation. Les modifications directes apportées aux politiques n'auront donc d'importance que pour un nombre restreint de pays en transition et - dans l'hypothèse où les règles régissant la concurrence à l'exportation seraient étendues aux politiques visant à réduire les exportations - pour les EET qui restreignent leurs exportations agricoles.

La réduction du soutien interne dans les pays de l'OCDE est une préoccupation majeure pour les EET.

Le recours aux mesures de soutien interne est essentiellement le fait des grands pays de l'OCDE. La tendance des pays de l'OCDE a été de s'orienter vers des mesures de soutien qui entrent dans la catégorie verte et sont donc exemptées des engagements de réduction. En théorie, ces politiques "ne faussent pas le commerce ou le faussent le moins possible" mais, dans la pratique, elles peuvent avoir de profondes répercussions sur la production et sur les échanges.

Pour qu'un nouvel accord de l'OMC ait le maximum d'effet, il devra encadrer la marge laissée aux pays pour échapper à leurs engagements de réforme.

Il faudra pour cela *renforcer* les règles et les *élargir*, et aussi éliminer les possibilités d'échappatoires, de manière à couper court aux autres moyens possibles de restreindre le commerce. L'une des principales menaces pesant sur la poursuite de la libéralisation tient au fait que les pays maîtriseront de mieux en mieux les possibilités de limiter l'impact de leurs engagements de réforme tout en respectant à la lettre la législation de l'OMC.

L'aptitude des EET à bénéficier d'un accord multilatéral dépend du développement de leur capital humain et institutionnel.

De nombreuses EET souffrent d'une insuffisance des informations de base, telles que des statistiques économiques et des données douanières. Souvent, cette faiblesse institutionnelle est aggravée par le fait que les EET manquent de professionnels bien formés (statisticiens, économistes et analystes). Les problèmes liés à la fragilité de la base de ressources intérieures, humaines et institutionnelles sont encore exacerbés par la sous-représentation de ces pays à l'échelle internationale, ainsi que par le manque de communication entre les exportateurs nationaux et les représentants ou négociateurs internationaux. La réalisation d'investissements dans ces domaines déboucherait sur une mise en œuvre mieux équilibrée des accords commerciaux multilatéraux et aussi sur des avantages économiques plus vastes.

"Incidences de la libéralisation des échanges agricoles sur l'environnement aux plans national et international."

Résumé

La libéralisation des échanges agricoles pourrait favoriser l'amélioration globale des performances environnementales. La poursuite de l'effort de réduction des obstacles aux échanges agricoles (qui suppose la prorogation des engagements de l'Accord d'Uruguay jusqu'en 2004) aura des effets à la fois positifs et négatifs sur l'environnement. La direction et l'ampleur de ces effets dépendront des incidences de la libéralisation des échanges sur les modes de production agricole, de l'état de l'environnement ainsi que des réglementations et politiques environnementales mises en œuvre pour préserver et améliorer la qualité de l'environnement. Compte tenu de la très grande diversité des systèmes de production agricole, des conditions naturelles et des approches réglementaires des pays de l'OCDE, les incidences sur l'environnement seront très variables dans les différents pays, régions et lieux considérés; les effets environnementaux sont en effet bien souvent liés au site.

La réduction des barrières commerciales influera sur l'échelle des activités agricoles, la structure de la production agricole dans les différents pays, la répartition des intrants et de la production, les technologies de production et le cadre réglementaire. Ces ajustements se répercuteront à leur tour sur l'environnement international et national en aggravant ou réduisant les dommages à l'environnement et en créant ou détruisant certaines aménités environnementales. Les effets sur l'environnement international renvoient aux retombées transfrontalières imputables aux émissions de gaz à effet de serre, à la modification des flux internationaux de transport et à l'introduction d'espèces allochtones, d'organismes nuisibles et de maladies dans les livraisons de produits agricoles. Les effets sur l'environnement national comprennent la pollution des eaux souterraines et superficielles résultant de l'écoulement d'engrais et de pesticides de même que les changements dans l'utilisation des sols qui affectent les paysages, les fonctions de protection contre les inondations, la qualité des sols et la biodiversité.

La présente étude donne une idée de la direction et de l'ampleur de certains de ces effets environnementaux en articulant les résultats préliminaires obtenus concernant les effets de libéralisation des échanges agricoles sur les marchés des produits à une série d'indicateurs agroenvironnementaux. L'étude des effets sur l'environnement international montre que l'accroissement prévu à moyen terme des effectifs de ruminants risque d'entraîner une forte augmentation des émissions de méthane dans certains des pays de l'OCDE, qui devrait retenir l'attention des responsables des politiques de ces pays au regard des engagements pris dans le cadre du Protocole de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre.

S'agissant des effets sur l'environnement national, l'analyse quantitative indique que les prix agricoles et l'intensité de la production évolueront à la baisse dans les pays qui ont jusqu'ici utilisé de grandes quantités d'engrais et de pesticides, d'où un allègement des pressions sur l'environnement dans ces pays. Les pays qui seront en mesure d'intensifier leur production pourront quant à eux supporter relativement aisément l'augmentation des taux d'application de produits agrochimiques dans la mesure où leur consommation d'engrais et de pesticides aura été faible auparavant. En ce qui concerne les effets d'une plus grande libéralisation des échanges agricoles sur l'utilisation des terres, les projections n'indiquent pas de modification sensible des superficies agricoles. Toutefois, l'analyse ne permet pas de tirer de conclusions fermes en ce qui concerne la modification des paysages, la qualité des sols, la protection contre les inondations et la biodiversité, les projections n'ayant pas explicitement pris en compte certaines zones écologiquement sensibles telles que les pâturages et les terres agricoles marginales.

L'analyse des scénarios étudiés montre que les effets environnementaux imputables au développement économique général seront plus importants que ceux produits par la poursuite de la libéralisation des échanges; c'est pourquoi les politiques agroenvironnementales devront être élaborées indépendamment de la réforme des politiques commerciales. Les effets environnementaux de l'évolution des activités agricoles pourront être efficacement pris en charge par des mesures ciblées qui fausseront le moins possible la production et les échanges agricoles. En ce qui concerne les retombées environnementales transfrontalières, une coopération internationale, notamment des accords environnementaux internationaux, pourraient être nécessaires pour éviter que certains pays s'abstiennent de participer à l'effort collectif (problème des "free-riders").

ii) *Travaux en cours*

"Évaluation de la mise en œuvre de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture dans les pays de l'OCDE."

Résumé

Ce projet comprend trois objectifs principaux. Premièrement, réaliser une analyse économique et une évaluation des changements réels survenus dans les domaines de l'accès aux marchés, du soutien interne et des subventions à l'exportation suite à l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture. Deuxièmement, examiner les questions de politique qui en découlent en vue de poursuivre le processus de libéralisation du commerce. Troisièmement, établir une évaluation globale de l'évolution récente du commerce et des implications commerciales immédiates de l'Accord. Le projet tente plus spécifiquement de répondre aux questions suivantes:

- Dans quelle mesure les trois disciplines ont-elles permis de réduire le niveau de protection du commerce?

- Quelles leçons de politique peut-on tirer de cette expérience jusqu'à présent?
- Que peut-on en déduire sur les possibilités et les enjeux d'une plus grande libéralisation du commerce?

Sur l'*accès aux marchés*, l'étude présente une analyse du profil tarifaire des pays de l'OCDE résultant de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture, à l'aide d'indicateurs statistiques sur la prévisibilité, la transparence et la dispersion des droits de douane. Elle fournit une analyse économique des contingents tarifaires en indiquant notamment les méthodes de répartition et de gestion, et tente de réaliser une première évaluation de l'influence négative ou positive des contingents tarifaires sur l'accès aux marchés. Elle analyse en particulier les incidences des licences d'importation par adjudication. Les taux d'utilisation des contingents tarifaires sont calculés par pays, par produit et par méthode de répartition au fil du temps. L'étude s'efforce également d'examiner la mesure dans laquelle le "gonflement des droits" demeure une caractéristique des marchés des produits soumis à tarification. Le recours et les implications économiques des sauvegardes spéciales sont étudiés.

Sur le *soutien interne*, l'étude présente une analyse de la structure de la politique agricole nationale appliquée en vertu de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture par l'examen des tendances et de la composition du soutien interne (c'est-à-dire MGS, catégorie bleue, catégorie verte, traitement spécial et différencié et soutien *de minimis*). La mesure dans laquelle les engagements de soutien interne sont exécutoires est estimée et les changements de politique sont évalués en termes d'effets potentiels sur l'orientation des marchés et le commerce. L'évolution du soutien à l'agriculture est examinée et les différences entre les estimations de la MGS et de l'ESP sont mises en évidence, de même que certaines questions qui ont été soulevées pendant la période de mise en œuvre.

Sur les *subventions à l'exportation*, leur importance relative dans les pays de l'OCDE est examinée. L'étude décrit la mesure dans laquelle les subventions à l'exportation, tant en termes de volume que de dépenses budgétaires, ont été utilisées par les pays de l'OCDE et les taux de subventionnement à l'exportation sont calculés au fil du temps pour plusieurs produits et plusieurs pays afin d'évaluer l'efficacité avec laquelle la discipline relative aux subventions à l'exportation permet de réduire les distorsions commerciales. Elle décrit également les principaux changements de politique mis en œuvre dans le cadre des engagements de réduction et examine certaines questions qui en découlent.

Méthodologie

Cette approche est en partie descriptive et en partie analytique. Elle se fonde principalement sur des notifications de pays à l'OMC et sur les Listes des pays signataires de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture. De plus, les données ESP/ESC de l'OCDE, les indicateurs (1997) sur les obstacles tarifaires et non tarifaires de l'OCDE et les bases de données (2000) sur les droits de douane et le commerce de l'OCDE sont également utilisés. Des indicateurs tels que les coefficients de protection nominale, des indicateurs de dispersion, des équivalents *ad valorem*, sont calculés pour estimer l'évolution du niveau du soutien et de protection dans les différents pays et produits. Des observations empiriques sur l'ouverture du commerce des produits agricoles sont en outre fournies par comparaison avec des indicateurs utilisés sur des périodes précédant et suivant le début de la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture. Ces indicateurs comprennent les courants commerciaux mesurés par les volumes des exportations et des importations, l'ouverture du commerce calculée comme la part moyenne des importations et des exportations agricoles dans le PIB des produits agricoles, des taux de pénétration des importations définis comme le rapport entre les

importations agricoles et la consommation, les parts de commerce et les coefficients de protection nominale calculés comme une mesure des distorsions exercées sur les prix. L'évolution des niveaux et de la variabilité des prix mondiaux des produits est également examinée.

État: Projet final, fin 2000.

"Analyse prospective des subventions à l'exportation pour le secteur agricole."

Résumé

Dans le cadre d'un programme de travail plus large sur l'évaluation et le renforcement de la libéralisation du commerce, ce projet s'appuie sur les conclusions de l'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture dans les pays de l'OCDE et de documents d'information récents de l'OMC concernant l'expérience récente en matière de subventions à l'exportation afin d'élaborer une analyse prospective des effets de ces programmes sur le commerce. Le rôle des subventions à l'exportation dans les Perspectives agricoles de l'OCDE 2000-2005 (appelées ci-après les Perspectives) est étudié. Les projections réalisées sur les subventions à l'exportation des pays membres de l'OCDE à partir des données de ces différents rapports sont résumées pour la période 2001-2005. Comme pour tous les autres éléments des Perspectives, l'évolution des subventions à l'exportation repose en partie sur certaines hypothèses, notamment la poursuite de la politique annoncée, et sur un ensemble d'hypothèses macro-économiques.

L'hypothèse d'une suppression des subventions à l'exportation est avancée. Les résultats sont présentés par comparaison avec les Perspectives. Ils sont ainsi interprétés comme ce qui se produirait à moyen terme si les subventions à l'exportation étaient supprimées. Les conséquences projetées de l'élimination des subventions à l'exportation dépendent des mêmes hypothèses que les Perspectives, sauf la réaction des décideurs politiques à l'élimination des subventions à l'exportation qui serait de laisser baisser les prix intérieurs bénéficiant d'un soutien public. Les effets de l'élimination des subventions à l'exportation sur le marché mondial et les marchés intérieurs sont démontrés.

Ce rapport comprend une annexe qui présente les données relatives aux subventions à l'exportation et explique la méthode de projection utilisée pour déterminer les conséquences de l'élimination des subventions à l'exportation. Cette dernière section s'attache notamment à la mise en œuvre du modèle d'équilibre partiel Aglink entretenu par le Secrétariat et des partenaires dans différents pays membres de l'OCDE.

État: Projet final, fin 2000

"Analyse des crédits à l'exportation agricole bénéficiant d'un soutien public."

Résumé

Ce projet se concentre sur une politique qui peut fausser la concurrence à l'exportation: les crédits à l'exportation agricole bénéficiant d'un soutien public. Ces crédits peuvent prendre des formes variées et peuvent offrir à un importateur des conditions de financement permettant d'acquérir le produit à un coût inférieur aux coûts alternatifs du marché privé. L'objet de ce rapport est d'estimer les effets sur le commerce de cette politique de concurrence à l'exportation dans le cadre d'un programme de travail plus large sur l'évaluation et le renforcement de la libéralisation du commerce.

Le rapport applique les calculs des valeurs actualisées aux données de l'enquête de 1998. Les résultats de l'enquête sont divulgués par les participants à l'Arrangement relatif aux crédits à l'exportation, les négociateurs de l'OCDE, sous conditions de protection de la confidentialité, et couvrent leur utilisation des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public et certains détails de leurs programmes. L'étude présente également une analyse similaire pour l'aide alimentaire lorsqu'elle peut se confondre avec les crédits à l'exportation. Les effets sur les marchés mondiaux des produits sont examinés par rapport aux Perspectives agricoles de l'OCDE dans un cas donné.

Les estimations effectuées sur les différents éléments des subventions dans le cadre des programmes des participants sont présentées dans le texte principal, alors que l'annexe se concentre sur les données et la méthode. Cette annexe comprend en premier lieu une revue bibliographique sur les méthodes d'analyse des effets des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public sur les marchés. Après avoir défini les calculs des valeurs actualisées comme la méthode appropriée, les exigences en matière de données doivent être respectées. L'annexe décrit le calcul des taux d'intérêt des importateurs effectué selon d'autres études. Certains paramètres utilisés dans les calculs sont tirés de l'enquête, comme décrit dans l'annexe.

État: Projet final, fin 2000.

"Multifonctionnalité"

Résumé

À l'issue de la réunion des Ministères de l'agriculture en mars 1998, l'OCDE a entrepris un programme de travail approfondi sur la multifonctionnalité. Il était tout d'abord nécessaire de tenter de définir le concept et d'élaborer une terminologie commune, d'identifier les principales questions de politique et de développer un cadre d'analyse qui serait acceptable pour tous. Les discussions ont convergé vers trois groupes de questions distincts mais liés entre eux. Le premier concerne les relations de production qui sous-tendent les multiples productions agricoles, leurs effets externes et les aspects liés aux biens publics. Le second comprend les questions de méthodologie et de mesure relatives à la demande de produits non primaires, les procédures de spécification des objectifs de politique et d'évaluation des progrès réalisés. Enfin, le troisième aborde les aspects de politique, notamment les répercussions sur la réforme des politiques et la libéralisation du commerce.

État: Projet final de la première phase d'analyse, fin 2000. Un atelier aura lieu au premier semestre 2001. La phase relative aux politiques, notamment les aspects internationaux tels que l'enquête spécifique sur les questions concernant la "catégorie verte", sera menée courant 2001.

"Analyse prospective de l'accès aux marchés: résultats préliminaires."

Résumé

Ce projet est destiné à fournir des informations pour le prochain cycle de négociations commerciales par l'examen des différentes options de libéralisation de l'accès aux marchés agricoles, l'une des trois pierres angulaires de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture. Pour ce faire, une analyse sera menée avec le modèle AGLINK de la Direction, après l'avoir modifié pour qu'il puisse explicitement inclure les contingents tarifaires et les droits de douane utilisés par les pays membres de l'OCDE. Les données de la base de données sur l'accès aux marchés agricoles (AMAD) sont utilisées pour obtenir des informations sur les

droits de douane et les contingents qui sont ensuite utilisées dans l'analyse empirique. Les effets sur le commerce et les prix d'une extension supplémentaire des contingents et de nouvelles baisses des droits de douane sont indiqués pour certains pays de l'OCDE et certains produits agricoles.

État: Projet final, mi-2001.

"Développement d'une base de données sur les droits de douane et les contingents tarifaires."

Résumé

Ce projet est destiné à développer une base de données sur l'accès aux marchés agricoles (AMAD) en coopération avec d'autres participants. Cette base de données sera utilisée pour l'analyse ultérieure des questions liées à l'accès aux marchés, telles que la mise en œuvre de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture, et pour déterminer l'état d'avancement de la libéralisation des marchés. La base de données permet également de fournir des données d'entrée essentielles pour le travail empirique effectué sur l'analyse prospective de l'accès aux marchés, résultats préliminaires. Les participants à l'AMAD sont l'Agriculture and Agri-Food Canada, la Direction générale de la Commission de l'UE, la FAO, l'OCDE, la Banque mondiale, la CNUCED, l'USDA, le Service de recherche économique. Les données seront accessibles au public sur le Web et la base contiendra un ensemble complet d'informations sous un format facilitant le référencement et les calculs. La base contient actuellement 50 pays et d'autres suivront. Des mises à jour sont prévues au minimum une fois par an.

État: Date d'achèvement, fin 2000.

"Commerce d'État"

Résumé

Les travaux en cours sur le commerce d'État comportent deux aspects. Le premier est d'ordre conceptuel et tente de définir un cadre dans lequel le commerce d'État peut être utilement analysé. Plusieurs questions se posent, notamment le manque de compétitivité de nombreux marchés agricoles, la nécessité de faire la distinction entre l'incidence du commerce d'État en lui-même et celle des politiques mises en œuvre par des entreprises commerciales d'État pour le compte des pouvoirs publics, la nécessité de reconnaître qu'une entreprise commerciale d'État monopolistique n'agira pas forcément de la même manière qu'une entreprise privée monopolistique et la nature hétérogène du commerce d'État à travers le monde.

Le second aspect est d'ordre descriptif. Les informations disponibles sur le commerce d'État dans l'agriculture sont recueillies à partir des notifications de l'OMC et d'autres sources, qui sont ensuite résumées selon des critères pertinents pour l'évaluation de l'effet de distorsion sur les échanges des économies à commerce d'État.

État: Projet final, fin 2000.

"Effets des mesures de politique agroenvironnementale sur la production: concilier les objectifs commerciaux et environnementaux."

Résumé

Cette étude examine les liens existant entre les politiques agroenvironnementales et le commerce en vue de fournir des informations dans le cadre du débat concernant les répercussions des normes agroenvironnementales sur la compétitivité agricole et les effets des programmes agroenvironnementaux et des paiements sur les échanges agricoles internationaux. Ces deux débats sont étroitement liés dans la mesure où le premier concerne principalement les mesures de politique destinées à réduire la pollution de l'environnement due aux activités agricoles, alors que le second se concentre sur la rémunération versée aux agriculteurs pour la prestation de services agroenvironnementaux. La discussion dans ce document s'appuie sur une analyse de la prospérité économique générale, à laquelle s'ajoutent des recherches conceptuelles et empiriques sur des questions spécifiques.

État: Projet final, fin 2000.

iii) *Travaux en cours de planification*

"Incidence de la libéralisation du commerce sur la sécurité alimentaire des pays en développement."

Résumé

Ce projet tentera d'évaluer le rôle des politiques agricoles des pays membres de l'OCDE sur la sécurité alimentaire des pays en développement. Il examinera la mesure dans laquelle une libéralisation accrue des échanges agricoles (au regard des trois pierres angulaires de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture que sont les subventions à l'exportation, l'accès aux marchés et le soutien interne) affecte la situation des pays en développement en matière de sécurité alimentaire, y compris pour les sous-groupes (pays les moins avancés/pays importateurs nets de produits alimentaires), telle qu'elle a été mesurée au moyen d'une série d'indicateurs sur la sécurité alimentaire.

"Analyse des rentes associées aux contingents tarifaires."

Résumé

À partir des projets concernant l'Évaluation de la mise en œuvre de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture et l'analyse prospective des questions liées à l'accès aux marchés, ce projet est destiné à analyser et à quantifier les rentes de contingentement qui peuvent avoir été générées suite au processus relatif aux contingents tarifaires, ainsi que l'évolution de ces rentes selon différentes options de libéralisation commerciale résultant de diverses modifications des contingents tarifaires. En identifiant les pays et les produits associés aux rentes de contingentement les plus élevées, le projet présentera un aperçu de la résistance potentielle des groupes d'intérêt existants face à une libéralisation accrue du commerce.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

i) *Études achevées*

1990

"Agricultural Trade Liberalization in the Uruguay Round: Implications for Developing Countries". Rapport du secrétariat de la CNUCED, 1990 (UNCTAD ITP/48).

Cette étude est une analyse quantitative des effets (effets sur les prix mondiaux, sur les recettes et sur le bien-être) que la libéralisation du commerce des produits agricoles réalisée par les nations commerçantes les plus importantes dans ce secteur (Australie, Canada, États-Unis, Japon et UE) pourrait avoir sur les marchés de certains produits agricoles. Elle tente d'évaluer les conséquences en matière de politique générale pour les pays en développement.

1995

"Identification of New Trading Opportunities Arising from the Implementation of the Uruguay Round Agreements in Selected Sectors and Markets: Agriculture, textiles and clothing, and other industrial products". Rapport du secrétariat de la CNUCED, 1995 (TD/B/WG.8/2 et TD/B/WG.8/2/Add.1).

Il s'agit d'un document d'information présenté au Groupe de travail spécial sur les perspectives commerciales dans le nouveau contexte du commerce international (28 août 1995). Il examine: a) la nature des engagements contractés par les pays développés et par les pays en développement dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture, et b) leurs incidences sur les possibilités commerciales dans le secteur agricole à l'échelle mondiale.

"Implementation of the Uruguay Round Agreement on Agriculture by Major Developed Countries". Rapport de consultant établi par S. Tangermann, 1995 (UNCTAD/ITD/16).

Ce document examine, entre autres, l'efficacité de l'Accord sur l'agriculture du point de vue de son application et son effet réel sur la réduction des obstacles au commerce.

"Translating Uruguay Round special provisions for least developed countries into concrete action: issues and policy requirements". Rapport du secrétariat de la CNUCED, 1995 (UNCTAD/B/WG.8/3 et Add.1).

Ce rapport présente un aperçu des effets transitoires que la libéralisation du commerce (y compris dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture) pourrait avoir sur les PMA dans l'après-Cycle d'Uruguay, et il analyse les différentes dispositions en faveur des PMA contenues dans les accords commerciaux multilatéraux du Cycle d'Uruguay, y compris la Décision de Marrakech en faveur des PMA et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

"The Uruguay Round and international commodity trade and prices". Rapport du secrétariat de la CNUCED, 1995 (TD/B/CN.1/30).

Ce rapport analyse l'évolution des prix et du commerce des produits de base à laquelle il faut s'attendre compte tenu des résultats du Cycle d'Uruguay et, en particulier, les conséquences qui en découleront pour les pays en développement, y compris les perspectives de diversification de ces pays.

"Prospects for the World Sugar Economy in Light of Uruguay Round Agreements". Rapport du secrétariat de la CNUCED, 1995 (UNCTAD/COM/72).

Ce rapport analyse le marché mondial du sucre et l'incidence probable des Accords du Cycle d'Uruguay.

"Rice and the Uruguay Round Agreement: Some expected outcomes". Rapport du secrétariat de la CNUCED, 1995 (UNCTAD/COM/74).

Ce rapport analyse le marché mondial du riz et l'incidence probable des Accords du Cycle d'Uruguay.

"Recent Trends on the World Coffee Market". Rapport du secrétariat de la CNUCED, 1995 (UNCTAD/COM/59).

Ce rapport analyse le marché mondial du café et l'incidence probable des Accords du Cycle d'Uruguay.

"The Uruguay Round Agreement and the Cotton Market: A preliminary overview". Rapport du secrétariat de la CNUCED, 1995 (UNCTAD/COM/77).

Ce rapport analyse le marché mondial du coton et l'incidence probable des Accords du Cycle d'Uruguay.

1996

"The Uruguay Round Agreement and the Meat Market: A preliminary overview". Rapport du secrétariat de la CNUCED, 1996 (UNCTAD/COM/76).

Ce rapport analyse le marché mondial de la viande et l'incidence probable des Accords du Cycle d'Uruguay.

"The Least Developed Countries: 1996 Report". Rapport du secrétariat de la CNUCED, 1996 (publication des Nations Unies, n° de vente E.96.II.D.3).

Le Chapitre II de la deuxième partie de ce rapport examine les conséquences du Cycle d'Uruguay pour les PMA et, en particulier, pour les possibilités de diversification du commerce de ces pays. Il analyse aussi les options qui s'offrent à eux pour profiter au maximum des avantages nets découlant du Cycle.

1997

"Trade Opportunities in the International Processed Horticultural Markets". Rapport de consultant établi par J.A. Giles, 1997 (UNCTAD/ITCD/COM/Misc.4).

Ce rapport indique des possibilités commerciales sur le marché mondial pour les produits tropicaux et les produits horticoles en conserve, séchés et autrement transformés; il examine des questions techniques comme le séchage, la congélation et la conservation; il décrit les besoins commerciaux, les conditions d'accès aux marchés et les principaux intervenants et il propose des recommandations pertinentes.

"Trade Opportunities for Processed Meat". Rapport de consultant établi par L.J. Colby, 1997 (UNCTAD/ITCD/COM/Misc.5).

Cette étude décrit les facteurs généraux qui influent sur le commerce mondial de produits carnés transformés; elle analyse l'évolution future du marché, les conditions d'accès aux marchés, les contraintes pesant sur le commerce mondial et les possibilités qu'il offre et elle propose une stratégie de développement pour les produits en question.

"Trade Opportunities in the World Beverages Sector". Rapport de consultant établi par LMC International Ltd. Oxford, Royaume-Uni, 1997 (UNCTAD/ITCD/COM/Misc.6).

Cette étude examine l'état actuel de la consommation de boissons à valeur ajoutée et les contraintes qui pèsent sur l'élaboration des boissons à l'origine; il présente des exemples réussis d'élaboration à l'origine et fait des recommandations spécifiques aux gouvernements et aux entreprises. En outre, il indique, compte tenu des conditions d'accès aux marchés, des possibilités commerciales pour les boissons tropicales élaborées dans les pays producteurs, eu égard en particulier au café, au cacao et au thé.

"Opportunities for Vertical Diversification in the Food processing Sector in Developing Countries". Rapport du secrétariat de la CNUCED, 1997 (TD/B/COM.1/EM.2/2).

Ce rapport examine les possibilités commerciales et les difficultés particulières rencontrées par les pays en développement qui cherchent à diversifier leur industrie alimentaire dans quatre grands domaines (transformation des produits horticoles, du poisson, de la viande et des boissons tropicales). Il met en relief les possibilités commerciales existant pour certains produits et sur certains marchés et examine les perspectives de diversification de l'industrie alimentaire dans le cadre des marchés mondiaux et du système commercial international. Il présente aussi des exemples de diversification réussie pour aider les gouvernements et les entreprises à élaborer et appliquer des stratégies, des politiques et des mesures.

"Diversification in Commodity-Dependent Countries: the Role of Governments, Enterprises and Institutions". Rapport du secrétariat de la CNUCED, 1997 (TD/B/COM.1/12).

Ce rapport examine les tendances mondiales et analyse le rôle de l'État dans la diversification ainsi que les stratégies de diversification des entreprises en se référant plus particulièrement à certains secteurs de produits de base, comme l'agriculture, dans le cadre du nouveau système commercial international.

"The Uruguay Round and its Follow-Up: Building a positive agenda for development". Rapport du secrétariat de la CNUCED, 1997 (UNCTAD/ICTD/TED/2).

Il s'agit d'un rapport sur une réunion d'experts informelle convoquée par le Secrétaire général de la CNUCED pour examiner les conséquences et les effets dynamiques du Cycle d'Uruguay et des activités de suivi pour les pays en développement.

"World commodity trends and prospects" A/55/...

(Ce rapport a été préparé dans le cadre de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Son numéro et sa date de publication ne sont pas encore connus.)

L'importance des produits de base dans le commerce mondial est en recul et les pays en développement voient leur part dans le commerce mondial des produits de base diminuer, même pour leurs produits d'exportation traditionnels. À l'exception de quelques pays, nombreux sont ceux qui n'ont pas été en mesure de prendre des parts de marché significatives sur les marchés en croissance rapide des produits agricoles à forte valeur et des produits transformés, ni même d'entrer sur ces marchés. Le soutien massif aux produits agricoles dans les pays développés a largement contribué à cette situation. La perte de parts de marché et l'échec à pénétrer les marchés dynamiques sont particulièrement marqués pour les pays africains, les pays les moins avancés (PMA) et le groupe des pays d'Asie, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Les prix des produits de base, qui ont été jusqu'ici extrêmement bas, aggravent les effets négatifs de cette situation sur les économies des pays dépendants de ces produits. L'accroissement des rendements n'a pas permis de contrebalancer ces effets sur les produits agricoles, et, pour les métaux et les minéraux, les réductions de coûts ont été importantes. Les marges entre les prix mondiaux des produits de base et les prix finals payés par les consommateurs ont en outre augmenté et une proportion moins élevée de la valeur du produit final bénéficie aux pays producteurs.

La concentration au niveau de la demande sur les marchés mondiaux des produits de base se poursuit, alors que la participation de l'État dans les secteurs agricoles des pays en développement s'est réduite de manière radicale. C'est principalement la raison pour laquelle la prestation interne de certains services essentiels a été entravée et que des entreprises acheteuses possédant d'importantes ressources financières ont pu s'introduire largement dans les structures de commercialisation et de production des pays en développement. Bien que cette situation ouvre des possibilités pour les entreprises orientées vers l'exportation dans les pays en développement, elle suscite également des enjeux élevés pour ces entreprises qui ont besoin des compétences professionnelles beaucoup plus sophistiquées.

Ce rapport tente d'identifier et d'examiner les questions abordées ci-dessus qui touchent actuellement les marchés des produits de base et les pays en développement exportateurs de produits de base. La section II fournit des informations sur la tendance au déclin et la chute actuelle des prix des produits de base et présente une vue d'ensemble de l'évolution du commerce mondial des produits de base depuis les années 70. La section III examine les changements survenus dans les structures du commerce, en soulignant les tendances parallèles de concentration sur les marchés mondiaux et de libéralisation dans les pays producteurs, et examine les répercussions de ces tendances sur les pays exportateurs de produits de base. La dernière section étudie les développements récents apparus dans le cadre de la coopération internationale sur les produits de base.

1998

"International trade liberalization and implications for diversification in Africa", ITCD/COM/1, 15 juillet 1998.

De nombreux pays africains dépendent de la production et de l'exportation d'un petit nombre de produits de base, et la diversification dans des exportations non traditionnelles est un objectif important de leurs programmes de développement. Étant donné leur avantage comparatif, i) les fruits frais et transformés, les légumes et le poisson, ii) les textiles et les vêtements, et iii) les chaussures et les ouvrages en cuir semblent être les alternatives les plus sérieuses pour beaucoup de ces pays. L'exportation de leurs produits traditionnels sous des formes transformées constitue une autre question prioritaire dans le cadre de la diversification.

La réduction récente des obstacles à l'accès aux marchés suite aux Accords de l'OMC a des répercussions positives sur l'élargissement du commerce international et contribue donc à ouvrir le champ des possibilités de diversification à l'échelle mondiale. Les implications pour les pays africains restent cependant mitigées. Premièrement, en dépit des mesures de libéralisation, les produits pour lesquels ces pays ont les meilleures possibilités d'exportation subissent les obstacles tarifaires les plus élevés dans les principaux pays importateurs. Deuxièmement, en raison de la réduction des taux NPF, les marges de préférence pour les pays africains provenant de leur statut spécial de PMA ou de pays ACP se sont érodées. Troisièmement, les mesures non tarifaires continuent de limiter l'accès aux marchés, notamment pour les produits mentionnés ci-dessus.

Une autre contrainte à laquelle doivent faire face de nombreux pays dans le nouvel environnement commercial multilatéral concerne les limites imposées par les Accords de l'OMC sur les mesures internes telles que les subventions à l'exportation. Toutefois, les pays africains, notamment les PMA, en sont exemptés pour l'instant. Cela leur donne un avantage par rapport à de nombreux autres pays, au moins à court terme. À plus long terme cependant, dans cette nouvelle période de mondialisation et de libéralisation, les questions les plus importantes pour la diversification et le développement sont l'amélioration de la productivité, de l'efficacité et des compétences de gestion, c'est-à-dire l'amélioration de la compétitivité.

De nombreuses conditions préalables à cette amélioration sont nécessaires, depuis un environnement macro-économique favorable jusqu'à la fourniture d'infrastructures et de services de soutien aux réformes concernant les entreprises destinées à moderniser les technologies et l'approche commerciale de base. Ce rapport se limite toutefois à examiner les implications du nouvel environnement commercial international résultant du Cycle d'Uruguay sur la diversification des pays africains, par l'étude de ses répercussions sur la compétitivité. Les composants principaux du nouveau système commercial mondial relatifs aux produits importants pour l'Afrique sont étudiés, les implications de cet environnement pour les pouvoirs publics et les entreprises sont examinées, ainsi que la place particulière que tient l'investissement étranger direct en Afrique, qui peut aider la région à profiter des possibilités offertes par la libéralisation mondiale et contribuer à la diversification des économies africaines.

"WTO Sanitary and Phytosanitary Agreement: Issues for Developing Countries", Simonetta Zarrilli, dans *Positive Agenda and Future Trade Negotiations*, UNCTAD/ITCD/TSB/10.

Résumé

Les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) sont généralement appliquées, à la fois sur les produits fabriqués au niveau national et sur les produits importés, afin de protéger la santé ou la vie des personnes et des animaux contre des risques d'origine alimentaire, les personnes contre les maladies animales ou transportées par les végétaux, les végétaux et les animaux contre des parasites ou des maladies et le territoire d'un pays contre la dissémination d'un parasite ou d'une maladie. Pour atteindre ces objectifs, les mesures SPS peuvent traiter les caractéristiques des produits finals ainsi que les méthodes de production, de transformation et de transport des marchandises. Elles peuvent prendre la forme de certificats d'évaluation de la conformité, d'inspections, d'exigences de quarantaine, d'interdictions d'importation et autres. Bien que certaines de ces mesures SPS puissent entraîner des restrictions commerciales, les gouvernements reconnaissent généralement que certaines restrictions sont nécessaires et appropriées pour la protection de la santé et de la vie des personnes, des animaux et la préservation des végétaux.

Les mesures sanitaires et phytosanitaires ne constituent pas un aspect nouveau du commerce agricole mondial. En raison des préoccupations exprimées sur l'éventualité d'une utilisation des mesures SPS à des fins protectionnistes, un accord spécifique sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires a été négocié au cours du Cycle d'Uruguay. Cet accord reconnaît que les pays ont le droit de conserver des mesures SPS pour la protection de la population et du secteur agricole. Il exige cependant que les pays fondent leurs mesures SPS sur des principes scientifiques et qu'ils ne les utilisent pas comme des restrictions déguisées au commerce.

Malgré des préoccupations croissantes concernant la conformité de certaines mesures sanitaires et phytosanitaires avec l'Accord SPS et les obstacles déloyaux au flux des échanges agricoles, les pays en développement ne sont pas bien placés pour résoudre cette question. Ils manquent d'informations exhaustives sur le nombre de mesures qui affectent leurs exportations; ils ne sont pas sûrs de la conformité ou de la non-conformité avec l'Accord SPS; ils ne possèdent pas d'estimations fiables sur les répercussions de ces mesures sur leurs exportations; ils sont confrontés à de sérieux problèmes concernant la recherche scientifique, l'évaluation de la conformité et l'équivalence. Les pays en développement sont dans l'incapacité de participer activement au processus d'élaboration des normes internationales et sont donc confrontés à des difficultés lorsqu'ils doivent respecter des mesures SPS sur des marchés étrangers fondés sur des normes internationales. Les exigences relatives à la transparence représentent un fardeau pour les pays en développement, qui ne peuvent souvent pas tirer avantage de ces exigences par manque d'infrastructures appropriées. La disposition concernant l'adaptation aux conditions régionales, qui serait très avantageuse pour les pays en développement, a été peu utilisée à cause des difficultés engendrées par ses aspects scientifiques. Les dispositions relatives au traitement spécial et différencié pour les pays en développement restent relativement théoriques et n'ont apparemment pas débouché sur une avancée concrète en leur faveur.

Il est à noter que, selon l'article 12:7, le fonctionnement et la mise en œuvre de l'Accord SPS ont été examinés en 1998 et finalisés en mars 1999. Toutefois, cet examen a été jugé incomplet par les pays Membres, il a donc été convenu que les pays pourraient à tout moment soumettre des questions auprès du Comité SPS. L'article 12:7 spécifie que le Comité examinera le fonctionnement et la mise en œuvre de l'Accord selon les besoins. Cela ouvre la possibilité aux pays Membres en développement d'adopter une approche proactive.

Il est cependant important de garder à l'esprit que, bien que tous les efforts doivent être faits pour limiter l'utilisation des mesures SPS à des fins protectionnistes et qu'à cet égard, certaines modifications du texte de l'Accord SPS pourraient être envisagées, dans la plupart des cas, les mesures SPS reflètent de véritables préoccupations sur la protection de la santé et la sécurité. Les consommateurs demandent de plus en plus aux pouvoirs publics d'être vigilant et de faire des efforts pour réduire au minimum les risques de commercialisation et d'importation de produits qui pourraient mettre en danger la santé des personnes ou des animaux ou nuire à l'agriculture. Cette situation est le résultat de plusieurs événements, tels que la maladie dite "de la vache folle" et le cas récent de contamination par la dioxine de nombreux produits agricoles (et de sa propagation par le biais du commerce international), qui ont été perçus par les consommateurs comme dangereux pour la santé et la sécurité. L'utilisation croissante de graines génétiquement modifiées et le sentiment que les cultures génétiquement modifiées peuvent nuire à la santé des personnes et des animaux et à l'environnement, font qu'il y a une forte demande en faveur de mesures sanitaires et phytosanitaires rigoureuses. Pour les pays en développement, la meilleure option est donc de prendre les dispositions nécessaires pour répondre aux exigences qui apparaissent sur leurs marchés cibles ainsi qu'aux souhaits et aux attentes des consommateurs finals, en fournissant des produits sûrs et de bonne qualité. Cela implique des connaissances, des compétences et

des capacités. Le renforcement des capacités internes dans le domaine des SPS aiderait également les pays en développement à identifier les produits qu'ils souhaiteraient éliminer de leurs marchés en raison des conséquences négatives éventuelles sur la santé des personnes et des animaux et sur l'environnement. Les pays développés et les organisations internationales pertinentes devraient être disposés à soutenir les pays en développement dans cet effort.

"Uruguay Round Results and the Emerging Trade Agenda: Quantitative-based Analyses from the Development Perspective", 1^{er} août 1998, UNCTAD PUBL/98/23.

Résumé

Les études regroupées dans ce volume peuvent être divisées entre celles qui présentent les analyses de l'incidence et des effets dynamiques du Cycle d'Uruguay et de son suivi sur les pays en développement (dans l'agriculture, les textiles et les vêtements et les services), et celles qui abordent des questions nouvelles (telles que le régionalisme, l'environnement, les normes d'emploi et les politiques de la concurrence) du programme de travail relatif au commerce multilatéral. Cette approche est essentiellement quantitative et, bien que les résultats soient provisoires, ils présentent néanmoins des perspectives intéressantes.

1999

"Preparing for Future Multilateral Trade Negotiations; Issues and Research Needs from a Development Perspective", 1^{er} juin 1999, UNCTAD/ITCD/TSB/6.

Résumé

Ce rapport se fonde sur la documentation présentée et les discussions ultérieures lors de la Réunion spéciale du groupe d'experts du Secrétariat général de la CNUCED qui s'est tenue les 21 et 22 septembre 1998 au Palais des Nations à Genève. Les contributions apportées lors de la réunion ont été élaborées et complétées à partir de données explicatives supplémentaires. Chaque chapitre est consacré à l'un des éléments possibles des "initiatives de négociation" abordées lors de la réunion: Agriculture; Services; Commerce électronique; Mesures antidumping; Normes; Droits appliqués dans le secteur industriel; Accord sur les ADPIC; Commerce et concurrence; Commerce et investissement; et Traitement spécial et différencié.

2000

"Subsidies, countervailing measures and developing countries: With a focus on the Agreement on subsidies and countervailing Measures", UNCTAD/DITC/COM/23, 4 juillet 2000.

Ce document tente de clarifier l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires dans l'intérêt des pays en développement, qui sont souvent mal équipés pour profiter pleinement des avantages qui leur sont accordés dans le cadre de l'Accord. Les questions abordées dans ce document comprennent le champ d'application et la structure de l'Accord, les catégories de subventions, les mécanismes de mise en œuvre des mesures compensatoires et le règlement des différends. Bien que cet accord ne s'applique qu'aux subventions industrielles alors que les subventions agricoles relèvent des dispositions de l'Accord sur l'agriculture, ce dernier est mentionné étant donné l'importance de l'agriculture et des politiques agricoles nationales sur les produits de base dans les pays en développement. Le but est de souligner les différences qui régissent l'utilisation des subventions et les mesures compensatoires en agriculture et dans d'autres secteurs. Sont également abordées des

suggestions d'amélioration de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires qui pourraient bénéficier aux pays en développement, ainsi que les discussions sur le lien entre la suppression des subventions dans les pays développés et la "multifonctionnalité" de l'agriculture.

"Interests and Options of Developing and Least-Developed Countries in a New Round of Multilateral Trade Negotiations", T. Ademola Oyejide, *G-24 Discussion Paper Series*, n° 2, 5 janvier 2000, UNCTAD/GDS/MDPB/G24/2.

Résumé

Les intérêts et les options de négociation doivent être identifiés par rapport au contenu du programme possible d'un nouveau cycle de négociations. Plusieurs éléments importants de ce programme sont classés dans ce qui est appelé le "programme incorporé", notamment i) une évaluation de la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay; ii) des examens spécifiques d'accords particuliers mandatés par le Cycle d'Uruguay; et, au centre du nouveau cycle, iii) les nouvelles négociations sur l'agriculture, l'AGCS et les ADPIC.

"The Millenium Round and Developing Countries: Negotiating Strategies and Areas of Benefits", Arvind Panagariya, *G-24 Discussion Paper Series*, n° 1, 3 janvier 2000, UNCTAD/GDS/MDPB/G24/1.

Résumé

Rédigé avant la conférence de l'OMC de Seattle, ce document identifie des stratégies de négociation et les domaines d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales dont pourraient profiter les pays en développement. Bien que les tentatives d'ouverture d'un nouveau cycle à Seattle aient échoué, la stratégie décrite dans ce document resterait pertinente si de nouveaux efforts étaient entrepris dans ce sens. Du point de vue de la stratégie globale, les pays en développement devraient limiter le programme d'un nouveau cycle au programme incorporé du Cycle d'Uruguay, en plus de la libéralisation du commerce des produits industriels. Dans une perspective à long terme, ils doivent consacrer des ressources humaines et financières importantes à la création de capacités locales de recherche et de négociation sur les questions liées à l'OMC. Les domaines abordés dans ce document comprennent la libéralisation du commerce, l'accord multilatéral sur l'investissement, le règlement des différends, les mesures antidumping et les normes d'emploi et environnementales. Les avantages attendus de la libéralisation du commerce des produits industriels pour les pays en développement justifient leur inclusion dans le nouveau cycle, même s'ils ne font pas partie du programme incorporé du Cycle d'Uruguay. Dans le domaine agricole, les pays en développement doivent se méfier de la multiplication des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) qui risquent de devenir les obstacles les plus importants à l'encontre de leurs exportations agricoles au fur et à mesure de la libéralisation de l'agriculture.

"Impact of the Reform Process in Agriculture on LDCs and Net Food-Importing Developing Countries and Ways to Address Their Concerns in Multilateral Trade Negotiations", TD/B/COM.1/EM, 20 juin 2000.

(Note d'information rédigée par le secrétariat de la CNUCED pour la réunion d'experts sur l'incidence du processus de réforme de l'agriculture sur les PMA et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et sur les moyens permettant d'aborder leurs problèmes lors des négociations commerciales multilatérales, Genève, du 24 au 26 juillet 2000.)

Résumé analytique

Au cours des négociations du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture, des préoccupations ont été exprimées au sujet des incidences négatives (à court terme) que la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture, et plus particulièrement des engagements concernant la réduction des subventions à l'exportation, pourrait avoir sur les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, en raison surtout de l'augmentation du coût total des importations de produits alimentaires résultant de la hausse attendue des prix agricoles. Afin d'apaiser ces craintes, les États Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont adopté, dans le cadre des Accords du Cycle d'Uruguay, la "Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires".

La présente note d'information suggère que la mise en œuvre de la décision n'a pas donné de résultats satisfaisants, essentiellement pour trois raisons. Premièrement, la décision ne prévoit pas de mécanisme opérationnel chargé d'appliquer les mesures de soutien qui y sont spécifiées. Deuxièmement, rien n'a été tenté à l'OMC pour évaluer systématiquement quelles incidences la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture pouvait avoir sur les PMA et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, bien que plusieurs des mesures de soutien décrites dans la décision semblent dépendre de telles évaluations. Troisièmement, les effets induits de l'Accord sur l'agriculture dans chaque pays (par exemple l'augmentation du coût total des importations de produits alimentaires due à l'élimination des réductions de prix obtenues des pays exportateurs avant 1995) ont à peine fait l'objet d'un débat de fond à l'OMC quand a été examinée la suite donnée à la décision, même si, pour certains aspects de l'Accord sur l'agriculture, les incidences, bien qu'apparemment négligeables au niveau mondial, ne peuvent être diagnostiquées à l'échelon de chaque pays.

La présente note d'information traite des incidences de l'Accord sur l'agriculture sur les PMA et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et tente de cerner les questions qui pourraient retenir l'attention de la réunion d'experts quand elle examinera les moyens de répondre aux préoccupations que suscitent dans les PMA et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires leurs problèmes spécifiques liés à la réforme de l'agriculture.

"The Interests of Developing Countries in the Next Round of WTO Agricultural Negotiations", Tim Josling et Stefan Tangermann, dans *Positive Agenda and Future Trade Negotiations*, UNCTAD/ITCD/TSB/10.

Conclusions

Lorsque l'on évalue les intérêts des pays en développement dans le programme spécifique des nouvelles négociations commerciales sur l'agriculture, deux questions doivent être abordées. La première est de savoir si la mesure envisagée, si elle est mise en œuvre par d'autres, a des conséquences acceptables ou bénéfiques pour les pays en développement ou si elle tend à nuire à leurs intérêts. La seconde question, à l'opposé de la première, est de savoir si les pays en développement eux-mêmes peuvent accepter la même mesure appliquée à leurs propres économies. Les réponses à ces deux questions peuvent évidemment différer. Cela illustre la principale question stratégique à laquelle sont confrontés les pays en développement à l'approche du nouveau cycle de négociations agricoles. Comment un pays peut-il soutenir la poursuite de réformes souhaitables pour le commerce des produits agricoles sans pour autant payer un lourd tribut en termes d'autonomie politique et de structure d'accès préférentiel dont il bénéficie actuellement? Le "traitement spécial et différencié" est un

moyen classique de résoudre ce dilemme. Si les changements induits par une mesure donnée sont appropriés pour les pays développés mais moins applicables, ou difficiles à mettre en œuvre, pour les pays en développement, le traitement spécial et différencié peut être invoqué. Mais il y a toujours eu un coût implicite à ce traitement, qui se traduit inévitablement par une perte d'influence sur le programme pour les pays qui choisissent de refuser ou de différer certaines disciplines. Il est peut-être temps de redéfinir le traitement spécial et différencié afin d'identifier quelques domaines de politique commerciale où les pays en développement ont des difficultés particulières, et de renoncer à une acception plus large de ce concept utilisée pour retarder les ajustements nécessaires. Les pays en développement sont les marchés émergents dont les pays développés ont besoin pour poursuivre leur expansion économique, sur les produits alimentaires comme sur beaucoup d'autres biens. Les pays en développement devraient généralement profiter de ce processus d'expansion économique. Il est peut-être plus avantageux de participer pleinement à la libéralisation du commerce, en s'assurant que les produits et les marchés intéressants pour les pays en développement sont inclus, que de tirer parti de "l'exclusion" de certaines dispositions qui permet essentiellement aux autres pays d'établir le programme. Il est évident que les pays en développement n'ont pas tous les mêmes intérêts. L'argument de ce document est qu'il existe malgré tout suffisamment d'intérêts similaires pour pouvoir définir une position commune "des pays en développement" sur les questions principales, même si l'importance des aspects individuels peut varier selon les régions et les pays. Le succès de toute stratégie en cours d'élaboration dépendra de l'existence ou non de cette concordance d'intérêts. Les pays en développement profiteront généralement de la poursuite de la libéralisation des marchés des produits agricoles, qui entraînera une nouvelle réduction des droits de douane, l'élimination des subventions à l'exportation et le renforcement des contraintes sur le soutien interne dans les pays industrialisés. Bien des problèmes du commerce mondial des produits agricoles proviennent des politiques appliquées dans les pays industrialisés pour soutenir les prix des produits de base. Les pays en développement ont supporté la plus grande part de l'instabilité et de l'incertitude des marchés de produits agricoles. Soutenir des mesures de réforme supplémentaires serait de l'intérêt général des pays en développement. Les pays en développement qui n'ont pas encore achevé la réforme de leurs politiques nationales et commerciales pour tirer parti des marchés mondiaux et du recul des préférences rencontreront des difficultés dans la poursuite des réformes. Ces pays devraient essayer de gagner du temps pour coordonner cette réforme avec les Accords de l'OMC. Les avantages que peut tirer un pays de l'amélioration continue de l'accès aux marchés et de la réduction de subventions perturbatrices sont fonction de son engagement dans les marchés mondiaux. Les réformes internes jouent ainsi un rôle essentiel dans la stratégie de négociation commerciale des pays en développement. Les systèmes de préférence actuels devraient être étudiés à la lumière des avantages durables tirés de l'accès aux marchés et de la baisse inévitable des niveaux de préférence. Une certaine érosion des préférences est inévitable mais elle sera compensée par le fait que ces préférences sont supérieures sur les produits qui bénéficient d'une protection élevée (par exemple, le sucre). Dans ce cas, la libéralisation sera probablement lente. À mesure que la valeur de ces préférences diminuera, il deviendra inutile de dépenser une grande quantité de "capital" de négociation pour les conserver à leurs niveaux actuels. Il est essentiel de résoudre le problème du rôle des préférences dans le système commercial afin de retrouver la stabilité nécessaire aux investissements et à la croissance. Les accords commerciaux régionaux offrent une alternative pour la politique commerciale qui devrait à terme mener à une plus grande ouverture des marchés. Les pays en développement devraient encourager l'inclusion de l'agriculture dans ces accords et s'assurer que la protection externe est suffisamment faible pour éviter tout détournement significatif des échanges. La conversion des accords préférentiels actuels en accords de libre-échange réciproques pourrait permettre à la fois de résoudre le problème des préférences au sein du système multilatéral et de renforcer la coopération régionale et l'intégration des marchés. Les pays en développement d'une même région (et notamment lorsqu'ils sont membres du même bloc

commercial) devraient envisager d'unir leurs ressources et de négocier certains points sur des sujets relatifs à l'agriculture, de manière à ne pas dupliquer leurs efforts et à éviter la sous-représentation dans les réunions. Ils devraient étudier les moyens d'utiliser les groupes établis de pays, tels que le Groupe de Cairns, pour optimiser leur efficacité lors des négociations. Si un groupe parallèle de pays "importateurs de produits alimentaires" devait être formé, il serait utile de convenir d'une stratégie avec le Groupe de Cairns. Plusieurs groupes concurrents de pays en développement pourraient en effet limiter leur impact sur les négociations agricoles.

"Agricultural Trade Barriers, Trade Negotiations, and the Interests of Developing Countries", Hans Binswanger, Ernst Lutz, TD(X)/RT.1/8. (Document préparé pour la Table ronde de haut niveau sur le commerce et le développement: orientations pour le XXI^{ème} siècle, 12 février 2000.)

Résumé analytique

Il est impossible de lutter contre la pauvreté dans les régions rurales s'il n'y a pas de croissance. Or, ces régions ne peuvent susciter une croissance soutenue de la demande agricole que si elles commercent avec les villes, les pays voisins et le reste du monde. C'est là le premier problème. Le second tient au fait que le commerce mondial des produits agricoles et agro-industriels s'est développé moins vite que le commerce en général. De surcroît, les pays en développement ne sont pas parvenus à s'approprier une part de la croissance des échanges commerciaux qui soit aussi grande pour l'agriculture qu'elle ne l'est pour l'industrie, ce qui a freiné l'expansion et la diversification de l'agriculture dans le monde en développement. La croissance relativement lente du commerce des produits agricoles - et les difficultés rencontrées par les pays en développement pour s'approprier une part de cette croissance - n'ont rien de surprenant. Les pays développés comme les pays en développement se sont heurtés tout au long de ce siècle à de formidables obstacles au commerce des produits agricoles, dont les effets cumulés sur l'expansion de l'agriculture dans les pays en développement sont l'une des principales causes de la lenteur du développement rural et de la réduction de la pauvreté dans les campagnes. Les pays en développement ont réduit de beaucoup les obstacles qu'ils avaient posés au commerce des produits agricoles. Par contre, les aménagements apportés par les pays développés à leur politique agricole et les négociations commerciales du Cycle d'Uruguay ont à peine entamé le démantèlement des obstacles au commerce des produits agricoles et agro-industriels. Ces contraintes qui pèsent sur le commerce des produits agricoles, et en particulier le protectionnisme pratiqué par les pays industriels, continuent de réduire dans des proportions énormes les moyens d'existence des populations du monde en développement, à raison de trois fois plus que les restrictions imposées au commerce des textiles. (Elles continuent également de coûter cher aux pays développés.) Les pertes à ce titre font plus que réduire à néant l'aide apportée sous forme de don. L'une des questions essentielles sur lesquelles la CNUCED doit se pencher est la suivante: est-il possible de réduire suffisamment les obstacles au commerce international des produits agricoles et agro-industriels, et cela dans un laps de temps suffisamment court, pour que la stratégie de lutte contre la pauvreté dans les zones rurales des pays en développement puisse s'appuyer avant tout sur l'expansion de l'agriculture et sur l'emploi rural non agricole, au lieu d'être largement tributaire des programmes sociaux et régimes de protection sociale? L'analyse des facteurs limitatifs de l'accroissement de la demande agricole a fait état à de nombreuses reprises des interventions antiproductives et obstacles décidés par les pays en développement. Il en a été supprimé un grand nombre, mais il en reste encore beaucoup. Nous affirmons ici que les pays en développement doivent continuer à réformer leurs politiques agricoles. Cela dit, priorité doit être donnée aux obstacles au commerce des produits agricoles érigés par les pays développés, ainsi qu'à la possibilité de les réduire au cours du prochain cycle de négociations de l'OMC. Il faudrait interdire les subventions à

l'exportation, réduire les subventions aux productions nationales, augmenter les quantités sous contingent tarifaire, supprimer la progressivité des droits de douane sur les produits agricoles transformés, enfin réduire le niveau de dispersion des droits consolidés à l'importation de produits agricoles. La CNUCED devrait définir ses fonctions et son programme de travail en partenariat avec l'OMC, la FAO, le FMI et la banque mondiale. Elle devrait:

- offrir aux pays en développement un cadre de discussion sur le commerce et les questions apparentées;
- tenir à jour des bases de données sur le commerce et fournir des informations;
- réaliser des analyses de qualité;
- apporter une assistance technique concernant les normes et règles ainsi que le règlement des différends;
- militer pour une plus grande ouverture des marchés des pays industriels;
- contribuer à la création d'alliances et aider les pays en développement à définir des positions communes pour les négociations commerciales multilatérales.

"International trade in genetically modified organisms and multilateral negotiations: A new dilemma for developing countries", Simonetta Zarrilli, GE./... (Document non publié.)

Résumé analytique

Pour pouvoir exporter leurs produits, les pays en développement doivent de plus en plus être capables de prouver que leurs marchandises satisfont aux normes et réglementations en vigueur dans les pays importateurs. Les normes et réglementations sont destinées à s'assurer, entre autres, que les produits nationaux et importés sont sûrs, de bonne qualité et qu'ils ont aussi peu d'effets négatifs que possible sur l'environnement. Pendant longtemps, la principale préoccupation exprimée par les pays en développement à ce sujet concernait la possibilité que leurs partenaires commerciaux utilisent des mesures de protection de la santé, de la sécurité et de l'environnement, ou d'assurance de la qualité des produits, dans un but protectionniste. À cause de cela, les pays en développement se sont efforcés de s'opposer à l'application de réglementations par trop rigoureuses, à certaines modifications des Accords sur les obstacles techniques au commerce et à l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. Ils se sont également opposés aux modifications de l'article XX de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), qui concerne des exceptions générales aux obligations du GATT. Ces modifications avaient été proposées par plusieurs pays développés pour mieux résoudre des questions autres que commerciales dans le cadre du système commercial multilatéral, notamment celles concernant la protection de l'environnement.

La situation semble toutefois se compliquer depuis quelques temps. Les préoccupations exprimées par les pays en développement sur l'accès aux marchés sont toujours très vives mais ces pays sont maintenant confrontés à un nouveau problème concernant le commerce des produits dont la sécurité et les effets possibles sur l'environnement ne sont pas bien connus à l'heure actuelle: les organismes génétiquement modifiés (OGM) et les produits qui en découlent. Un OGM est un organisme dans lequel le matériel génétique a été modifié d'une manière qui ne s'effectue pas naturellement par multiplication et/ou par recombinaison naturelle.⁴ Rares sont les pays en développement à avoir déjà adopté une législation dans ce domaine, ils estiment que leurs capacités scientifiques limitées, leurs problèmes récurrents de vérification des produits à la frontière et

⁴ Cette définition est donnée dans la Directive CE 90/220. Voir note de bas de page n° 15.

leurs capacités limitées à effectuer leurs propres estimations de risques et avantages induits, ne leur permettent pas de traiter correctement les problèmes que posent les OGM. Ils ont donc demandé l'élaboration de règles internationales à ce sujet. Le Protocole de Carthagène sur la biosécurité, qui représente la réponse convenue au plan international à ces questions et à d'autres préoccupations apparentées, fournira, lorsqu'il entrera en vigueur, le cadre légal du commerce international des OGM, au moins entre les différentes parties, bien que ses liens avec les disciplines du commerce multilatéral soient peu clairs. Le Protocole donne un pouvoir discrétionnaire relativement important aux pays importateurs sur les biens qu'ils sont disposés à importer. Le cadre commercial établi par le Protocole de Carthagène est donc assez différent de celui que les pays en développement ont traditionnellement soutenu au sein de l'OMC.

Deux types de défis attendent par conséquent les pays en développement. Le premier consiste à réconcilier les préoccupations relatives à l'accès aux marchés avec celles concernant la nécessité de protéger la santé des personnes et des animaux et l'environnement contre des produits potentiellement dangereux qui pourraient être introduits par le biais du commerce international. Le second concerne les Membres de l'OMC qui pourraient juger qu'une décision sur la modification des règles commerciales multilatérales pour mieux traiter les questions liées à l'environnement et à la santé ne peut être repoussée plus longtemps. Ceci pourrait se produire en raison de l'ampleur des inquiétudes liées aux biotechnologies, d'un certain manque de clarté du Protocole de Carthagène et des divergences entre ses différentes interprétations, ainsi que de la réticence des pays à laisser la résolution de ces différends entre les mains des groupes de travail de l'OMC et de l'Organe d'appel.

Actuellement, il existe au moins quatre cadres de discussion, qui ne s'excluent pas mutuellement, au sein de l'OMC dans lesquels le commerce des produits issus des biotechnologies pourrait être, ou a déjà été, abordé, directement ou indirectement: les Comités sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et sur les obstacles techniques au commerce; le Comité sur le commerce et l'environnement; le Comité sur l'agriculture (les négociations sur l'agriculture ont débuté en mars 2000, conformément à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture) et, si un nouveau cycle de négociations multilatérales est ouvert, un groupe de travail spécial formé au sein de l'OMC. Toutefois, la façon dont le commerce international des OGM sera réglementé aura probablement des répercussions qui iront au-delà de ce secteur spécifique. Par exemple, si le système de l'OMC permet à l'avenir une plus grande souplesse d'interprétation du principe de précaution pour répondre aux questions de santé et d'environnement relatives au commerce des OGM, la même souplesse d'interprétation pourra s'appliquer dans d'autres domaines, tels que le commerce des produits agricoles conventionnels. Si, en raison des intérêts économiques en jeu, des efforts sont faits pour clarifier les relations entre les règles commerciales du Protocole de Carthagène et celles issues des Accords spécifiques de l'OMC, la même approche sera probablement appliquée à d'autres accords multilatéraux contenant des règles commerciales. Chaque cadre de négociation a des caractéristiques différentes et les discussions peuvent atteindre des résultats différents selon le cadre dans lequel elles sont menées.

Des discussions sur les OGM ont également été entreprises dans des cadres multilatéraux autres que l'OMC, par exemple la Convention sur la diversité biologique, la Commission du Codex Alimentarius et la FAO. Ces cadres offrent des avantages considérables par rapport à l'OMC; ils sont spécialisés et bénéficient de l'expertise technique nécessaire; ils accueillent également généralement les positions des pays en développement avec bienveillance. Les décisions prises dans ces cadres peuvent néanmoins être contestées à l'OMC si l'un de ses Membres estime que les décisions prises dans d'autres cadres nuisent à ses droits d'accès aux marchés.

Les pays en développement peuvent souhaiter participer de manière active au débat qui pourrait débiter sur ces questions pour s'assurer que tous les aspects de leurs préoccupations sont abordés et que leurs difficultés sont reconnues et prises en compte.

ii) *Travaux en cours*

"Simulation of various tariff-cutting formulas on market access in agricultural products." (Doit être achevée en 1998.)

Cette étude présentera une évaluation quantitative des conséquences, pour les exportations des pays en développement, des diverses formules de réduction tarifaire qui pourraient être appliquées aux produits agricoles. Elle examinera en outre l'incidence de la variation éventuelle du volume des contingents tarifaires associée à la modification des taux contingentaires et des taux hors contingent.

"Simulation of the trade and price effects of further reduction commitments as part of the continuation of the reform process in agriculture using UNCTAD's Agricultural trade policy simulation model (ATPSM)." (Doit être achevée en 1998.)

À l'aide du modèle ATPSM et des statistiques commerciales les plus récentes, cette étude simulera les effets sur le commerce et sur les prix de différentes hypothèses concernant les engagements en matière de réduction accrue du soutien interne, des subventions à l'exportation et des droits de douane sur les produits agricoles.

"Assessing the Results of General Equilibrium Studies of Multilateral Trade Negotiations", Joseph François, dans *Policy Issues in International Trade and Commodities Study Series*, n° 3, UNCTAD/ITCD/TAB/4. (À paraître en novembre 2000.)

Résumé succinct

Ce document concerne les constats qui peuvent être faits à propos du Cycle d'Uruguay quatre ans après le début de sa mise en œuvre, et leur comparaison avec les évaluations fondées sur l'étalonnage qui ont été diffusées à l'issue du Cycle d'Uruguay. L'objectif final est de tirer des enseignements sur la méthode d'évaluation du prochain cycle de manière à obtenir des informations utiles et à éviter les perceptions erronées. Le document présente tout d'abord une vue d'ensemble des modèles d'équilibre général appliqué (CGE) utilisés ou indiqués par les organisations internationales à l'issue du Cycle d'Uruguay. Viennent ensuite un résumé des résultats de ces modèles et une discussion sur l'expérience réelle de mise en œuvre du Cycle d'Uruguay. Le document présente enfin certaines conclusions tirées de cet exercice et des recommandations pour l'évaluation du prochain Cycle (ou, s'il ne s'agit pas techniquement d'un nouveau "cycle" de négociations, pour l'évaluation des prochaines séries de négociations multilatérales).

"What Can Developing Countries Infer from the Uruguay Round Models for Future Negotiations", John Whalley, in *Policy Studies in International Trade and Commodities Study Series*, n° 4, UNCTAD/ITCD/TAB/6. (À paraître en novembre 2000.)

Résumé succinct

Ce document examine les résultats des modèles d'équilibre général du commerce mis en place à la fin du Cycle d'Uruguay, en indiquant les gains dans leur ensemble et au niveau régional. Les résultats ont été calculés il y a environ cinq ans et ont été importants pour les discussions qui ont eu lieu à la fin du Cycle d'Uruguay au sujet des gains auxquels il faudrait

renoncer si le Cycle n'était pas achevé. Le document indique que certaines incohérences significatives et parfois difficiles à expliquer apparaissent entre les résultats des différents modèles. L'un des modèles montre des gains qui proviennent largement de la libéralisation du commerce agricole, un autre du commerce des textiles et un autre encore de réductions tarifaires. L'un estime la part des pays en développement à environ 10 pour cent de l'ensemble des gains, un autre voit leurs gains à plus de 50 pour cent. L'un prévoit une baisse des gains pour les pays en développement en raison de la suppression de l'AMF, un autre les voit comme largement gagnants. L'un estime que les effets d'une compétitivité insuffisante et des économies d'échelle doubleront les gains mondiaux, un autre ne montre pratiquement aucune incidence. Ces différences apparaissent même lorsque des groupes de données et des années d'étalonnage similaires sont utilisés et sont difficiles à expliquer sur la base des spécifications paramétriques des modèles apparemment utilisées, bien que celles-ci soient souvent mal expliquées. Ce document étudie également la vérification des modèles relatifs au comportement depuis la fin du Cycle d'Uruguay, il exprime des doutes sur sa faisabilité en s'appuyant sur des raisons présentées dans le document. Il s'efforce également de présenter les implications, le cas échéant, pour les pays en développement et les possibilités éventuelles de rendre ces modèles plus facilement utilisables pour les pays en développement dans le cadre du prochain cycle de négociations.

"An Integrated Approach to Agricultural Trade and Development Issues: Exploring the Welfare and Distribution Issues", Robert Scollay, dans *Analytical Studies on International Trade Issues: The Development Perspective*, UNCTAD. (À paraître en 2001.)

Résumé

L'analyse de l'équilibre général appliqué (CGE) est devenue une méthodologie reconnue pour évaluer les effets de la libéralisation sur le commerce et la prospérité. Ce document rend compte de la possibilité d'étendre l'utilisation de l'analyse CGE pour étudier des questions importantes liées aux relations entre le commerce et le développement, notamment les répercussions de la libéralisation du commerce sur la répartition des revenus et sur les façons dont les diverses politiques de développement peuvent altérer les effets de la libéralisation du commerce sur la prospérité et la répartition des revenus. Ces possibilités sont illustrées par la présentation d'une étude sur la libéralisation du commerce des produits agricoles dans la région APEC, mais il est suggéré que l'approche utilisée peut avoir une application plus générale.

Ce document commence par des informations de fond sur les initiatives de l'APEC, qui font l'objet d'une étude utilisée dans ce document à titre d'exemple, et se poursuit par un bref aperçu de l'utilisation des techniques CGE pour la modélisation des effets sur le commerce et la prospérité. L'utilisation classique de ces techniques pour analyser les effets d'une libéralisation commerciale potentielle de la région APEC sur le commerce et la prospérité est ensuite décrite, notamment sous l'angle de la libéralisation du commerce des produits agricoles. La discussion qui en résulte concerne des problèmes d'économie politique et des préoccupations sur le développement associés à la libéralisation du commerce des produits agricoles; elle souligne également l'importance de tenir compte des effets sur la répartition des revenus. Une proposition appelée Système alimentaire de l'APEC, créée au sein de l'APEC pour répondre à ces préoccupations, est ensuite brièvement présentée, puis le document décrit et examine en détail la façon dont les techniques CGE sont appliquées pour analyser les implications du Système alimentaire de l'APEC sur la répartition des revenus. Le document se termine par une discussion sur les résultats obtenus, qui sont donnés uniquement à titre d'information, et sur leurs implications.

"Issues at Stake for Developing Countries in the Agricultural Trade Negotiations", Harry de Gorter, dans *Analytical Studies on International Trade Issues: The Development Perspective*, UNCTAD. (À paraître.)

Résumé

Ce document décrit des problèmes que doivent résoudre les pays en développement pour respecter des engagements significatifs en matière de réduction du soutien à l'agriculture. Les effets de l'augmentation du contingent ou de la baisse des droits de douane sont complexes dans la mesure où ils dépendent du régime initial auquel se substitue la libéralisation, en raison des effets de l'interaction entre les droits de douane et le contingent. Si l'on ajoute les importations hors contingent, les contingents sous-utilisés, les contingents et droits de douane préférentiels, et les contingents non notifiés, l'analyse se complique encore davantage. Il n'existe donc pas de règle simple qui pourrait être suivie par les négociateurs pour optimiser les effets sur la libéralisation du commerce des engagements en matière de réduction de l'accès aux marchés. La concentration en début de période et le dépôt en banque des subventions non utilisées ont permis de contourner les engagements en matière de réduction des subventions à l'exportation. Les conditions permettant de déterminer quand sont fixées les limites de volume par rapport aux limites de valeur sont déterminées pour les marchés statiques et les marchés dynamiques. Aucun engagement sur la subvention à l'exportation par unité ne permet de contourner les limites de volume par l'augmentation de la subvention à l'exportation par unité sur une proportion inférieure des exportations totales. Il convient de mettre en œuvre une règle voulant que la limite de volume soit appliquée à l'ensemble des exportations, même si une partie seulement des exportations a reçu des subventions. Les subventions à l'exportation devraient être redéfinies pour inclure, entre autres, les subventions à l'exportation financées "uniquement par les consommateurs".

Les mesures relatives au soutien interne posent problème car, du fait de leur couplage avec le soutien à la frontière, les prix du marché ne correspondent pas aux prix de soutien et le prix de référence mondial est fixe. Des arguments sont avancés pour expliquer pourquoi certains paiements directs aux agriculteurs inclus dans la catégorie verte devraient être reclassés. Une catégorie orange clignotante est recommandée pour les politiques de soutien interne au commerce non couplées avec le soutien à la frontière. Cette nouvelle mesure devrait être évaluée sur une base spécifique par produit de base pour empêcher tout déplacement du soutien entre les produits de base, et des critères devraient être élaborés de manière à récompenser les initiatives de réduction de la production.

"Analyzing the Economics of Trade Liberalization with Tariff-Quotas in the Uruguay Round Agreement on Agriculture", Ulla Kask, Harry de Gorter. (À paraître.)

Résumé succinct

Ce document développe une méthodologie complète permettant de modéliser les contingents d'importation comportant des droits de douane à deux niveaux dans le cadre de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture. Outre l'analyse économique fondamentale de la libéralisation des contingents d'importation, des tarifs contingentaires et des tarifs hors contingent, un modèle économique est élaboré avec la sous-utilisation du contingent comme facteur endogène. Un cadre analytique permettant de déterminer les effets des droits de douane préférentiels (y compris SGP), des contingents préférentiels, des contingents non notifiés et des importations hors contingent est également élaboré. Une méthode permettant de mesurer la répartition des rentes de contingentement entre les pays importateurs et exportateurs est présentée et inclut les effets de contingents et des droits de douane préférentiels.

Des exemples empiriques sont donnés pour de multiples situations qu'un modélisateur ou toute autre personne doit prendre en compte pour l'analyse des aspects économiques de la libéralisation du commerce par le biais des contingents tarifaires dans l'agriculture. Les problèmes relatifs aux sources des données, à l'interprétation des données publiées, les problèmes de regroupement des produits et les problèmes connexes sont illustrés par des exemples empiriques.

BANQUE MONDIALE

i) *Études achevées*

1990

"Bangladesh - Review of the experience with Policy Reforms in the 1980s" (Vol. 1).

Résumé succinct

Ce rapport examine la création et l'évolution des prêts à l'appui de réformes au Bangladesh, les principales questions qui se sont posées à la fin des années 70 et les premières initiatives du gouvernement. Il présente une évaluation des objectifs, des instruments de stratégie et de politique et de la conception des programmes d'action décrétés. La mise en œuvre et les résultats des réformes de politique agricole, industrielle et commerciale, du secteur financier et de la planification et de la gestion du budget d'équipement sont également décrits. Ce rapport s'appuie sur l'expérience de décaissement et d'utilisation des fonds de l'IDA, notamment l'efficacité de la conditionnalité et de la subdivision des prêts en plusieurs tranches. Il tire des enseignements et suggère des moyens de renforcer certains aspects du processus de prise de décision de la Banque mondiale et de son approche des questions macro-économiques et sectorielles. Enfin, le résumé analytique présente une vue d'ensemble de l'efficacité et des résultats des politiques de réforme mises en œuvre. Il évalue la viabilité de l'effort d'ajustement, indique un certain nombre de questions en suspens qui nécessitent l'attention du gouvernement et présente les principales conclusions et recommandations.

"Malawi - Agricultural Sector Adjustment Program" (Vol. 1).

Résumé succinct

Le premier objectif du Projet de crédit pour l'ajustement du secteur agricole est de soutenir le programme d'ajustement en cours du gouvernement pour obtenir une croissance durable, la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté. Dans ce but, le crédit permettra de soutenir des mesures destinées à lutter contre la pauvreté par le biais de la croissance agricole. Les opérations d'ajustement précédentes ont permis d'améliorer les soldes extérieur et intérieur. Pour maintenir la compétitivité des exportations, le projet poursuivra les réformes de manière à maintenir une politique de taux de change flexible, à améliorer les incitations à l'exportation et à étendre la libéralisation du commerce. Le crédit permettra également de poursuivre les réformes destinées à assurer des incitations à la production adéquates et à améliorer l'efficacité des circuits de commercialisation en développant le rôle du secteur privé. Le projet soutiendra de nouveaux changements de politique pour s'attaquer aux principales contraintes structurelles de l'agriculture grâce aux mesures suivantes: a) modifier la politique et le budget de la recherche pour développer les variétés de maïs à haut rendement; b) modifier la législation pour permettre aux petits exploitants de produire des cultures de rente à valeur élevée, du tabac Burley et augmenter les prix du tabac produit par ces exploitants; c) arrêter le transfert des terres entre les petites exploitations et les grands domaines; d) améliorer l'efficacité de l'utilisation et de la distribution des engrais; et e) améliorer l'efficacité de l'utilisation des terres des grands domaines. Le projet soutiendra également de nouvelles initiatives pour a) améliorer l'efficacité des dépenses publiques dans le secteur agricole; b) mettre en œuvre des projets pilotes pour trouver des moyens de cibler les subventions sur les engrais et le crédit aux populations pauvres; et c) renforcer le suivi des capacités du programme d'ajustement.

"Hungary - Integrated Agricultural Export Project" (Vol. 1).

Résumé succinct

L'agriculture hongroise étant en concurrence avec celle des pays tempérés de l'hémisphère nord, elle doit développer une structure commerciale nationale fonctionnelle qui envoie des signaux clairs aux secteurs agricole et agroalimentaire, sous forme de prix plus élevés pour les produits de qualité. Les objectifs du Projet d'exportation agricole intégré comprennent a) la fourniture de produits de qualité à l'exportation et b) l'amélioration de l'efficacité des producteurs agricoles en fournissant des ressources financières supplémentaires aux petits exploitants privés. Le projet inclura une ligne de crédit pour financer les investissements effectués par les agriculteurs et les entreprises agricoles et agroalimentaires privés pour améliorer leur fonctionnement. Les fonds d'investissement financeront l'installation de matériel, l'élevage et l'engraissement des animaux, les équipements pour l'amélioration de la production de céréales et de bétail, et les installations de stockage et de traitement des produits. Le projet inclura également d'importantes initiatives de politique agricole en faveur de la privatisation des biens agricoles et de la libéralisation des prix et du commerce.

O'Mara, Gerald T. "Analyzing the Effects of U.S. Agricultural Policy on Mexican Agricultural Markets using the MEXAGMKTS Model" (Vol. 1). Policy, Research, and External Affairs working paper, n° WPS 447.

Résumé succinct

Ce document utilise les résultats des simulations des modèles FAIRMODEL, USAGMKTS et MEXAGMKTS pour analyser les effets des changements de la politique agricole des États-Unis sur les marchés agricoles mexicains. L'auteur en conclut que, selon un scénario de libéralisation du commerce au Mexique, la production, les prix et le commerce agricoles mexicains sont relativement sensibles aux variations de la politique agricole des États-Unis. Ce projet de recherche part du fait que les politiques agricoles au Mexique (et dans de nombreux autres pays) sont souvent perçues comme des solutions de second ordre face aux effets négatifs des grandes politiques économiques destinées en premier lieu à atteindre des objectifs commerciaux macro-économiques et mondiaux. Le document examine également le rôle de l'agriculture dans la politique économique mexicaine et dans les modèles MEXAGMKTS, FAIR et USAGMKTS. Il comprend une analyse de la sensibilité des marchés agricoles mexicains à la politique agricole des États-Unis ainsi qu'un bref résumé des conséquences des résultats obtenus.

Koester, Ulrich et Bale, Malcolm D. "The Common Agricultural Policy: A Review of its Operation and Effects on Developing Countries" (Vol. 1).

Résumé succinct

Les évolutions de politique de la Communauté européenne (CE), premier importateur mondial et, depuis 1986, premier exportateur de produits agricoles, peuvent avoir des effets importants sur les marchés mondiaux et les pays en développement. Cet article étudie la Politique agricole commune (PAC) de la Communauté européenne, son historique, son mode de fonctionnement, ainsi que les perspectives et les possibilités de modification, afin de souligner les implications de cette politique sur les exportateurs et les importateurs des pays en développement. L'hypothèse qui se dégage de cette étude diffère de celle de nombreuses études dans la mesure où elle suggère qu'une libéralisation agricole dans la Communauté européenne n'aurait probablement pas beaucoup d'effet sur les prix des marchés mondiaux.

pendant les premières années. Le principal avantage que peuvent tirer les pays en développement d'une libéralisation de la PAC serait issu d'une stabilité accrue des prix des marchés mondiaux, d'un accès plus large aux marchés d'exportation et d'une réduction de l'incertitude actuelle due aux mesures discrétionnaires prises au sein de la Communauté européenne.

1991

"China - Options for Reform in the Grain Sector" (Vol. 1). A World Bank Country Study.

Résumé succinct

Frustrée par son incapacité à augmenter de manière significative les niveaux de vie dans les zones rurales après 30 ans de révolution socialiste, la Chine a entrepris fin 1978 ses fameuses réformes rurales, qui ont permis d'accélérer la transition entre une agriculture planifiée au niveau central et un système régi par le marché. La valeur réelle de la production agricole brute a ainsi doublé entre 1978 et 1989, parallèlement à une diversification considérable de la production agricole chinoise et des schémas de consommation alimentaire. En raison de revenus par habitant plus élevés et de préférences de plus en plus raffinées, l'importance des céréales courantes et des légumes de qualité inférieure dans l'alimentation de la population chinoise a diminué et est de plus en plus remplacée par un apport en viande, plusieurs variétés de fruits et des céréales courantes de meilleure qualité qui n'étaient que rarement disponibles sous le système commercial d'État. En 1991, la Chine s'est retrouvée à la croisée des chemins en matière de politique agricole. Bien que les activités bien moins réglementées du secteur de l'élevage et des cultures commerciales et industrielles aient entraîné une croissance louable de 3,5 à 4,5 par an, les résultats dans le secteur des céréales ont été inégaux. Ce document soutient donc qu'une libéralisation accrue du secteur des céréales devrait être la pièce maîtresse des prochaines réformes agricoles.

"Philippines - Rural Finance Project" (Vol. 1).

Résumé succinct

L'objectif du Projet de financement rural est de renforcer le cadre de politique qui régit le secteur financier rural afin de fournir un soutien au crédit plus efficace et plus actif dans les zones rurales. Le projet permettra de a) fournir des investissements et des crédits aux productions saisonnières pour soutenir les investissements agricoles/ruraux afin d'augmenter la production, les revenus et l'emploi; b) amener les institutions financières à répondre aux besoins de crédit des régions rurales de manière plus efficace, faciliter un meilleur accès aux banques commerciales, d'épargne et rurales dans les régions rurales, et c) renforcer l'accès des emprunteurs ruraux aux sources de crédit institutionnalisées. Le projet comprendra une seconde étape de soutien à la facilité de réescompte du Fonds de prêt agricole. Le renforcement du fonctionnement des institutions financières dans les zones rurales se fera par le biais d'une plus grande libéralisation des politiques bancaires concernant l'ouverture de nouvelles filiales dans les zones rurales, l'ajustement de la limite actuelle sur la possession maximale d'actions par des investisseurs individuels dans une banque rurale en difficulté afin de mobiliser les capitaux supplémentaires nécessaires, et amener les banques réputées à investir dans les banques rurales qui manquent de capitaux propres. Le renforcement de l'accès des agriculteurs aux sources de crédit institutionnalisées se fera par le biais du renforcement de deux institutions d'assurance/garantie existantes, la formation du personnel de coopération, ainsi que par l'élaboration et la mise en œuvre de projets pilotes/expérimentaux pour développer des systèmes de crédit nouveaux et efficaces et l'assistance technique dans les zones rurales.

1992

"Bangladesh - Food Policy Review: Adjusting to the Green Revolution" (Vol. 1).

Résumé succinct

Rares sont les pays à examiner la sécurité alimentaire avec un sentiment d'urgence aussi vif que le Bangladesh. Dix à 15 pour cent de la population seraient exposés à un risque nutritionnel grave, alors que la majorité de la population est touchée par la faim, les privations et l'insécurité alimentaire saisonnière. La politique alimentaire du gouvernement cherche à assurer un approvisionnement alimentaire abordable pour les consommateurs pauvres tout en prévoyant des mesures adéquates d'incitation sur les prix pour la production agricole. Ce rapport suggère qu'il est temps de permettre au secteur privé de jouer un rôle plus important dans la stabilisation des prix des céréales alimentaires et la garantie de la sécurité alimentaire. Le secteur public pourrait dès lors fonctionner plus efficacement en cas de catastrophe comme des cyclones et des inondations, en ciblant l'assistance sur les populations les plus exposées à un risque nutritionnel. Ce document propose un cadre d'action à moyen terme pour atteindre ces objectifs. Il implique i) la suppression des restrictions passées sur le commerce intérieur du secteur privé, le transport et le stockage des céréales alimentaires; ii) la libéralisation du commerce extérieur des céréales alimentaires; iii) l'adoption d'un mécanisme de stabilisation des prix axé sur le commerce qui s'appuierait sur le commerce du secteur privé et un fonds de stabilisation des importations/exportations du secteur public pour maintenir les prix du riz dans des limites acceptables; iv) l'élimination progressive des circuits de rationnement; v) l'extension des programmes de distribution destinés à des groupes particuliers; et vi) une plus grande responsabilisation du gouvernement concernant l'aide alimentaire et les flux financiers.

"Bangladesh - Food Policy Review: Adjusting to the Green Revolution" (Vol. 2).

Résumé succinct

Rares sont les pays à examiner la sécurité alimentaire avec un sentiment d'urgence aussi vif que le Bangladesh. Dix à 15 pour cent de la population seraient exposés à un risque nutritionnel grave, alors que la majorité de la population est touchée par la faim, les privations et l'insécurité alimentaire saisonnière. La politique alimentaire du gouvernement cherche à assurer un approvisionnement alimentaire abordable pour les consommateurs pauvres tout en prévoyant des mesures adéquates d'incitation sur les prix pour la production agricole. Ce rapport suggère qu'il est temps de permettre au secteur privé de jouer un rôle plus important dans la stabilisation des prix des céréales alimentaires et la garantie de la sécurité alimentaire. Le secteur public pourrait dès lors fonctionner plus efficacement en cas de catastrophe comme des cyclones et des inondations, en ciblant l'assistance sur les populations les plus exposées à un risque nutritionnel. Ce document propose un cadre d'action à moyen terme pour atteindre ces objectifs. Il implique i) la suppression des restrictions passées sur le commerce intérieur du secteur privé, le transport et le stockage des céréales alimentaires; ii) la libéralisation du commerce extérieur des céréales alimentaires; iii) l'adoption d'un mécanisme de stabilisation des prix axé sur le commerce qui s'appuierait sur le commerce du secteur privé et un fonds de stabilisation des importations/exportations du secteur public pour maintenir les prix du riz dans des limites acceptables; iv) l'élimination progressive des circuits de rationnement; v) l'extension des programmes de distribution destinés à des groupes particuliers; et vi) une plus grande responsabilisation du gouvernement concernant l'aide alimentaire et les flux financiers.

"Bangladesh - Selected Issues in External Competitiveness and Economic Efficiency" (Vol. 1).

Résumé succinct

Depuis 20 ans, la croissance économique du Bangladesh a été d'environ 4 à 5 pour cent par an, avec des perspectives de hausse limitées par le déclin persistant des investissements intérieurs entre 1981 et 1991 et la nécessité répétée d'ajuster les chocs exogènes qui ont tendance à interférer avec les objectifs de politique à plus long terme. Pour pouvoir réduire la pauvreté écrasante du pays, le PIB doit augmenter de 5 pour cent par an au cours de la prochaine décennie. Ce rapport identifie les principaux facteurs qui empêchent une plus forte croissance économique, il présente les réformes nécessaires pour accélérer la croissance et fournit une évaluation des perspectives de croissance sur les prochaines années. S'appuyant sur le rapport économique de l'an dernier qui préconisait de restaurer la stabilité économique et financière à court terme et de renverser le déclin persistant des investissements intérieurs, le présent rapport s'oriente sur la nécessité a) d'accélérer le rythme des réformes de politique, notamment dans le domaine du traitement des projets et de l'utilisation de l'aide; b) d'améliorer la compétitivité extérieure du Bangladesh; et c) de renforcer l'efficacité de la production intérieure, préalablement à toute stratégie de croissance axée sur l'exportation. Les politiques recommandées pour améliorer la compétitivité extérieure comprennent les politiques de libéralisation du commerce et de droits de douane et les réformes relatives au marché du travail dans le secteur institutionnel. Les politiques d'amélioration de l'efficacité économique s'appuient sur l'agriculture, les incitations à l'investissement et les réformes industrielles, ainsi que sur la rationalisation des entreprises publiques non financières.

Jaffee, Steven M. "How Private Enterprise Organized Agricultural Markets in Kenya" (Vol. 1). Policy, Research working papers, n° WPS 823. Agricultural policies.

Résumé succinct

La libéralisation des marchés agricoles et un rôle accru pour le secteur privé conduisent-ils à une structure commerciale compétitive en Afrique? L'auteur examine de manière empirique l'organisation et le développement d'un secteur africain dynamique orienté vers l'exportation - les exportations de produits horticoles du Kenya - dans lequel le secteur privé tient depuis longtemps une place dominante. L'auteur souligne le schéma de croissance impressionnant du secteur depuis 20 ans et examine les caractéristiques des entreprises privées participantes, le type de concurrence qui s'exerce entre elles et les instruments institutionnels qu'elles utilisent pour se procurer des matières premières pour la transformation et l'exportation. Il constate que malgré les investissements directs du gouvernement kenyan dans les activités de transformation et de commercialisation et l'application de règles et de mesures de soutien ciblées pour renforcer le rôle des Africains kenyans dans le commerce des produits horticoles, la majorité de ces échanges reste sous le contrôle de compagnies étrangères et de membres des minorités asiatique et européenne vivant au Kenya. Ce document examine également l'importance et les formes de concurrence de ce sous-secteur et étudie la vaste gamme d'arrangements institutionnels adoptés par les entreprises privées pour coordonner leurs propres activités de transformation et de commercialisation avec la production de produits horticoles et de matières premières au niveau des exploitations.

1993

"Burundi - Private Sector Development in Agriculture" (Vol. 1).

Résumé succinct

Le Burundi est l'un des rares pays africains subsahariens dans lesquels les augmentations de la production alimentaire ont suivi la croissance démographique au cours des dix dernières années. Il y a fort à parier que la croissance agricole du Burundi pourrait être accélérée et qu'elle pourrait largement dépasser la croissance démographique à moyen terme. Ce rapport identifie le développement d'un secteur privé dynamique et la réduction du rôle du gouvernement comme les principaux éléments nécessaires à la croissance du secteur agricole. Il s'attache à deux actions prioritaires qui sont essentielles pour développer des activités commerciales plus dynamiques et de nouveaux marchés pour les produits agricoles. Tout d'abord, la libéralisation de la production agricole et des activités de transformation agroalimentaire et de commercialisation en limitant les excès de réglementation; ensuite, la restructuration et la privatisation des entreprises publiques. Les petits exploitants peuvent ainsi se comporter en entrepreneurs - répartir leurs ressources en fonction de signaux du marché non faussés - et s'organiser en groupes et en coopératives professionnels autonomes. Pour les entreprises de commercialisation et de transformation, cela signifie la capacité de se regrouper en associations professionnelles et d'organiser des arrangements contractuels qui permettraient de nouer des liens étroits avec les agriculteurs, et de faciliter le transfert de technologie et le développement de circuits de commercialisation. Quant au gouvernement, il devra changer ses priorités pour a) créer un environnement concurrentiel; b) supprimer les subventions à l'importation et les prix de production fixes pour les récoltes destinées à l'exportation, supprimer les réglementations concernant l'utilisation des intrants, les sources d'approvisionnement des intrants et les exigences relatives aux cultures et supprimer les ventes obligatoires aux entreprises publiques; c) proposer les services de soutien adéquats en matière de recherche et de vulgarisation; d) développer et appliquer un cadre réglementaire approprié pour le régime foncier, la gestion des forêts, les pratiques phytosanitaires, la santé des animaux et les sauvegardes en matière de qualité; e) effectuer des investissements avec des effets externes significatifs tels que le développement agraire (maîtrise de la corrosion, irrigation, drainage) et de meilleurs réseaux de transport aérien.

Pursell, Garry et Gulati, Ashok. "Liberalizing Indian Agriculture: An Agenda for Reform" (Vol. 1). Policy, Research working papers, n° WPS 1172. Trade policy.

Résumé succinct

En juillet 1991, l'Inde a débuté un programme de libération économique qui a largement accéléré le lent processus de libéralisation du commerce et des mesures réglementaires intérieures entamé en 1978. Cependant, la réforme s'est attachée principalement à la fabrication, et très peu à l'agriculture, qui emploie pourtant les deux tiers de la main-d'œuvre en Inde et représente environ 30 pour cent de son PIB. Bien que certaines cultures (notamment les graines oléagineuses) bénéficient d'une protection élevée, l'effet protecteur des interventions profite bien plus à la fabrication qu'à l'agriculture jusqu'à présent. Dans ce programme de réforme, les auteurs proposent plusieurs recommandations. Supprimer toutes les mesures quantitatives sur les exportations et les importations agricoles, à l'exception des traitements spéciaux (comme les taxes à l'exportation) lorsque les exportations indiennes seront suffisamment importantes pour faire baisser les prix mondiaux (très probablement avec le riz). Réduire encore davantage la protection sur les activités de fabrication, plutôt que d'élever la protection de l'agriculture au même niveau. Envisager à titre transitoire le recours à des droits de douane variables fondés sur des moyennes pondérées

des prix mondiaux antérieurs de manière à isoler partiellement les prix intérieurs des fluctuations extrêmes des prix mondiaux. Dans un premier temps, ne permettre l'exportation que de variétés de qualité et de prix élevés, comme le coton ou le riz, pour limiter les pressions à la hausse sur les prix intérieurs des variétés de qualité inférieure qui sont importantes pour la consommation des ménages indiens à faible revenu. Libéraliser les importations d'engrais et déréglementer la fabrication et la distribution intérieures des engrais. Supprimer les subventions sur les systèmes d'irrigation, l'électricité et le crédit (et créer les conditions permettant de faciliter le commerce des droits d'utilisation des eaux d'irrigation par canaux). Déréglementer les industries du blé, du riz, de l'huile et des graines oléagineuses et abolir les ventes obligatoires au gouvernement à des prix inférieurs à ceux du marché pour le sucre, la mélasse et le riz usiné. Réformer le système de sécurité alimentaire pour protéger les groupes à faible revenu contre la hausse du niveau général des prix des produits alimentaires impliquée par la libéralisation de l'agriculture.

Salazar P. Brandao et Antonio Martin, Will. "Implications of Agricultural Trade Liberalization for the Developing Countries" (Vol. 1). Policy, Research working papers, n° PS 116. Agricultural policies.

Résumé succinct

Les auteurs examinent les implications pour les pays en développement d'une série de propositions de libéralisation dans la lignée de la proposition de Dunkel. Premièrement, l'analyse étudie la libéralisation dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), puis la libéralisation mondiale de l'ensemble de la protection (positive et négative). Dans la mesure où la proposition de Dunkel actuelle exige uniquement la réduction de l'assistance positive, cette proposition spécifique est évaluée. Enfin, les répercussions sur les seuls pays en développement sont évaluées, dans l'éventualité d'un échec du Cycle d'Uruguay. Pratiquement toutes les études réalisées sur la libéralisation des échanges agricoles ont pris pour base une libéralisation totale, situation peu probable dans un proche avenir. Le travail précédent fournit des indices utiles sur les effets d'une libéralisation partielle des prix mondiaux, mais il peut être trompeur pour évaluer les effets sur la prospérité d'une libéralisation partielle dans le contexte de distorsions continues de l'agriculture et de la fabrication. Les auteurs étudient une libéralisation partielle selon la proposition de Dunkel: une réduction de 36 pour cent de la protection (positive) à la frontière et de 20 pour cent du soutien interne dans les pays industrialisés. Cette réforme partielle produirait des gains de 20 milliards de dollars pour les pays en développement. Ces profits seraient largement répartis parmi les pays en développement. Rares sont les régions qui souffriraient de pertes globales, et celles-ci seraient faibles en comparaison de l'ensemble des gains. Si les pays en développement avaient décidé de ne pas participer au Cycle et de ne compter que sur la libéralisation des pays industrialisés, leurs gains auraient été inférieurs à 1 milliard de dollars - et les moyens d'existence de plusieurs régions importantes auraient baissé dans des proportions importantes. Les avantages pour les pays en développement pourraient être largement augmentés par une libéralisation plus complète.

Baneth, Jean. "Fortress Europe and Other Myths Concerning Trade" (Vol. 1). Policy, Research working papers, n° WPS 1098. Trade policy.

Résumé succinct

Les pays en développement résistent parfois encore au libre-échange en raison du protectionnisme allégé des pays industrialisés - un mythe démenti par les faits selon l'auteur. La hausse des importations dans les pays industrialisés s'est accélérée dans les années 80 alors que la hausse des revenus s'est ralentie. En dehors de l'agriculture (seulement 2 pour cent du

PIB) et éventuellement à l'exception du Japon, le libre-échange - et non le protectionnisme - est une réalité. En dépit de la marche vers une Europe sans frontières, les importations de produits manufacturés de la Communauté européenne (CE) en provenance de pays non membres augmentent plus rapidement que le commerce intracommunautaire et les plus fortes hausses concernent les importations des pays en développement. L'Amérique du Nord connaît des tendances similaires. Ce schéma d'importation contredit le mythe de l'étendue, de l'efficacité et de la croissance des obstacles aux importations de produits manufacturés. Les discours protectionnistes se multiplient parce que les importations augmentent, et non parce que les obstacles au commerce augmentent. La part croissante des pays en développement, malgré leur pouvoir de négociation souvent limité, montre que ce sont toujours les règles multilatérales qui régissent le système, et non les négociations, les menaces et les contre menaces. Dans les années 80, les importations de produits manufacturés s'élevaient à 40 pour cent de la production manufacturière aux États-Unis et à 25 pour cent dans la Communauté européenne. Au Japon en revanche, elles atteignaient moins de 12 pour cent de la production manufacturière en 1990, et leur valeur en dollar est inférieure à celle de l'Italie. Il est vrai que le protectionnisme persiste partout, mais il s'agit d'un obstacle au commerce irritant plutôt que réel. Pour cette raison, une libéralisation accrue du commerce ne peut amener aux pays industrialisés que peu d'avantages supplémentaires en termes d'accélération de la croissance; en revanche, le retrait du libre-échange sous-tend des pertes potentielles considérables. Seules des politiques intérieures améliorées - structurelles et macro-économiques - peuvent faire augmenter les investissements, accélérer la croissance, réduire le chômage et consolider le soutien au libre-échange. Les pays en développement devraient considérer les États-Unis et la Communauté européenne comme des marchés ouverts pour leurs exportations de produits manufacturés.

Gardner, Bruce et Brooks, Karen M. "How Retail Food Markets Responded to Price Liberalization in Russia after January 1992" (Vol. 1). Policy, Research working papers, n° WPS 1140. Agricultural policies.

Résumé succinct

Au cours de l'automne 1991, sous le régime des prix administrés, le système de distribution alimentaire russe s'est effondré et on a craint que l'offre alimentaire soit inadéquate pendant l'hiver 1992 et par la suite. En janvier et mars 1992, les prix plafonds ont été supprimés sur la plupart des articles vendus dans les magasins d'État. La libéralisation des prix était destinée à réapprovisionner les magasins et à améliorer le flux des produits alimentaires entre les régions par réaction aux différences de prix. La privatisation du système de distribution n'a pas débuté avant octobre 1992. Au moment de la libéralisation des prix, le contexte était toujours dominé par des entreprises d'État non restructurées. Les prix de détail ont immédiatement accusé une forte hausse et connu des fluctuations. Dans la mesure où les prix des produits alimentaires ne se sont pas stabilisés après le bond initial, de nombreuses personnes se sont demandé si la libéralisation des prix avait eu un quelconque effet positif. Les auteurs examinent les données sur l'évolution des prix et des quantités des produits agricoles entre décembre 1991 et août 1992, pour étudier comment ont réagi les marchés d'alimentation face à la libéralisation. Ils répondent aux questions suivantes. Peut-on prouver qu'après la libéralisation, les produits alimentaires sont réapparus dans les points de vente qui étaient généralement vides en décembre 1991? Peut-on prouver que des transactions ont eu lieu en réaction aux différences de prix (les marchés ont-ils commencé à émerger malgré l'absence de privatisation ou de démonopolisation)? Les différences de prix entre les villes ont-elles évolué pour refléter une gamme de prix explicable par les coûts de transport et d'autres variables économiques? Si tel n'est pas le cas, pourquoi? Les auteurs concluent que des progrès ont été faits vers l'intégration des marchés dans les sept mois suivant la libéralisation des prix. Les quantités de produits alimentaires vendus dans les

magasins suivis ont beaucoup augmenté. La répartition géographique des prix a progressivement décliné mais des différences de prix importantes ont persisté entre les villes qui ne peuvent être expliquées par les variables économiques disponibles. Des avantages économiques importants pourraient être obtenus grâce à une plus grande intégration des marchés.

"Agricultural Sector Review."

Résumé succinct

Cette revue a été préparée suite aux préoccupations croissantes de la Banque mondiale concernant le déclin en quantités et en performances des prêts accordés au secteur agricole. La revue souligne que l'agriculture est en effet un secteur problématique dans lequel le succès est plus incertain que dans d'autres secteurs, mais elle précise également que le rôle essentiel que tient l'agriculture dans la réduction durable de la pauvreté justifie l'attention constante de la Banque mondiale. De plus, les perspectives de développement agricole sont de plus en plus larges et plusieurs leçons précieuses ont été tirées à propos des instruments permettant un développement agricole réussi et durable. L'agriculture est particulièrement vulnérable à une gestion macro-économique médiocre. Toutefois, à mesure qu'un nombre croissant de pays adopte des ajustements structurels pour améliorer leur gestion macro-économique, les perspectives de développement agricole s'élargissent. Sous réserve que l'ordre des réformes soit bien élaboré, les programmes d'ajustement structurels permettront pratiquement dans tous les cas de rendre l'agriculture plus rentable. L'agriculture a également souffert dans de nombreux pays de politiques sectorielles médiocres et d'une intervention massive de l'État dans les activités commerciales. Là encore, plus les pays seront nombreux à adopter des ajustements par secteur pour améliorer la gestion sectorielle, et sous réserve d'appliquer des sauvegardes contre la substitution des monopoles publics par des monopoles privés, plus les programmes d'ajustement sectoriels permettront d'améliorer le secteur agricole. Les perspectives de développement agricole permettront également d'améliorer la libéralisation du commerce. Les résultats des négociations commerciales du Cycle d'Uruguay sont encore incertains mais les gains potentiels pour l'agriculture des pays en développement sont de l'ordre de plusieurs dizaines de milliards de dollars par an. Entre-temps, des mesures encourageantes sont prises en faveur de la libéralisation du commerce régional en Amérique du Nord et dans le cône sud de l'Amérique du Sud. Le travail d'évaluation opérationnelle effectué sur presque 900 projets étalés sur 20 ans a permis de tirer des enseignements sur les conditions nécessaires à la réussite.

1994

Low, Patrick et Yeats, Alexander. "Nontariff measures and Developing Countries: Has the Uruguay Round Levelled the Playing Field?" Policy, Research working paper, n° WPS 1353.

Résumé succinct

Dans le contexte qui prévaut du point de vue des politiques avant la mise en œuvre des résultats du Cycle d'Uruguay, les exportations des pays en développement sont confrontées à des mesures non tarifaires significatives appliquées par les pays industrialisés. Sur la base des flux commerciaux de 1992, le coefficient de couverture des importations des mesures non tarifaires sur ces échanges était supérieur à 18 pour cent, alors que le même coefficient pour les échanges entre les pays industriels était inférieur à 11 pour cent. Les mesures de libéralisation du commerce convenues lors du Cycle d'Uruguay réduiront considérablement l'incidence des mesures non tarifaires sur les exportations des pays en développement: le coefficient de couverture tombera à moins de 4 pour cent sur les

exportations non pétrolières. Ce changement a un effet double: l'augmentation des possibilités d'exportation pour les pays en développement d'une part, et la réduction massive (si ce n'est la suppression) de l'écart relativement négatif à l'encontre des exportations de ces pays d'autre part. Ces résultats impressionnants du Cycle d'Uruguay sont attribués à la "tarification" de l'agriculture, l'abolition de l'Arrangement multifibres (AMF) et l'élimination des mesures d'autolimitation des exportations en vertu de l'Accord sur les sauvegardes. Cependant, tous ces éléments ne se produiront pas simultanément lorsque les résultats du Cycle d'Uruguay entreront en vigueur. La tarification de l'agriculture sera appliquée immédiatement mais la suppression de l'AMF s'étalera sur dix ans et les mesures d'autolimitation des exportations seront supprimées sur quatre ans. Compte tenu de l'ampleur de la libéralisation estimée au vu de ces changements de politique, les auteurs spéculent sur des sources probables de pression exercée pour exiger des mesures d'atténuation des effets de la suppression des mesures non tarifaires. Ils en concluent que les risques les plus importants viendront probablement des sauvegardes et des mesures antidumping. Le nouvel accord sur les sauvegardes permet le recours à des restrictions quantitatives pour contenir le flux des importations préjudiciables, et, bien que cet accord renforce certaines règles existantes du GATT, il en atténue d'autres. L'instrument antidumping est utilisé de manière croissante par de plus en plus de pays depuis plus de 20 ans.

"Morocco – Second Agricultural Sector Investment Loan (ASL II) (Vol. 1).

Résumé succinct

L'objectif principal du second Projet de prêt pour l'investissement agricole (ASIL II) sera de soutenir un programme d'investissement approprié pour le secteur agricole du Maroc. Le Projet ASIL II permettra de financer des investissements spécifiques essentiels dans la formation agricole, l'élevage, les cultures agricoles, la protection des végétaux, les programmes de politique d'aménagement du territoire, l'amélioration des terres non irriguées, l'exploitation forestière, la vulgarisation, l'irrigation à petite et moyenne échelle et la planification. Le prêt financera également un Fonds de développement agricole (FDA) pour encourager les investissements privés dans l'amélioration des terres, de l'irrigation, le recours accru aux équipements dans les petites exploitations, l'augmentation des troupeaux, la protection phytosanitaire et l'augmentation des plantations d'arbres. L'ensemble des actions comprend: a) la libéralisation du commerce intérieur et extérieur; b) des réformes du processus d'application du budget; c) des réformes du FDA; et d) des réformes de sous-secteurs. Le Projet ASIL II soutiendra également la création d'une unité de gestion de l'environnement qui sera chargée de l'évaluation des projets d'un point de vue environnemental, de la mise en œuvre d'évaluations sur les effets environnementaux le cas échéant et du suivi des répercussions des investissements.

"Morocco - Second Agricultural Sector Investment Loan" (ASIL II) (Vol. 1).

Résumé succinct

L'objectif principal du second Projet de prêt pour l'investissement agricole (ASIL II) sera de soutenir un programme d'investissement approprié pour le secteur agricole du Maroc. Le Projet ASIL II permettra de financer des investissements spécifiques essentiels dans la formation agricole, l'élevage, les cultures agricoles, la protection des végétaux, les programmes de politique d'aménagement du territoire, l'amélioration des terres non irriguées, l'exploitation forestière, la vulgarisation, l'irrigation à petite et moyenne échelle et la planification. Le prêt financera également un Fonds de développement agricole (FDA) pour encourager les investissements privés dans l'amélioration des terres, de l'irrigation, le recours accru aux équipements dans les petites exploitations, l'augmentation des troupeaux, la

protection phytosanitaire et l'augmentation des plantations d'arbres. L'ensemble des actions comprend: a) la libéralisation du commerce intérieur et extérieur; b) des réformes du processus d'application du budget; c) des réformes du FDA; et d) des réformes de sous-secteurs. Le Projet ASIL II soutiendra également la création d'une unité de gestion de l'environnement qui sera chargée de l'évaluation des projets d'un point de vue environnemental, de la mise en œuvre d'évaluations sur les effets environnementaux le cas échéant et du suivi des répercussions des investissements.

"Ukraine - Food and Agriculture Sector Review" (Vol. 1).

Résumé succinct

Ce rapport décrit l'état actuel du système alimentaire et agricole et le processus actuel de transformation en Ukraine, il présente également un programme et des recommandations pour poursuivre la réforme du secteur alimentaire et agricole. Ce secteur recèle un potentiel économique plus important en Ukraine que dans toute autre région de l'ex-Union soviétique. Les résultats de ce secteur ont néanmoins été bien en dessous de ce que l'on pouvait escompter. L'agriculture ukrainienne porte toujours l'empreinte du système soviétique. La majorité de la production est organisée en fermes d'État et collectivités de grande envergure. Le déclin de la production reflète la détérioration de la situation économique générale de l'ex-URSS: inflation élevée, aggravation des conditions commerciales dans le secteur agricole, disponibilité réduite des intrants vitaux, baisse générale des salaires réels et de la demande intérieure et chute du commerce interrégional. Le gouvernement a entrepris des réformes et une restructuration prudentes du secteur alimentaire et agricole. Pour poursuivre cet effort et développer une stratégie de réforme, le rapport présente les recommandations suivantes: 1) poursuivre la libéralisation des marchés et des prix et les réductions des subventions; 2) restructurer et privatiser le système de distribution et de transformation des produits agricoles; 3) réformer le système de crédit agricole; 4) entreprendre une réforme agraire et restructurer les exploitations; 5) investir dans, et améliorer, la productivité et l'efficacité des exploitations; 6) restaurer le commerce international; et 7) définir de nouveaux rôles et une nouvelle structure pour le gouvernement.

"Ukraine - The Agriculture Sector in Transition" (Vol. 1). Monographie de la Banque centrale.

Résumé succinct

Ce rapport décrit l'état actuel du système alimentaire et agricole et le processus actuel de transformation en Ukraine, il présente également un programme et des recommandations pour poursuivre la réforme du secteur alimentaire et agricole. Ce secteur recèle un potentiel économique plus important en Ukraine que dans toute autre région de l'ex-Union soviétique. Les résultats de ce secteur ont néanmoins été bien en dessous de ce que l'on pouvait escompter. L'agriculture ukrainienne porte toujours l'empreinte du système soviétique. La majorité de la production est organisée en fermes d'État et collectivités de grande envergure. Le déclin de la production reflète la détérioration de la situation économique générale de l'ex-URSS: inflation élevée, aggravation des conditions commerciales dans le secteur agricole, disponibilité réduite des intrants vitaux, baisse générale des salaires réels et de la demande intérieure et chute du commerce interrégional. Le gouvernement a entrepris des réformes et une restructuration prudentes du secteur alimentaire et agricole. Pour poursuivre cet effort et développer une stratégie de réforme, le rapport présente les recommandations suivantes: 1) poursuivre la libéralisation des marchés et des prix et les réductions des subventions; 2) restructurer et privatiser le système de distribution et de transformation des produits agricoles; 3) réformer le système de crédit agricole; 4) entreprendre une réforme agraire et restructurer les exploitations; 5) investir dans, et améliorer, la productivité et

l'efficacité des exploitations; 6) restaurer le commerce international; et 7) définir de nouveaux rôles et une nouvelle structure pour le gouvernement.

"Iran – Services for Agriculture and Rural Development" (Vol. 1).

Résumé succinct

L'agriculture est un élément important de l'économie iranienne, elle représente un cinquième du PIB, un tiers des emplois, quatre cinquième des besoins alimentaires et un tiers des exportations non pétrolières. L'agriculture est dominée par les petites exploitations et implique un recours important aux engrais et à la mécanisation. La politique des années 80 avait pour but d'atteindre l'autosuffisance pour les produits de base et de maintenir des prix à la consommation peu élevés par le biais de subventions aux intrants, de prix d'achat garantis et de subventions à la consommation. Depuis 1990, parallèlement à des réformes de l'ensemble de l'économie, le gouvernement a amorcé la libéralisation économique de ce secteur. Les subventions aux intrants sont progressivement supprimées, les marchés publics se limitent à quelques cultures et les prix à la production sont maintenant proches du niveau de parité avec les importations. Les subventions à l'exportation sont maintenant progressivement supprimées. Au regard de ces changements, ce rapport examine certaines évolutions récentes du secteur agricole: 1) le rôle du gouvernement dans la répartition des responsabilités des services entre les secteurs public et privé pour le développement rural; 2) les ajustements structureaux qui permettront de modifier la demande de planification, d'analyse économique et de répartition des ressources; 3) le développement de services pour la recherche, la vulgarisation et la formation technique des agriculteurs; 4) les prix, l'offre, la demande et la répartition des intrants pour la production agricole; 5) l'élevage, l'exploitation forestière et les pêcheries; 6) le développement rural, notamment les infrastructures, la diversification économique et la création d'emplois; 7) la libéralisation et la privatisation de la commercialisation, de la transformation et de la fixation des prix du blé et de nombreuses cultures industrielles; 8) le développement du secteur privé; et 9) le développement des services publics.

1995

Ingco, M. "Agricultural Trade Liberalization in the Uruguay Round: One Step Forward, One Step Back?", Policy Research Working Paper, n° 1500, Banque mondiale, Washington D.C.

Résumé succinct

Après avoir évalué l'incidence du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture et la protection à la frontière au cours de la prochaine décennie, l'auteur conclut que, malgré une réforme significative des règles - notamment la conversion des obstacles non tarifaires en droits de douane ainsi que la réduction et la consolidation de tous les droits - la libéralisation du commerce sera dans la pratique moins importante que prévu. L'objectif du Cycle était de lutter contre le protectionnisme et de supprimer les distorsions commerciales. Cet objectif risque de ne pas être atteint dans la pratique, du moins pas avant que d'autres réductions ne soient décidées lors des prochains cycles de négociations. Les pays asiatiques à revenu élevé font exception à la règle puisque la protection sur les produits de base principaux va y être sensiblement réduite. La tarification et la consolidation de tous les droits sur les produits agricoles représente un grand pas en avant. La libéralisation est implicite car il est interdit aux pays d'élever arbitrairement leurs droits de douane à des niveaux plus élevés. Mais la plupart des droits de douane nouvellement fixés sont si élevés dans de nombreux pays que cela empêche de fait le commerce. Les modèles de libéralisation varient considérablement d'un produit et d'un pays à l'autre. En général, l'importance de la libéralisation a été atténuée

par des droits de consolidation pendant la période de référence 1986-1988 lorsque la protection à la frontière était au plus haut. Dans la plupart des pays de l'OCDE, cette situation a été aggravée par la "tarification déloyale": les nouveaux droits de base offraient une protection encore plus élevée que les obstacles non tarifaires qu'ils remplaçaient. Même après l'application des engagements sur les réductions douanières pris pendant le Cycle, la mesure *ad valorem* des droits de consolidation finals restera supérieure au taux moyen de protection de 1982-1993. Plusieurs pays d'Asie orientale, d'Amérique latine et du Moyen-Orient ont choisi de bloquer tous les efforts de libéralisation précédents sur certains produits. Mais, pour la plupart des produits de base, il n'y aura que peu de libéralisation réelle, dans la mesure où la majorité des pays en développement choisissent de consolider leurs droits au niveau maximum.

Martin, W. et Winters, L.A. (éd.). "The Uruguay Round and the Developing Economies", Discussion Paper n° 307, Banque mondiale.

Résumé succinct

Ce document de travail contient 13 études dont l'objet est d'évaluer les répercussions économiques du Cycle d'Uruguay sur les économies en développement. Certaines des conclusions les plus importantes qui s'en dégagent sont esquissées ci-après. L'Accord sur l'agriculture a obtenu d'importants résultats en matière de définition des règles du commerce des produits agricoles, mais n'a pas obtenu grand-chose du point de vue de l'ouverture immédiate des marchés. Les réductions substantielles des droits de douane appliqués aux articles manufacturés des pays en développement comme des pays industriels, et l'accord qui prévoit l'abrogation de l'Arrangement multifibres (AMF) se traduira par d'importants avantages pour les pays en développement. La réduction de la protection dans le commerce total des marchandises entraînera, dans les pays en développement, une augmentation des revenus réels comprise entre 55 et 90 milliards de dollars EU, ou encore entre 1,2 et 2 pour cent de leur PIB en 1992. L'établissement de l'Organisation mondiale du commerce renforcera le système de commerce mondial.

Des versions antérieures des études regroupées dans cet ouvrage ont été présentées lors d'une conférence organisée à la Banque mondiale en janvier 1995. Les analyses contenues dans ce volume sont, à notre connaissance, les premières dans lesquelles les estimations des effets du Cycle d'Uruguay ont été basées entièrement sur les réductions effectivement apportées à la protection, en conséquence du Cycle d'Uruguay, par rapport aux taux en vigueur antérieurement.

L'étude de Hathaway et Ingco examine l'Accord sur l'agriculture, en s'attachant à la fois aux modifications apportées aux règles et à l'ampleur de la libéralisation obtenue. Une conclusion majeure de l'étude est que les taux consolidés convenus lors du Cycle d'Uruguay étaient, de façon générale, très supérieurs aux taux précédemment en vigueur, de sorte qu'il n'y a guère de libéralisation à en attendre, malgré les réductions substantielles convenues pendant le Cycle d'Uruguay. L'étude de Goldin et van der Mensbrugghe parvient à la conclusion que les niveaux élevés des consolidations tarifaires réduisent considérablement les augmentations de revenus résultant du Cycle d'Uruguay.

L'étude d'Abreu examine l'accord visant à libéraliser le commerce des marchandises et montre que des réductions substantielles de la protection ont été réalisées dans ce secteur, tant dans les pays industriels que dans les pays en développement. L'étude de Hertel, Martin, Yanagishima, et Dimaranan prend en compte les transformations structurelles qui se produiront dans l'économie mondiale pendant la période de mise en œuvre et parvient à la conclusion que de façon générale, ces transformations appelleront des ajustements plus

considérables que le Cycle d'Uruguay, sauf dans le cas des textiles et des vêtements, l'abrogation de l'AMF étant de nature à créer des avantages importants et à exiger des ajustements importants.

L'étude de Blackhurst, Enders et François met en évidence les substantielles réductions d'ensemble de la protection dans le commerce des marchandises, et l'extension du champ d'application des consolidations tarifaires obtenues dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Deux études - l'une établie par Harrison, Rutherford et Tarr, l'autre par François, McDonald et Nordström - examinent les répercussions de cette libéralisation pour les revenus réels à l'échelle mondiale, en prenant en compte des facteurs comme les économies d'échelle et l'incidence de la libéralisation sur la croissance à moyen terme. À partir de ces analyses, elles concluent à des gains, pour les pays en développement, compris entre 55 et 90 milliards de dollars EU (ou encore entre 1,2 et 2 pour cent de leur PIB), tandis que pour l'économie mondiale dans son ensemble, les gains à attendre sont de l'ordre de 200 milliards de dollars.

Finger conclut son analyse des mesures de protection d'urgence en affirmant que la suppression de l'autolimitation des exportations a été un résultat important de l'Accord sur les sauvegardes, mais que les mesures de sauvegarde révisées présenteront moins d'intérêt pour ceux qui recherchent une protection que des mesures antidumping, dont les modifications procédurales convenues ne suffiront pas à empêcher l'abus.

Dans une étude consacrée au renforcement du système, Whalley examine l'importance d'un système de commerce multilatéral vigoureux pour les pays en développement. Il note que certains traits importants de l'Accord, tels que l'extension de son champ d'application et le renforcement des procédures de règlement des différends qu'il prévoit devraient contribuer à renforcer le système.

Hoekman conclut son étude en affirmant que l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) a marqué une étape décisive dans la mesure où il a introduit des disciplines multilatérales dans le commerce des services, mais a obtenu très peu de chose en matière de libéralisation. Dans leur analyse, fondée sur un modèle, des effets de l'Accord, Brown, Deardorff, Fox et Stern concluent que les gains potentiels à attendre de la libéralisation du commerce des services sont aussi considérables que ceux que peut permettre d'obtenir la libéralisation du commerce des marchandises.

À l'issue d'une analyse de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC), Braga conclut que cet accord étend de façon appréciable les disciplines relatives aux droits de propriété intellectuelle, et qu'il convient de mettre en balance les coûts potentiels à court terme qu'il entraînera pour les pays en développement et les avantages à attendre d'une augmentation de la recherche-développement dans des domaines présentant de l'intérêt pour eux.

L'étude de Low et Subramanian conclut que l'Accord sur les ADPIC va dans le sens d'un utile accord multilatéral sur la politique de l'investissement, mais que rien ne prouve qu'il y ait lieu d'en étendre la portée pour en faire un accord multilatéral sur la politique de la concurrence.

Deux questions ont une importance majeure pour le système de commerce multilatéral: l'interaction entre politiques commerciales et politiques de l'environnement, et la possibilité d'étendre la portée de l'Accord pour y inclure les normes d'emploi. Anderson conclut qu'il faut faire preuve de la plus grande prudence dans l'élaboration d'un accord sur les politiques environnementales, et qu'un accord sur les normes d'emploi serait à la fois inapproprié et contraire aux intérêts des pays en développement.

Résumé analytique

Les études présentées dans ce volume examinent les répercussions du Cycle d'Uruguay pour les pays en développement, en se plaçant à toute une gamme de points de vue. Il s'en dégage d'importantes conclusions, parmi lesquelles on peut citer les suivantes:

- L'Accord sur l'agriculture a obtenu d'importants résultats en matière de définition des règles du commerce des produits agricoles, mais n'a pas obtenu grand-chose du point de vue de l'ouverture immédiate des marchés.
- Les réductions substantielles des droits de douane appliqués aux articles manufacturés, et les accords qui prévoient l'abrogation de l'Arrangement multifibres et la suppression de l'autolimitation des exportations contribueront beaucoup à étayer les efforts déployés par les pays en développement pour s'industrialiser et se moderniser.
- Il est estimé que la réduction de la protection dans le domaine du commerce des marchandises entraînera, dans les pays en développement, une augmentation des revenus réels comprise entre 55 et 90 milliards de dollars EU aux prix de 1992, ou encore entre 1,2 et 2,0 pour cent de leur revenu réel, malgré la prudence des offres de nombreux pays en développement.
- La mise en place de l'Organisation mondiale du commerce, qui supervise l'application de trois accords internationaux - le GATT de 1994, l'AGCS et l'Accord sur les ADPIC - et a des responsabilités plus vastes que celles du GATT, et dans laquelle les procédures de règlement des différends sont renforcées et la participation à l'échelon ministériel plus importante, renforcera le système de commerce international. Ce renforcement est indispensable à la mise en œuvre de l'Accord et permettra d'en tirer le meilleur parti possible.

L'Accord sur l'agriculture a obtenu d'importants résultats en définissant les règles du commerce des produits agricoles, mais beaucoup moins qu'il ne semblerait à première vue pour ce qui est de l'ouverture immédiate des marchés. En l'absence de règles commerciales concertées, le commerce mondial des produits agricoles était presque tombé dans l'anarchie, les exportateurs des pays en développement dont les coûts sont faibles ne réussissant pas à s'assurer un accès aux marchés des pays industriels, et les guerres des subventions à l'exportation déprimant les prix mondiaux. Le système inextricable d'obstacles destinés à protéger contre les importations qui, à l'heure actuelle, fausse le commerce mondial des produits agricoles sera remplacé par un système beaucoup plus simple de droits de douane susceptibles de consolidations qui limitent la possibilité pour les Membres de les augmenter. Les pays industriels Membres réduiront ensuite leurs consolidations tarifaires de 36 pour cent en moyenne, tandis que tous les pays en développement à l'exception des plus pauvres sont tenus à des réductions de 24 pour cent. À l'origine, l'objectif était que les droits de douane fixés lors du Cycle d'Uruguay aient le même effet sur les échanges que le système d'obstacles tarifaires et non tarifaires qu'ils remplaçaient. Toutefois, la période de référence retenue pour la conversion (1986-1988) était caractérisée, de façon générale, par un degré élevé de protection. De plus, à cause de la manière dont les obstacles non tarifaires ont été convertis en droits de douane, ce que l'on a appelé la "tarification déloyale" ("dirty tariffication"), nombre de consolidations tarifaires dépassaient les taux de protection effectivement appliqués en 1986-1988 - d'une proportion pouvant atteindre 200 pour cent dans certains cas (voir au chapitre premier l'étude de Hathaway et Ingco). Les pays en développement ont été effectivement autorisés à fixer au niveau de leur choix les droits de douane qu'ils appliqueraient aux produits agricoles - grâce à ce que l'on a appelé les consolidations à un

taux plafond - et de nombreux pays ont choisi de les fixer à des niveaux très élevés. Les réductions de droits consolidés convenues à l'issue du Cycle d'Uruguay portaient de ces niveaux "stratosphériques" et, dans de nombreux cas, les niveaux de protection seront, même en 2001, plus élevés que les niveaux passés.

Dans les pays industriels, le relèvement des consolidations tarifaires à partir des niveaux actuels s'est fait en deux temps - le choix de la période de référence et les calculs de tarification. Dans les pays en développement, le relèvement, souvent plus important, a été accompli en une seule fois. La figure I illustre les différences entre les taux passés de protection et les taux de base et taux finals arrêtés lors des négociations du Cycle d'Uruguay pour l'Union européenne et pour le Mexique. Du fait des consolidations tarifaires convenues pour de nombreux produits de base, le Cycle d'Uruguay entraînera probablement une libéralisation beaucoup moins marquée qu'on aurait pu s'y attendre, compte tenu des objectifs déclarés de libéralisation. Au chapitre 2, dans une analyse essentiellement consacrée à l'Accord sur l'agriculture, Goldin et van der Mensbrugghe ont estimé à 48 milliards de dollars les gains de prospérité à l'échelle mondiale; si les réductions tarifaires spécifiées avaient été effectuées à partir de niveaux plus représentatifs de protection, et s'étaient accompagnées de disciplines efficaces applicables au soutien interne, les gains de prospérité auraient été deux fois et demie plus importants. Les moindres réductions de protection signifient, toutefois, des augmentations des prix mondiaux moins importantes que celles qui auraient résulté d'une libéralisation plus complète; les préoccupations suscitées par les difficultés qu'entraînerait pour les importateurs nets de denrées alimentaires l'augmentation des prix mondiaux de ces denrées s'en trouvent donc atténuées. La plus forte augmentation de prix d'un produit agricole est celle qui est notée pour le blé, soit 3,8 pour cent, augmentation très légère au regard de la gamme des variations de prix enregistrées sur une longue période pour ce produit.

Toutes les estimations quantitatives disponibles tendent à minimiser les avantages véritables à attendre de l'Accord sur l'agriculture. Cet instrument réduira la variabilité chaotique des degrés de protection et de subventionnement qui a caractérisé le commerce mondial des produits agricoles. De plus, et c'était là un objectif majeur, il fournit une base solide en vue d'une future libéralisation.

Il y a eu des réductions substantielles de la protection tarifaire assurée aux articles manufacturés - proportionnellement aussi importantes que celles qui ont résulté du Kennedy Round et du Tokyo Round. Plus importants encore, peut-être, sont les progrès réalisés dans l'abaissement des obstacles non tarifaires élevés à la suite des succès antérieurement remportés par le GATT dans l'abaissement des obstacles tarifaires. L'interdiction de l'autolimitation des exportations et l'accord visant à supprimer progressivement l'Arrangement multifibres (AMF) marquent des étapes importantes pour les pays en développement.

Les Accords résultant du Cycle d'Uruguay se traduiront par des réductions tarifaires substantielles tant dans les pays industriels que dans les pays en développement. Les pays en développement ont consolidé leurs droits de douane (c'est-à-dire se sont engagés à ne pas dépasser un niveau de droits déterminé) pour 61 pour cent de leurs importations de produits industriels (voir au chapitre 3 l'étude d'Abreu). S'il est vrai que de nombreux pays en développement n'ont offert que des réductions de droits tout à fait modiques, ces réductions intervenaient à partir de niveaux relativement élevés. Lorsque l'on prend en compte la valeur des courants commerciaux et l'ampleur des réductions, les offres des pays en développement concernant les droits applicables aux articles manufacturés se sont montées à plus d'un tiers du total mondial (voir au chapitre 4 l'étude de Hertel, Martin, Yanagishima, et Dimaranan). De fait, cette estimation sous-estime l'importance de la contribution des pays en développement, puisque de nombreux pays en développement - outre les réductions des droits

effectivement appliqués qu'ils ont consenties - ont aussi introduit des consolidations tarifaires à des niveaux supérieurs aux taux de droits précédemment appliqués (ce que l'on appelle consolidations "à un taux plafond"), ou réduit des consolidations tarifaires qui restaient encore supérieures au taux effectivement appliqué (voir au chapitre 5 l'étude de Blackhurst, Enders et Francois). Si ces concessions ne relèvent pas du domaine des réductions de droits, elles peuvent néanmoins avoir d'importants effets en excluant toute future augmentation de droits, et en augmentant la sécurité de l'accès aux marchés.

Le système inextricable de distorsions commerciales introduit par l'AMF est devenu de plus en plus rigide et restrictif depuis les années 60, entraînant ainsi des coûts massifs pour les pays industriels comme pour les pays en développement. La croissance et les transformations de l'économie mondiale projetées pour la décennie à venir exigeront des rééquilibres majeurs dans les structures de production et d'échange, le rôle de principaux exportateurs passant à une nouvelle génération de pays en développement exportateurs de l'Asie de l'Est et du Sud. En l'absence de l'Accord issu du Cycle d'Uruguay, les coûts directs de l'AMF pour les exportateurs compétitifs auraient pu augmenter de plus de 50 pour cent (voir le chapitre 4). L'Accord sur les textiles et les vêtements atténuera, pendant les dix années à venir, le caractère restrictif des obstacles quantitatifs au commerce inclus dans l'AMF, et les éliminera ensuite.

Ce sont les importateurs des pays industriels où ces politiques sont imposées qui retireront les gains les plus importants de l'abrogation de l'AMF - d'ici à 2005, le total de ces gains pour l'Union européenne, les États-Unis et le Canada est estimé à 56 milliards de dollars EU par an, aux prix de 1992. Des gains de revenus supérieurs à 13 milliards de dollars EU sont prévus pour des exportateurs extrêmement compétitifs comme la Chine, l'Indonésie, la Thaïlande et les exportateurs de l'Asie du Sud-Est, malgré la perte des rentes de contingentement assurées par l'AMF. Certains exportateurs moins compétitifs souffriront de la perte de leur accès préférentiel aux marchés des pays industriels, à moins qu'ils ne soient en mesure d'augmenter leur efficacité, et certains importateurs qui à l'heure actuelle n'imposent aucune restriction seront perdants, dès lors que les exportations actuellement aiguillées vers eux de par les restrictions imposées dans d'autres pays pourront s'orienter librement vers d'autres marchés.

Le risque de voir de nouvelles restrictions quantitatives apparaître sous couvert de mesures antidumping ou de sauvegarde est réel. Malheureusement, il est possible qu'en bien des cas, de telles évolutions soient parfaitement compatibles avec les Accords résultant du Cycle d'Uruguay. Les procédures renforcées de règlement des différends adoptées lors du Cycle d'Uruguay pourront, néanmoins, beaucoup contribuer à empêcher l'érection d'obstacles illicites.

À partir des estimations présentées à la conférence par Harrison, Rutherford et Tarr (chapitre 7) ainsi que par Francois, McDonald et Nordström (chapitre 6), on s'attend que les réductions de protection dans le commerce des marchandises fassent progresser les revenus réels des pays en développement, en longue période, d'un montant compris entre 55 et 90 milliards de dollars EU aux prix de 1992, ou encore compris entre 1,2 et 2,0 pour cent de leurs revenus de 1992. Des gains beaucoup plus importants auraient pu être obtenus si de nombreux pays en développement qui participaient aux négociations pour la première fois avaient été moins circonspects dans leurs offres.

Selon toute vraisemblance, il s'en faudra de beaucoup que ces gains pour les pays en développement soient répartis uniformément. Selon les estimations, la plupart des régions en développement enregistrent des gains de revenu très substantiels, mais il n'est pas exclu que certaines régions subissent des pertes de prospérité relativement limitées. Dans l'ensemble,

on observe une forte relation positive entre les réductions auxquelles les pays ont procédé en matière d'obstacles à l'importation et de subventions à l'exportation, et les avantages en prospérité qui résultent pour eux du Cycle d'Uruguay. Lorsque des réductions tarifaires relativement importantes ont été offertes, comme c'est le cas pour l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud, les gains estimatifs sont particulièrement importants. De plus, ces gains de prospérité associés à des libéralisations ne seront pas acquis aux dépens des revenus des travailleurs. Selon les projections, les taux de salaire augmenteront substantiellement dans les régions pauvres qui ont réduit leur degré de protection; en Asie de l'Est et du Sud, les salaires réels pourraient augmenter de plus de 3 pour cent.

Dans les régions qui n'ont offert que des réductions de protection minimales, ce qui est le cas de l'Afrique subsaharienne, les gains à attendre du Cycle d'Uruguay seront probablement faibles, dans le meilleur des cas. De fait, les exportateurs de l'Afrique subsaharienne pourraient avoir à subir quelques pertes du fait de l'amenuisement des préférences dont ils bénéficiaient sur les marchés de l'OCDE. Toutefois, ces pertes seront vraisemblablement faibles puisque les exportations de l'Afrique consistent essentiellement soit en produits n'acquittant que de faibles droits de douane, soit en produits comme les vêtements, pour lesquels il n'est pas prévu de préférences (voir le chapitre 5).

L'AGCS marque une étape décisive dans la mesure où il a créé des disciplines commerciales en territoire vierge, mais il a obtenu peu de chose en matière de libéralisation immédiate. La part des services dans les exportations des pays en développement a augmenté très rapidement, et représente aujourd'hui près de 20 pour cent de leurs exportations totales (voir au chapitre 10 l'étude de Hoekman). Les exportations de services, en particulier de services relatifs au tourisme, sont d'une importance toute particulière pour de nombreux petits pays en développement. Tandis que les pays industriels ont tiré parti de l'AGCS pour offrir des engagements d'accès aux marchés d'une nature ou d'une autre concernant plus de la moitié de leurs activités de services, les pays en développement ne l'ont fait que pour 15 pour cent de leurs catégories de commerce des services. Les grands pays industriels, toutefois, ont fait des offres concernant près de 30 pour cent de leurs secteurs de services. Les accords conclus au titre de l'AGCS n'ont comporté d'engagement de réduire la protection ni dans les pays en développement, ni dans les pays industriels: au mieux, ils comportent l'engagement de maintenir le statu quo quant à la protection des services.

Quelle que soit l'importance de l'AGCS en tant que structure de base, on ne voit pas très bien que les règles qu'il énonce soient de nature à persuader les pays en développement de prendre des engagements substantiels. Ce qu'il faut en priorité, c'est continuer de chercher à tirer le meilleur parti de la base que représente l'AGCS, puisque les gains potentiels à attendre d'une libéralisation complète des services sont très importants - probablement aussi importants que les gains potentiels qui résulteront encore de la libéralisation du commerce des marchandises menée à son terme (voir au chapitre II l'étude de Brown, Deardorff, Fox et Stern). La progression tortueuse des négociations portant sur les services financiers, qui ont été prolongées jusqu'au milieu de 1995 et qu'un groupe de pays industriels et de pays en développement a permis de mener à bien après le retrait de l'offre des États-Unis, met en relief aussi bien la possibilité de réaliser des gains progressifs que la difficulté d'obtenir les vastes gains potentiels d'une libéralisation complète des services.

Le GATT prévoit une gamme de mesures discrétionnaires qui permettent aux gouvernements de restreindre l'accès à des marchés déterminés. Les mesures de ce type comprennent les sauvegardes, les droits antidumping et compensateurs et les mesures relatives à la balance des paiements. Chacune de ces mesures sera plus ou moins utilisée en fonction de l'efficacité des autres. Ceux qui cherchent à assurer une protection contre la

concurrence étrangère s'efforceront d'utiliser l'instrument qui servira au mieux leurs objectifs, si bien qu'il convient d'examiner comme un tout cet ensemble d'instruments.

Un acquis majeur de l'Accord sur les sauvegardes est qu'il interdit les mesures d'autolimitation des exportations, étant entendu que les mesures d'autolimitation en vigueur seront éliminées progressivement en quatre ans (voir au chapitre 8 l'étude de Finger). Le danger est, toutefois, que les exportations des pays en développement puissent se heurter à une protection renforcée découlant de mesures de sauvegarde. Ces mesures sont devenues plus attrayantes pour les parties optant pour la protection dans la mesure où elles ont autorisé un traitement discriminatoire à l'encontre des fournisseurs dynamiques et limité le droit de prendre des mesures de rétorsion contre ces actions. Pire encore, les mesures de sauvegarde peuvent licitement prendre la forme de restrictions quantitatives administrées par le gouvernement du pays exportateur - mesures d'autolimitation des exportations qui ne disent pas leur nom. Les procédures prescrites pour l'imposition de mesures de sauvegarde et la "clause d'extinction" prévue dans ces mesures offrent peut-être une certaine consolation - mais la plupart des mesures peuvent être maintenues jusqu'à huit ans.

Avant le Cycle d'Uruguay, les droits antidumping avaient remplacé les mesures de sauvegarde comme principale mesure de protection d'urgence - au début des années 90, il y avait près de 30 fois plus de mesures antidumping que de mesures de sauvegarde en vigueur. Si les procédures administratives nécessaires à l'imposition de droits antidumping ont été rendues nettement plus strictes, rien n'a été fait pour essayer de remédier aux sources fondamentales d'abus inhérents à ce type de politique. De fait, certaines pratiques autrefois douteuses ont été officiellement sanctionnées par inclusion dans le GATT de 1994. Même si les nouvelles prescriptions en matière de procédure font qu'il est plus difficile d'administrer un système antidumping, elles n'empêcheront pas des abus de continuer à se produire parmi les pays qui appliquent des politiques actives en ce domaine. De plus, dans ce qui apparaît comme un exemple regrettable de transfert de technologie, les systèmes antidumping s'étendent de plus en plus aux pays en développement. Le Cycle d'Uruguay n'a rien fait pour lutter contre cette contagion.

Les procédures requises pour l'application de droits compensateurs ont été décrites de façon plus détaillée. Avant le Cycle d'Uruguay, les subventions pouvant donner lieu à des actions en matière de droits compensateurs n'étaient pas explicitement définies, de sorte que toute une gamme d'exportations y étaient potentiellement exposées. L'un des résultats du Cycle d'Uruguay est que les subventions sont désormais définies et classées en subventions prohibées, subventions pouvant donner lieu à une action et subventions ne donnant pas lieu à une action, ce qui réduit pour les exportations le risque de donner lieu à une action sans avoir pu le prévoir.

Les mesures de restriction des importations prises à des fins de balance des paiements ont beaucoup servi d'excuse, dans les pays en développement, pour octroyer une protection et ont été largement utilisées pour justifier certaines des formes de protection souvent opaques dans lesquelles le caractère restrictif est le plus fortement marqué. Le Mémoire d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements recommande aux pays de recourir à des mesures de protection fondées sur les prix plutôt qu'à des restrictions quantitatives, sans toutefois l'exiger. Quant à savoir si cette disposition aura beaucoup d'importance en pratique, cela dépendra de l'évolution de la tendance récemment observée, parmi les pays en développement, à se joindre aux pays industriels pour renoncer à recourir à des mesures prises à des fins de balance des paiements.

La création de l'OMC, dont les responsabilités s'étendent au commerce de toutes les marchandises et tous les services, et dans laquelle les procédures de règlement des différends

sont renforcées et la participation à l'échelon ministériel plus importante, renforcera le système de commerce mondial vis-à-vis duquel les pays en développement sont si dépendants (voir au chapitre 9 l'étude de Whalley). L'ampleur des responsabilités de l'OMC est une force, parce qu'elle augmente, pour chaque pays, les enjeux du système commercial; quant aux procédures de règlement des différends, elles renforcent les règles qui sont précisément le fondement d'un système de commerce international fondé sur les règles.

L'Accord sur les ADPIC étend la portée des droits de propriété intellectuelle dans les pays en développement à la fois du point de vue géographique et quant aux droits de propriété protégés. Les conventions internationales antérieures relatives aux droits de propriété cherchaient simplement à assurer que les détenteurs nationaux et tous les détenteurs étrangers de droits de propriété intellectuelle seraient traités également (principes du traitement national et de la nation la plus favorisée). Au contraire, l'Accord sur les ADPIC prévoit des normes minimales relatives à l'ampleur, la forme et à la durée des droits de propriété intellectuelle protégés par les gouvernements (voir au chapitre 12 l'étude de Braga). C'est l'un des résultats les plus considérables du Cycle d'Uruguay.

Le Cycle d'Uruguay a laissé en suspens nombre de tâches auxquelles il faut s'atteler si l'on veut traduire en gains réels ses avantages potentiels. Cela est très clair dans le cas du commerce des services, pour lequel on a prévu des séries de négociations successives, qui doivent commencer cinq ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'Accord. On peut en dire autant à propos de l'Accord sur l'agriculture, pour lequel des négociations en vue de la poursuite du processus de libéralisation doivent être engagées cinq ans après la date d'entrée en vigueur, et à propos de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC) pour lequel il est prévu, cinq ans au plus tard après la date d'entrée en vigueur de l'Accord, de procéder à un examen complet de son fonctionnement, au cours duquel il pourra être décidé de compléter l'accord par des dispositions relatives à la politique en matière d'investissement et à la politique en matière de concurrence (voir au chapitre 13 l'étude de Low et Subramanian).

L'élargissement substantiel de la portée du système de commerce multilatéral au commerce des services et aux ADPIC est une expérience dont il faudra beaucoup de temps pour appréhender toutes les conséquences. Autre élément important, à long terme: l'Accord du Cycle d'Uruguay a créé un comité chargé d'examiner la possibilité d'ajouter au système la question des relations entre le commerce et l'environnement et beaucoup de pressions se sont exercées pour obtenir que la question des normes d'emploi soit aussi inscrite à l'ordre du jour. Ce sont là, certes, des questions fondamentales, mais il faut bien voir qu'à introduire à la hâte dans le système de commerce mondial les questions de protection de l'environnement, de normes d'emploi ou de politique de la concurrence, on risque fort de faire le jeu des protectionnistes et de porter atteinte à l'intégrité d'un système de commerce qui a été le moteur principal du relèvement des niveaux de vie et de l'amélioration de la qualité de l'environnement dans les pays en développement (voir au chapitre 14 l'étude d'Anderson).

Le Cycle d'Uruguay a inscrit à son actif des résultats bien supérieurs à ceux des cycles de négociations antérieurs: en faisant entrer les pays en développement dans le système de commerce mondial en qualité de participants à part entière, en renforçant les procédures de règlement des différends et en introduisant dans le système toute une gamme de nouveaux produits - comme l'agriculture et les services - et de nouvelles activités - comme les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC). De substantielles réductions de la protection ont été obtenues dans les domaines traditionnels comme celui des articles manufacturés, les progrès étant moindres dans des domaines plus nouveaux où il a fallu négocier un cadre complet de règles. Selon toute vraisemblance, la libéralisation du

commerce attribuable au Cycle d'Uruguay générera des gains compris entre 55 et 90 milliards de dollars pour les pays en développement, et entre 100 et 200 milliards de dollars pour le monde dans son ensemble.

Il reste beaucoup à faire pour tirer le meilleur parti de la base créée par le Cycle d'Uruguay. Les succès mêmes que sont l'interdiction des mesures d'autolimitation des exportations et l'abrogation de l'Arrangement multifibres feront dévier les pressions protectionnistes vers les parties relativement faibles du nouveau système de commerce multilatéral, comme celles qui concernent les mesures de sauvegarde et les droits antidumping. Il reste beaucoup à faire pour mettre fin au protectionnisme agricole. Les règles régissant le commerce des services devront probablement être modifiées pour pouvoir servir de base à une libéralisation soutenue de cette composante du commerce mondial. De nouvelles questions, comme celle de l'environnement, seront inscrites au programme des futures négociations. De nouveaux membres accèderont à l'OMC. C'est seulement avec la participation pleine et active des pays en développement qu'il sera possible de retirer tous les avantages potentiels du Cycle d'Uruguay. Et c'est seulement par cette participation pleine et active que les pays en développement seront en mesure de retirer du système de commerce mondial tous les avantages qu'ils peuvent en attendre.

"Ukraine - Seed Development Project" (Vol. 1).

Résumé succinct

L'objectif principal du Projet de développement des semences est d'améliorer la capacité du système de semences national à produire de manière rentable des semences de grande qualité. Pour atteindre l'objectif à court terme du projet, c'est-à-dire améliorer l'offre de semences de qualité pour les marchés intérieur et extérieurs, le projet proposera une assistance financière et technique pour: 1) le développement de trois entreprises privées spécialisées dans la multiplication de semences hybrides apparentées de maïs, tournesol et betterave sucrière, et dans leur transformation et leur commercialisation; et 2) la conservation et le développement du matériel génétique pour trois fournisseurs nationaux principaux de semences hybrides de maïs, tournesol et betterave sucrière. Pour atteindre l'objectif à moyen terme du projet, c'est-à-dire développer un système de semences compétitif, le projet proposera une assistance financière et technique pour: 1) améliorer le cadre réglementaire du système de semences; 2) développer une stratégie et un plan de recherche sur le secteur agricole; et 3) l'Institut ukrainien d'agroécologie et de biotechnologie. Outre ces interventions spécifiques dans le système de semences, la libéralisation de la fixation des prix, de la commercialisation et des échanges des semences mise en œuvre dans le cadre du programme de réforme économique du gouvernement permettra d'asseoir le cadre réglementaire nécessaire pour renforcer l'efficacité du système de semences national.

"Bangladesh - Country Assistance Strategy" (Vol. 1).

Résumé succinct

L'objectif premier de la stratégie de la Banque mondiale concernant le Bangladesh est de soutenir les efforts du pays pour accélérer le taux et améliorer la courbe de croissance de manière à réduire le nombre absolu de personnes vivant dans des conditions d'extrême pauvreté. Par conséquent, la stratégie d'assistance s'attaquera aux obstacles structurels à la croissance identifiés et s'efforcera d'impliquer les populations pauvres dans le processus de croissance. Priorité est donnée à des sujets spécifiques. Le premier concerne le maintien de la stabilité macro-économique par l'élargissement constant de l'assiette fiscale et

l'amélioration de la qualité des dépenses publiques. Deuxièmement, les auteurs appellent à encourager le développement d'un secteur privé dynamique qui fasse plus d'investissements et soit soumis aux lois de la concurrence des marchés. Il conviendra en premier lieu d'achever le processus de libéralisation pour encourager une productivité et une diversification accrues du secteur agricole, d'aller au-delà de la culture par défaut, d'étendre la réforme du secteur financier et d'accroître les investissements tant publics que privés dans les domaines touchant aux infrastructures de base. Les auteurs soulignent également la nécessité de consolider et de renforcer le rôle du secteur public en accélérant le rythme des privatisations, en mettant en place les structures réglementaires appropriées pour encadrer les marchés non concurrentiels, en clarifiant les politiques et en renforçant les institutions qui freinent la volonté d'investissement du secteur privé dans les infrastructures et en appliquant les priorités identifiées dans le Plan d'action national pour l'environnement. Enfin, les auteurs ont noté la nécessité d'encourager la participation des populations pauvres dans le processus de croissance en étendant l'accès et en améliorant la qualité de l'éducation et des services de santé primaires et de planning familial à un coût raisonnable.

Csaba, Csaki. "Armenia: Agricultural Policy Update" (Vol. 1).

Résumé succinct

L'Arménie a mis en œuvre l'un des programmes de réforme agraire les plus complets des Républiques de l'ex-Union soviétique. La réforme agraire a débuté en 1991 et, à la fin 1992, la majorité des terres agricoles avaient été privatisées. Parallèlement à cette réforme, le gouvernement a également commencé à développer en 1991 un nouveau cadre de mesures d'incitations pour le secteur alimentaire et agricole. Le système dirigé par l'État a été entièrement démantelé, les prix à la production et la plupart des prix des intrants ont été libéralisés et pratiquement toutes les subventions supprimées. En 1995, l'Arménie a fait des avancées significatives dans la réforme du secteur alimentaire et agricole. La privatisation accélérée de l'industrie agroalimentaire et l'achèvement de la réforme institutionnelle peuvent être considérées comme les résultats les plus importants de cette année. La poursuite des réformes commerciales, telles que la libéralisation accrue des prix du pain, ainsi que la décision de débiter la privatisation des terres de réserve de l'État, constituent également des étapes importantes dans la bonne direction. Les points essentiels qui détermineront les progrès futurs des réformes du secteur alimentaire et agricole et la reprise de ce secteur dans son ensemble sont les suivants: a) réussir à restructurer les industries agroalimentaires; b) établir rapidement un environnement de services de soutien, notamment un système financier fiable, pour soutenir le secteur agricole, les agriculteurs et les industries de transformation. Il convient également de poursuivre les efforts entrepris pour renforcer les politiques commerciales libérales, pour consolider les exploitations agricoles privées et pour réformer les institutions.

Schiff, Maurice et Montenegro, Claudio E. "Aggregate Agricultural Supply Response in Developing Countries: A Survey of Selected Issues" (Vol. 1). Policy, Research and working paper, n° WPS 1485.

Résumé succinct

Les auteurs examinent plusieurs études sur la capacité d'offre agricole globale. S'appuyant sur des faits économiques et économétriques, ils soutiennent qu'en général, dans le cadre d'une réforme crédible, les estimations par séries chronologiques génèrent une erreur systématique par défaut de la capacité d'offre. Même si les estimations par séries chronologiques peuvent fournir une représentation exacte des relations comportementales du passé, elles ne fournissent pas une base adéquate pour la prévision des effets des réformes de

politique. Cela est particulièrement vrai pour les pays en développement, où les réformes de politique impliquent des changements massifs, la réforme des prix agricoles, la libéralisation du commerce industriel, la réforme du secteur financier et la stabilisation macro-économique. Dans ces conditions, les valeurs des paramètres obtenues sous le régime de politique précédent sont peu significatives pour le nouveau régime. Les auteurs soulignent également que les investissements dans les biens publics devraient être envisagés comme des éléments complémentaires, et non opposés, à la politique des prix. Ils affirment que choisir la politique qui a le plus de répercussions sur la production n'a pas de sens. Ils proposent ce qu'ils considèrent comme des critères plus appropriés pour choisir les meilleures formes de politiques alternatives.

Ingco, Merlinda D. "Agricultural Trade Liberalization in the Uruguay Round: One Step Forward, One Step Back?" (Vol. 1). Policy, Research working paper, n° WPS 1500.

Résumé succinct

Après avoir évalué l'incidence du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture et la protection à la frontière au cours de la prochaine décennie, l'auteur conclut que, malgré une réforme significative des règles - notamment la conversion des obstacles non tarifaires en droits de douane ainsi que la réduction et la consolidation de tous les droits - la libéralisation du commerce sera dans la pratique moins importante que prévu. L'objectif du Cycle était de lutter contre le protectionnisme et de supprimer les distorsions commerciales. Cet objectif risque de ne pas être atteint dans la pratique, du moins pas avant que d'autres réductions ne soient décidées lors des prochains cycles de négociations. Les pays asiatiques à revenu élevé font exception à la règle puisque la protection sur les produits de base principaux va y être sensiblement réduite. La tarification et la consolidation de tous les droits sur les produits agricoles représente un grand pas en avant. La libéralisation est implicite car il est interdit aux pays d'élever arbitrairement leurs droits de douane à des niveaux plus élevés. Mais la plupart des droits de douane nouvellement fixés sont si élevés dans de nombreux pays que cela empêche de fait le commerce. Les modèles de libéralisation varient considérablement d'un produit et d'un pays à l'autre. En général, l'importance de la libéralisation a été atténuée par des droits de consolidation pendant la période de référence 1986-1988 lorsque la protection à la frontière était au plus haut. Dans la plupart des pays de l'OCDE, cette situation a été aggravée par la "tarification déloyale": les nouveaux droits de base offraient une protection encore plus élevée que les obstacles non tarifaires qu'ils remplaçaient. Même après l'application des engagements sur les réductions douanières pris pendant le Cycle, la mesure *ad valorem* des droits de consolidation finals restera supérieure au taux moyen de protection de 1982-1993. Plusieurs pays d'Asie orientale, d'Amérique latine et du Moyen-Orient ont choisi de bloquer tous les efforts de libéralisation précédents sur certains produits. Mais, pour la plupart des produits de base, il n'y aura que peu de libéralisation réelle, dans la mesure où la majorité des pays en développement choisissent de consolider leurs droits au niveau maximum.

Amjadi, Azita et Yeats, Alexander. "Nontariff Barriers Africa Faces: What did the Uruguay Round Accomplish, and What Remains to be Done?" (Vol. 1). Policy Research working paper, n° WPS 1439.

Résumé succinct

Peut-être la principale avancée du Cycle d'Uruguay concerne-t-elle les accords obtenus sur les obstacles non tarifaires. Tous les obstacles non tarifaires imposés dans le cadre de l'Arrangement multifibres (AMF) seront progressivement supprimés sur dix ans, et toutes les limitations "volontaires" des exportations seront abrogées. Les obstacles non

tarifaires des pays de l'OCDE sur les produits agricoles seront convertis en droits de douane puis réduits de 36 pour cent en moyenne. Un accord a également été signé sur la limitation des subventions et autres incitations aux exportations agricoles. Par conséquent, le profil du système de protection non tarifaire de l'OCDE auquel sont confrontés les pays africains va radicalement changer. Auparavant, environ 11 pour cent de toutes les exportations subsahariennes subissaient des obstacles non tarifaires; maintenant, ce pourcentage va tomber à environ 2 pour cent. Quatre-vingt trois pour cent des exportations de la Réunion avant le Cycle d'Uruguay étaient affectés par des obstacles non tarifaires, plus maintenant. Certains pays africains en revanche ne bénéficieront pratiquement pas des résultats du Cycle d'Uruguay. Aucun obstacle non tarifaire sur les produits énergétiques n'a été libéralisé, les coefficients de couverture pour l'Angola, le Congo et le Nigéria sont toujours élevés, mais les mesures appliquées (en majorité des restrictions quantitatives et des frais d'importation spéciaux) n'augmentent pas le coût des importations de manière significative. L'exclusion du poisson dans l'Accord sur l'agriculture a également limité les avantages potentiels pour des pays comme les Seychelles. D'autres encore subissaient peu ou pas de restrictions non tarifaires avant les négociations. Les nouvelles évolutions sont considérées comme positives pour les pays en développement en tant que groupe, bien que certains pays puissent subir des pertes. Le commerce des textiles et des vêtements a été étroitement réglementé pendant 30 ans par le biais des contingents de l'AMF. La suppression progressive de ces restrictions confrontera les pays africains à une concurrence mondiale agressive. Leur aptitude à maintenir un secteur d'exportation des textiles et des vêtements dépend de leur capacité à appliquer des réformes destinées à réduire les coûts. La libéralisation de l'AMF sera très progressive, avec environ la moitié des restrictions supprimées au bout de dix ans, ce qui laisse amplement le temps d'effectuer les ajustements nécessaires.

Martin, Will et Winters, L. Alan (éd.). "The Uruguay Round and the Developing Economies" (Vol. 1). World Bank discussion papers, n° WDP 307.

Résumé succinct

Ce document de travail contient 13 études dont l'objet est d'évaluer les répercussions économiques du Cycle d'Uruguay sur les économies en développement. Certaines des conclusions les plus importantes qui s'en dégagent sont esquissées ci-après. L'Accord sur l'agriculture a obtenu d'importants résultats en matière de définition des règles du commerce des produits agricoles, mais n'a pas obtenu grand-chose du point de vue de l'ouverture immédiate des marchés. Les réductions substantielles des droits de douane appliqués aux articles manufacturés des pays en développement comme des pays industriels, et l'accord qui prévoit l'abrogation de l'Arrangement multifibres (AMF) se traduiront par d'importants avantages pour les pays en développement. La réduction de la protection dans le commerce total des marchandises entraînera, dans les pays en développement, une augmentation des revenus réels comprise entre 1,2 et 2,0 pour cent de leur PIB en 1992. L'établissement de l'Organisation mondiale du commerce renforcera le système de commerce mondial. Des versions antérieures des études regroupées dans cet ouvrage ont été présentées lors d'une conférence organisée à la Banque mondiale en janvier 1995. Les analyses contenues dans ce volume sont, à notre connaissance, les premières dans lesquelles les estimations des effets du Cycle d'Uruguay ont été basées entièrement sur les réductions effectivement apportées à la protection, en conséquence du Cycle d'Uruguay, par rapport aux taux en vigueur antérieurement.

1996

"Agricultural Trade and Trade Policy: A Multi-Country Analysis - Moldova Technical Report."

Résumé succinct

Ce rapport évalue la compétitivité potentielle de la République de Moldova dans le commerce des principaux produits de base. Les objectifs sont les suivants: a) fournir les informations de base et le contexte nécessaires à l'identification des projets devant être financés par la Banque mondiale ou d'autres donateurs; b) aider le gouvernement à élaborer des politiques et des initiatives devant contribuer à la croissance et au commerce des produits agricoles. Ce rapport s'inscrit dans une analyse de plusieurs pays (rapport n° 15960). Le chapitre 1 décrit les tendances récentes du secteur agricole. Les chapitres 2 et 3 analysent les tendances des politiques macro-économiques et agricoles et la restructuration agricole de Moldova. Les produits de base étudiés sont la betterave sucrière et le sucre, le tournesol et l'huile végétale, le blé, la farine et le pain, le maïs, l'élevage porcin et la viande de porc, la volaille et les œufs, les fruits et les légumes, le raisin et le vin, et enfin le tabac. Pour chaque produit, les données suivantes ont été recueillies: tendances pour l'offre, l'utilisation et le commerce, questions et changement de politique, coûts de production, capacités observées jusqu'ici, coûts de production nets de subventions aux intrants, coûts et prix ajustés à des fins de comparaisons internationales. Le chapitre 4 contient une description détaillée des tendances et profils des produits de base. La privatisation, la réforme agraire, la participation du gouvernement, l'abolition du contrôle des prix, une politique de taux de change flexible, la réduction des restrictions quantitatives à l'exportation et la réglementation sur les devises fortes font partie des mesures que les autorités moldoves devraient mettre en œuvre pour soutenir l'avantage concurrentiel de Moldova dans le secteur agricole.

Valdes, Alberto. "Surveillance of Agricultural Price and Trade Policy in Latin America During Major Policy Reforms" (Vol. 1). World Bank discussion papers, n° WDP 349.

Résumé succinct

Depuis 1990 environ, la plupart des pays d'Amérique latine ont débuté un processus multilatéral de libéralisation du commerce sur les produits agricoles et non agricoles, mettant ainsi fin à 40 ans de politiques de remplacement des importations. La majorité des pays ont adopté la tarification, avec des droits consolidés, éliminant ainsi la restriction aux contingents et supprimant les taxes à l'exportation. Cette étude examine les changements subis par le système de protection agricole depuis les réformes, par les prix agricoles réels pendant la réforme du commerce et la situation actuelle relative aux droits de douane et aux restrictions quantitatives dans ces pays. Cette analyse identifie des domaines qui nécessitent des réformes supplémentaires. Le rapport présente une évaluation quantitative par pays des interventions sur le commerce et les prix pour sept produits de base dans huit pays d'Amérique latine et des Caraïbes entre 1984 et 1995. L'étude comprend une discussion sur les politiques commerciales actuelles de ces pays dans le cadre de l'Accord du Cycle d'Uruguay. Quatre indicateurs de politique sont utilisés: les taux de production nominal et effectif, l'équivalent subvention à la production et le taux effectif d'assistance. Relevés annuellement, ces indicateurs révèlent des subventions implicites et des taxes sur des marchés de produits de base spécifiques et les transferts de recettes (implicites) qui en résultent. La quantification de ces instruments, et la transparence que cela apporte à la prise de décision, peuvent avoir un effet dissuasif efficace contre les mesures discriminatoires dans la fixation des prix et le commerce.

Ingco, Merlinda D. Mitchell, Donald O. et McCalla, Alex F. "Global Food Supply Prospects: A Background Paper Prepared for the World Food Summit, Rome, novembre 1996 (Vol. 1). World Bank technical paper, n° WTP 353.

Résumé succinct

Ce volume examine les perspectives en matière d'offre mondiale de produits alimentaires sur le court et le moyen terme. Il étudie les causes des hausses de prix récentes, examine les études effectuées sur les perspectives à moyen terme et analyse les implications de l'Accord du Cycle d'Uruguay et des réformes qui ont suivi le Cycle dans les politiques agricoles. Il examine également la dépendance aux importations de céréales des pays en développement à revenu faible et intermédiaire et éclaire la situation actuelle de l'offre, en soulignant l'enjeu auquel sera confronté le monde au cours du prochain siècle. Même si les perspectives de l'offre alimentaire mondiale à court et moyen termes apparaissent relativement bonnes, la situation à plus long terme est plus incertaine. Pour que le monde puisse satisfaire les demandes alimentaires au XXI^{ème} siècle, les gouvernements doivent faire dès aujourd'hui des investissements judicieux sur la recherche en agriculture et le développement rural, ils doivent également élaborer des politiques et créer des institutions appropriées.

"Agricultural Trade and Trade Policy: A Multi-Country Analysis - Commodity Trends in Agriculture: Production, Gross Margins, and Trade: The Experiences of Belarus, Moldova, and Ukraine - 1991-1994" (Vol. 1).

Résumé succinct

Ce volume représente un résumé général de "Agricultural Trade and Trade Policy: A Multi-country analysis". L'étude repose sur des analyses par pays de certains produits de base qui ont d'abord été présentées dans des rapports individuels par pays (rapports n° 15961, 15962 et 15963). L'étude s'attache avant tout aux profils et tendances de production pour les principaux produits agricoles de base au Bélarus, en Moldova et en Ukraine. Outre les informations recueillies sur la production, des données supplémentaires sur les prix des intrants, de la production, sur les technologies, l'utilisation nationale, les flux commerciaux et la transformation ont été collectées pour indiquer les ajustements qu'a connus le secteur agricole pendant la période de transition. Le rapport présente les recommandations suivantes pour améliorer le régime commercial: a) éliminer ou réduire la gestion des devises étrangères associée au commerce; b) supprimer la fixation de prix minimums à l'exportation; c) améliorer les services liés au commerce; d) empêcher que les unions douanières et les accords de libre-échange réalisés avec les autres nations de la Communauté des États indépendants (CEI) n'entravent l'intégration dans le commerce mondial; e) maintenir des droits de douane uniformes et relativement bas; f) exploiter les possibilités de développement de cultures spéciales; et g) entreprendre des réformes institutionnelles plus profondes pour s'intégrer pleinement dans le commerce mondial.

1997

Csaki, Csaba; Lundell, Mark et Shuker, Iain. "Current Status of Agricultural Reforms in EC4 Countries" (Vol. 1). EC4NR agriculture policy note, n° 12.

Résumé succinct

Ce rapport fournit à la fois une vue d'ensemble et une analyse spécifique sous forme de matrices des réformes agricoles menées dans les pays EC4 au milieu de 1997. Chaque

pays (Estonie, Lettonie, Lituanie, Arménie, Géorgie, Moldova, Ukraine et Bélarus) est évalué sur la libéralisation des prix et du commerce, la réforme agraire, la privatisation du secteur agroalimentaire et de l'offre d'intrants, le financement rural et le cadre institutionnel. Une moyenne générale et transnationale est également calculée.

DeRosa, Dean A. "Agricultural Trade and Rural Development in the Middle East and North Africa: Recent Developments and Prospects" (Vol. 1). Policy, Research working paper, n° PS 732.

Résumé succinct

Malgré la prédominance du pétrole au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'agriculture reste un secteur important pour la plupart des économies de la région. Une croissance plus solide et dynamique de l'agriculture pourrait à cet égard accroître de manière significative la croissance économique durable et le développement rural de ces pays. L'une des méthodes permettant d'améliorer la croissance agricole consiste à élargir les exportations agricoles des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord en s'appuyant sur des secteurs agricoles relativement importants et sur des avantages comparatifs dans les céréales, les matières brutes agricoles, les fruits et les légumes et de nombreuses catégories d'élevage et de produits laitiers. Cependant, les niveaux élevés de protection qui existent dans de nombreux pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, notamment sur les produits manufacturés et alimentaires, contribuent à maintenir des taux de change surévalués et vont à l'encontre du secteur agricole. La libéralisation du commerce et les autres réformes économiques destinées à promouvoir l'agriculture et améliorer la prospérité dans les zones rurales des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pourraient se poursuivre par le biais d'une coopération économique régionale, mais qui s'appuierait autant que possible sur les principes d'un "régionalisme ouvert", selon lequel des concessions commerciales négociées entre des partenaires commerciaux de la région pourraient être étendues sans condition à tous les partenaires commerciaux, y compris en dehors de la région.

Francis, Paul A.; Milimo, John T. Njobvu, Chosani A. et Tembo, Stephen P.M. "Listening to Farmers: Participatory Assessment of Policy Reform in Zambia's Agricultural Sector" (Vol.). World Bank technical paper, n° WTP 375. Africa region series.

Résumé succinct

Cette étude examine l'incidence sur les agriculteurs des changements radicaux qui se sont produits dans la politique agricole appliquée en Zambie dans les années 90. À partir des résultats de plusieurs enquêtes participatives et évaluations avec la participation des bénéficiaires, ainsi que sur des données d'enquête quantitatives lorsqu'elles étaient disponibles, le document décrit les perceptions et les priorités des agriculteurs concernant les contraintes à la production et la qualité des services agricoles. Les systèmes d'exploitation agricole et les contraintes auxquelles font face les agriculteurs sont décrits en termes de dotation et de répartition des ressources (par exemple, facteurs climatiques et environnementaux, accès à la terre, emploi, compétences techniques, moyens de traction), ainsi qu'en termes de qualité des services agricoles publics et privés dans le cadre de la libéralisation. Le document souligne les stratégies d'adaptation que les agriculteurs ont adoptées face à ces changements, notamment l'évolution des pratiques agricoles, le recours croissant à des sources de revenu non agricoles et la modification des modèles d'échange et de consommation. La conclusion présente des recommandations pour des actions et des études ultérieures.

Koester, Ulrich E. et Brooks, Karen M. "Agriculture and German Reunification" (Vol. 1). World Bank discussion paper, n° WDP 355.

Résumé succinct

Ce rapport examine la tendance générale prise par les réformes agricoles en Allemagne de l'Est, seul pays de la région dans lequel la production agricole n'a pas décliné suite aux ajustements radicaux survenus. Les auteurs ont constaté que la production agricole totale était restée globalement stable pendant cette période et que la productivité des terres et de la main-d'œuvre agricole avait sensiblement augmenté en quatre ans. La transformation de l'Allemagne de l'Est est unique au sens où elle illustre la nature et la rapidité des ajustements du secteur agricole lorsque les caractéristiques du contexte économique externe au secteur n'entravent pas le processus. Les changements structurels ont été rapides et la productivité de l'Allemagne de l'Est s'est accrue jusqu'à égaler, voire surpasser, celle de l'Allemagne de l'Ouest en cinq ans. Ces ajustements rapides ont exigé des versements de transition massifs pour la séparation, la sécurité sociale, les investissements dans les exploitations agricoles, le déplacement et l'abandon des terres marginales. Les ajustements du secteur agricole consistaient à modifier la structure des exploitations, la propriété des biens, les technologies de production et la composition de la production. Le fermage plutôt que la vente des terres a dominé l'activité sur les marchés agricoles d'Allemagne de l'Est. Le fermage procurait la flexibilité nécessaire pour les ajustements au niveau des exploitations et entraînait également des coûts de démarrage plus bas pour les nouvelles exploitations. Le régime commercial ouvert a contribué à l'importation de nouvelles technologies et à une hausse rapide des rendements. En revanche, les emplois agricoles ont chuté de près de 80 pour cent dans les cinq ans qui ont suivi la réunification, et la baisse continue. Les aides à l'équipement fournies dans le cadre de l'assistance à la transition ont en outre accentué la diminution des emplois agricoles. L'approche adoptée pour évaluer et distribuer les biens agricoles a entraîné la concentration de la valeur dans les mains d'un nombre relativement restreint de personnes. Enfin, la réforme de la Politique agricole commune présentait un avantage immense pour l'agriculture est-allemande à une période où de vastes étendues auraient de toute manière été inutilisées, avec ou sans versements.

"India - The Indian Oilseed Complex: Capturing Market Opportunities" (Vol. 1). World Development Sources, WDS 1997-2.

Résumé succinct

Le gouvernement de l'Inde s'est donné pour objectif d'atteindre l'autosuffisance et la sécurité alimentaire dans le secteur des huiles comestibles. Pour obtenir des résultats durables dans le secteur des graines oléagineuses, le gouvernement devra établir un environnement en matière de prix et de commerce qui favorise les avancées technologiques durables. Pour tirer profit de la stabilité de la production acquise grâce à la diversification, l'Inde devra établir un marché véritablement national stimulé par la concurrence étrangère et procurant des niveaux d'efficacité supérieurs en matière de commercialisation et de transformation. Une stratégie de réforme qui pourrait s'autogénérer par des incitations financières et institutionnelles et stimuler des gains de productivité significatifs s'appuierait principalement sur les politiques nationales pour améliorer les résultats de la commercialisation et de la transformation. Les objectifs de cette réforme sont: 1) améliorer la commercialisation et la distribution des graines oléagineuses et des produits dérivés; 2) améliorer la compétitivité technique; et 3) fournir les moyens nécessaires pour diminuer les risques sur les prix et les risques de réduction des marges dans un environnement commercial national et étranger plus libéral conforme aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le rapport recommande pour cette réforme une approche en cinq étapes: 1) affiner le régime

commercial extérieur en établissant des règles conformes à celles de l'OMC, notamment reconnaître les droits de propriété intellectuelle, ce qui encouragera les entreprises de graines oléagineuses à vendre des variétés de meilleure qualité; 2) moderniser le commerce intérieur et la politique de transformation en surveillant la dérégulation des prix et du commerce dans le secteur des graines oléagineuses, et en harmonisant et en normalisant le régime fiscal; 3) moderniser les infrastructures du marché, les infrastructures après récolte, les infrastructures de transport et portuaires en décentralisant les autorités de réglementation, en disséminant les infrastructures relatives aux prix, en établissant une politique d'investissement privé et en encourageant la participation du secteur privé; 4) renforcer le cadre réglementaire et institutionnel pour améliorer les résultats en matière de santé et de qualité en renforçant les normes de sécurité alimentaires nationales et en améliorant le suivi et l'application des capacités.

"India - The Indian Oilseed Complex: Capturing Market Opportunities" (Vol. 2). World Development Sources, WDS 1997-2.

Résumé succinct

Le gouvernement de l'Inde s'est donné pour objectif d'atteindre l'autosuffisance et la sécurité alimentaire dans le secteur des huiles comestibles. Pour obtenir des résultats durables dans le secteur des graines oléagineuses, le gouvernement devra établir un environnement en matière de prix et de commerce qui favorise les avancées technologiques durables. Pour tirer profit de la stabilité de la production acquise grâce à la diversification, l'Inde devra établir un marché véritablement national stimulé par la concurrence étrangère et procurant des niveaux d'efficacité supérieurs en matière de commercialisation et de transformation. Une stratégie de réforme qui pourrait s'autogénérer par des incitations financières et institutionnelles et stimuler des gains de productivité significatifs s'appuierait principalement sur les politiques nationales pour améliorer les résultats de la commercialisation et de la transformation. Les objectifs de cette réforme sont: 1) améliorer la commercialisation et la distribution des graines oléagineuses et des produits dérivés; 2) améliorer la compétitivité technique; et 3) fournir les moyens nécessaires pour diminuer les risques sur les prix et les risques de réduction des marges dans un environnement commercial national et étranger plus libéral conforme aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le rapport recommande pour cette réforme une approche en cinq étapes: 1) affiner le régime commercial extérieur en établissant des règles conformes à celles de l'OMC, notamment reconnaître les droits de propriété intellectuelle, ce qui encouragera les entreprises de graines oléagineuses à vendre des variétés de meilleure qualité; 2) moderniser le commerce intérieur et la politique de transformation en surveillant la dérégulation des prix et du commerce dans le secteur des graines oléagineuses, et en harmonisant et en normalisant le régime fiscal; 3) moderniser les infrastructures du marché, les infrastructures après récolte, les infrastructures de transport et portuaires en décentralisant les autorités de réglementation, en disséminant les infrastructures relatives aux prix, en établissant une politique d'investissement privé et en encourageant la participation du secteur privé; 4) renforcer le cadre réglementaire et institutionnel pour améliorer les résultats en matière de santé et de qualité en renforçant les normes de sécurité alimentaires nationales et en améliorant le suivi et l'application des capacités.

"Uzbekistan - Country Assistance Strategy" (Vol. 1).

Résumé succinct

Cette Stratégie d'assistance pays (CAS) pour l'Ouzbékistan se concentre sur quatre enjeux principaux à court et moyen termes pour soutenir un développement durable et large

destiné à lutter contre la pauvreté. Ces enjeux sont les suivants: 1) libéraliser le commerce et le régime des taux de change et réduire les distorsions du secteur financier; 2) améliorer les régimes d'incitations pour accroître la production et l'emploi, notamment dans le secteur agricole; 3) lutter contre l'inefficacité des services et infrastructures municipaux concernant l'utilisation des ressources; et 4) réparer les dommages sur l'environnement résultant d'une mauvaise gestion des ressources naturelles dans le bassin de la mer d'Aral. Ces domaines ont été choisis car s'ils progressaient, ils auraient des effets positifs importants sur les contraintes qui pèsent lourdement sur les foyers ouzbèques à faible revenu. La libéralisation du commerce, des paiements et du commerce intérieur serait particulièrement bénéfique pour le développement des petites et moyennes entreprises et pour l'agriculture, secteurs dans lesquels résident les meilleures perspectives de croissance pour les emplois rémunérateurs. Cette stratégie comporte des actions destinées à lutter contre la pauvreté, notamment 1) investir dans la mise en place d'un système d'alimentation en eau potable, d'assainissement et de santé dans la région la plus pauvre du pays; 2) inclure cette zone dans le Fonds de transformation sociale (FY99); et 3) inclure l'une des régions les plus pauvres dans la partie pilote du projet de réforme de la santé (FY98).

"Albania - Country Assistance Review" (Vol. 1).

Résumé succinct

Cette Revue d'assistance pays (CAR) pour l'Albanie couvre la période 1992-1997 et concerne l'engagement de l'Association internationale de développement (IDA) auprès du gouvernement albanais et son effort de développement. La conclusion de la revue CAR est que l'assistance fournie à l'Albanie a été efficace et que le partenariat noué avec le gouvernement a remporté plusieurs succès notables. Le bouleversement de l'ordre civil en 1997 et les destructions de propriété qui ont suivi ont fait reculer de manière spectaculaire les progrès accomplis en matière de développement. Mais des avancées significatives dans le secteur agricole, la gestion de la dette extérieure, la privatisation à petite et moyenne échelles, la réforme fiscale et la libéralisation des prix et du commerce ont malgré tout résisté. Le programme de l'IDA comportait quelques faiblesses sur l'ordre de priorité établi pour les efforts d'assistance, et sur l'importance et l'objectif de certains de ces efforts. Plus importante encore était l'absence de progrès dans la réforme des institutions d'État et de l'administration publique. Les enseignements qui ont été tirés de la revue CAR sont présentés à un niveau général et sectoriel. Cela permettra à l'IDA d'affiner sa stratégie d'assistance pays et ses futurs efforts d'assistance.

1999

Krueger, Anne O. "Developing Countries and the Next Round of Multilateral Trade Negotiations" (Vol. 1). Policy, Research working paper, n° WPS 2118.

Résumé succinct

Les pays en développement ne sont devenus des participants à part entière dans les négociations commerciales multilatérales qu'avec le Cycle d'Uruguay, au cours duquel ils sont parvenus à imposer l'agriculture dans les discussions GATT/OMC, en convenant d'un accord sur la suppression progressive de l'Arrangement multifibres sur dix ans, et en entamant des discussions sur les services, entre autres. Leur principal intérêt dans le nouveau cycle est toujours d'assurer un élargissement approprié d'un système de commerce multilatéral ouvert. Les pays en développement devraient chercher une libéralisation au-delà de la frontière, plutôt que des réductions zéro pour zéro qui ont tendance à favoriser les intérêts des pays industrialisés (qui se concentrent sur des domaines dans lesquels ils ont un avantage

comparatif) et diminuer le soutien à des réductions supplémentaires. La libéralisation du commerce des produits agricoles offre de nombreuses possibilités. Les pays en développement ont fortement intérêt à réduire la protection et les subventions à l'agriculture et à interdire les taxes et les contingents à l'exportation des produits agricoles. Les accords relatifs aux services, notamment par exemple, les accords sur l'immigration temporaire des ouvriers du bâtiment, sont particulièrement importants pour ces pays. Il est essentiel que les normes d'emploi ne soient pas utilisées pour lutter contre la concurrence des pays en développement ayant une main-d'œuvre nombreuse, et que tout accord sur les normes d'emploi n'augmente pas les coûts de la main-d'œuvre non qualifiée dans les pays dont l'avantage comparatif se compose de produits exportés faisant appel à de nombreux travailleurs non qualifiés. Il est également important de ne pas imposer de normes de produits de niveau trop élevé. Les pays en développement peuvent accroître leur influence de manière significative en formant des coalitions fondées sur des intérêts communs dans une vaste gamme de domaines (comme l'a fait le Groupe de Cairns lors du Cycle d'Uruguay).

Hoekman, Bernard Anderson, Kym. "Developing Country Agriculture and the New Trade Agenda" (Vol. 1). Policy, Research working paper, n° WPS 2125.

Résumé succinct

Un nouveau cycle de négociations de l'Organisation mondiale du commerce sur l'agriculture, les services et peut-être d'autres sujets devrait se tenir fin 1999. Dans quelle mesure ces négociations devraient-elles inclure des éléments du "nouveau programme commercial" destinés à s'assurer que les politiques réglementaires nationales ne sont pas discriminatoires à l'encontre des fournisseurs étrangers? Les auteurs estiment que les négociations sur l'accès aux marchés devraient être prioritaires, dans la mesure où le gain de prospérité potentiel obtenu grâce à la libéralisation de l'accès aux marchés agricoles (et de services) est toujours considérable. De nouveaux sujets devraient cependant être abordés. Il faut souligner notamment que les sujets abordés dans le nouveau programme commercial entraîneraient un rôle croissant de la discipline commerciale dans l'attribution des ressources en agriculture et encourageraient des groupes non agricoles ayant des intérêts dans les nouveaux sujets à prendre part au cycle, équilibrant ainsi les forces en faveur de la protection agricole. Toutefois, ils soutiennent également que les efforts d'élaboration des règles entrepris pour inclure les nouveaux sujets devraient être séparés des négociations sur l'accès aux marchés agricoles car ces sujets influent sur l'activité de tous les secteurs.

Csaki, Csaba et Nash, John. "Regional and International Trade Policy - Lessons for the EU Accession in the Rural Sector" (Vol. 1). World Bank technical paper, n° WTP 434.

Résumé succinct

Les activités de l'Union européenne (UE) concernant l'adhésion de nouveaux membres comprennent une série d'études, d'ateliers et de séminaires, afin de faciliter les réformes de politique et de réglementation et diffuser les résultats des études, améliorant ainsi les capacités d'analyse des politiques dans les pays concernés par l'accession à l'UE. En collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale fournit des analyses économiques et met son expérience à disposition dans le cadre de ses activités coordonnées. Le principal objectif de l'atelier était de présenter les résultats des études sur les questions de politique commerciale régionale et internationale à la lumière de l'expérience et/ou de l'implication des dix pays étudiés dans les accords commerciaux régionaux, notamment l'Accord de libre-échange d'Europe centrale et orientale (ALEEC) et l'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), relativement à l'adhésion des dix pays considérés. Des discussions ont été entamées sur le soutien de la Banque mondiale

au secteur rural et l'importance des avantages potentiels a été estimée, bien qu'elle dépende d'un élargissement fondé sur l'élaboration et la mise en œuvre adéquates de politiques agricoles spécifiques. La libéralisation du commerce des produits agricoles a été envisagée, en vue d'une ouverture accrue des marchés européens. L'amélioration et la compétitivité du secteur alimentaire et agricole ont été identifiées comme des tâches prioritaires, jusqu'à ce que les instruments de la Politique agricole commune soient efficaces.

Nyberg, Albert et Rozell, Scott. "Accelerating China's rural transformation" (Vol. 1).

Résumé succinct

L'objectif de ce rapport est d'identifier et d'étayer les informations sur les questions essentielles qui ont une influence sur le développement rural en Chine. Les résultats économiques du secteur rural chinois depuis 20 ans - croissance rapide et recul de la pauvreté - ont été remarquables. Cependant, il sera difficile de réitérer ces résultats et d'assurer leur pérennité sur les 20 ans à venir dans la mesure où de nombreuses conditions ont changé. Les réformes économiques ont été mises en place lorsque des pénuries ont freiné la croissance, mais actuellement, c'est la faiblesse de la demande qui ralentit la croissance. De plus, les gains de productivité sont largement issus des politiques de transition et des institutions; les gains de productivité futurs proviendront des rendements, stimulés par les forces du marché et une productivité accrue de ressources limitées en eau et en terres, grâce à la préservation des ressources et au recours à de nouvelles technologies. Le secteur rural/agricole restera dépendant de la solidité du secteur urbain/industriel pour créer des emplois et absorber le surplus de main-d'œuvre rurale et agricole - ce qui permettra ainsi aux agriculteurs restants d'avoir accès à des ressources agraires supplémentaires. Il est nécessaire d'encourager la mise en œuvre d'un système fiscal efficace, d'un système financier plus efficace, d'un arrangement applicable sur le régime foncier, avec des droits d'utilisation des terres commercialisables, et d'un régime d'incitations aux investissements agricoles amélioré. La poursuite des réformes implique une plus grande libéralisation des politiques liées à la production, à la fixation des prix et à la commercialisation. Elle implique également un encouragement important du gouvernement concernant le contexte commercial et les investissements dans les services et les infrastructures publics.

"Bulgaria - Agriculture Sector Adjustment Loan Project" (Vol. 1).

Résumé succinct

Le Projet de prêt pour l'ajustement du secteur agricole (ASAL) soutient le développement rapide d'un secteur agricole plus efficace et plus réactif, conformément aux principes énoncés dans le programme à moyen terme du gouvernement bulgare. Des réformes seront appliquées dans les domaines de la fixation des prix, les subventions et le financement du secteur agricole, les marchés fonciers, les marchés des céréales, et la privatisation des entreprises agricoles. Ces réformes permettront d'accroître la compétitivité de la commercialisation nationale par un développement accru du marché foncier privé, une diminution importante du rôle de l'État en tant qu'intermédiaire dans la commercialisation et la transformation, l'amélioration du régime d'incitations grâce à la suppression des contrôles sur les prix et le commerce, et la réduction des crédits gouvernementaux subventionnés. Les populations rurales auront ainsi plus de possibilités de revenus, et cela contribuera à créer des emplois ruraux et à augmenter les niveaux de vie dans les zones rurales. Les consommateurs bénéficieront de produits agricoles de meilleure qualité, en plus grande quantité, d'un choix plus vaste et d'une commercialisation plus efficace. Les risques les plus importants sont en premier lieu la résistance politique de groupes d'intérêt puissants, et ensuite les obstacles que

pourrait créer un contexte macro-économique inadapté au programme. Toutes les conditions ont été réunies et le projet ASAL se fera en une seule étape.

"Pakistan – Agriculture Sector Investment Project" (Vol. 1).

Résumé succinct

Conformément à la Stratégie d'assistance pays, le Projet d'investissement pour le secteur agricole soutiendra les efforts de libéralisation entrepris sur les marchés de la production et des intrants, notamment le blé, le coton, le riz, le sucre et les engrais. Ce projet associera les services de recherche et de vulgarisation avec les besoins des agriculteurs, et soutiendra le processus de privatisation en cédant des entreprises publiques choisies. Le projet comprend les éléments suivants: 1) réformes de politique et réformes institutionnelles, y compris la libéralisation des prix de production, tels que ceux du blé, et la commercialisation des intrants, tels que les engrais. Les entreprises d'exportation de riz et de coton seront cédées pour renforcer le processus de privatisation, et la capacité interne de la branche économique du Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage sera également renforcée; 2) investissements dans le secteur public, pour financer les programmes d'investissement public dans les domaines de la recherche, de la vulgarisation, des pêcheries, des routes rurales, de l'élevage et de l'exploitation forestière à caractère social. Les coûts de fonctionnement et de maintenance seront inclus; 3) développement du secteur privé, pour financer la création d'une Fondation nationale de développement agricole autonome qui aidera le secteur privé en mettant à disposition des informations commerciales et des technologies. Cette fondation sera également chargée de la promotion des produits à l'étranger en contribuant à faciliter les partenariats à l'étranger, alors que les ONG et les groupes de femmes faciliteront les services de vulgarisation rentables.

Townsend, Robert F. "Agricultural Incentives in Sub-Saharan Africa: Policy Challenges" (Vol. 1). World Bank technical paper, n° WTP 444.

Résumé succinct

Cette étude examine l'état des régimes d'incitations agricoles en Afrique subsaharienne, en faisant le point sur les politiques actuelles et leur évolution récente. Le contexte des prix mondiaux est étudié au vu des politiques macro-économiques et des politiques relatives aux cultures d'exportation, aux cultures vivrières et aux engrais dans 16 pays africains. Des représentations en losange des politiques sont construites comme des indicateurs des incitations qui illustrent l'état des politiques macro-économiques et agricoles par rapport à une limite perçue. Cette étude tente de déterminer les facteurs qui empêchent ces pays de se rapprocher de cette limite. L'étude met l'accent sur plusieurs enjeux de politique auxquels doit faire face l'Afrique subsaharienne pour appliquer les incitations agricoles appropriées afin de stimuler la croissance. Ces enjeux sont les suivants: venir à bout du recul et de la fluctuation des prix des produits agricoles de base; accéder aux marchés étrangers et notamment satisfaire aux exigences sanitaires et phytosanitaires; supprimer les obstacles existants au commerce intérieur; stabiliser les politiques macro-économiques; renforcer le cadre institutionnel et la crédibilité des règles établies; supprimer les organismes de commercialisation toujours présents dans de nombreux pays africains; supprimer la fiscalité agricole excessive et assurer les investissements ruraux publics; améliorer les infrastructures de transport; encourager les partenariats entre les secteurs public et privé; et gérer les aides sur les marchés d'intrants.

Kodderitzsch, Severin. "Reforms in Albania Agriculture: Assessing a Sector in Transition" (Vol. 1). World Bank technical paper, n° WTP 431. Europe and Central Asia environmentally and socially sustainable rural development series.

Résumé succinct

La production agricole stagne en Albanie depuis 1995, malgré une croissance positive dès les premiers temps du processus de réforme de sa transition économique. L'Albanie a appliqué des réformes importantes à de nombreux niveaux des secteurs de la production agricole et de la commercialisation des produits agricoles. Les réformes de politique ont été soutenues grâce à un programme d'investissement agricole public général et bien élaboré. L'absence de secteur financier fiable et des services financiers ruraux associés est l'un des points négatifs du programme de réforme. L'Albanie est toujours le pays le plus pauvre d'Europe. Pour lutter contre la pauvreté, la politique et les investissements publics futurs dans les secteurs agricole et rural devront soutenir la productivité et la croissance agricole tout en préservant une utilisation durable des ressources naturelles. À moyen terme, il existe des possibilités importantes: 1) une situation géographique favorable par rapport à l'Union européenne; 2) un niveau de salaire bas; 3) un niveau de formation et d'éducation élevé de la population rurale; 4) la grande capacité d'adaptation du secteur privé dans les zones rurales. Les principales contraintes à long terme sont les suivantes: a) une base de ressources agricoles limitée et fragmentée; b) un accès extrêmement limité au capital et donc aux technologies à forte intensité de capital; c) un accès limité aux marchés d'exportation; et d) de faibles capacités et ressources institutionnelles. L'ouverture de l'agriculture albanaise au monde exigera des efforts des pouvoirs publics sur: 1) le maintien d'un cadre incitatif stable; 2) le soutien à la productivité agricole; 3) le développement des institutions; 4) le développement rural; et 5) la gestion des ressources naturelles.

Michalopoulos, Constantine. "Developing Country Goals and Strategies for the Millennium Round" (Vol. 1). Policy, Research working paper, n° WPS 2147.

Résumé succinct

De nombreux pays en développement étaient peu disposés à participer aux négociations commerciales multilatérales, à l'exception de celles sur l'agriculture et les services, sujets soumis à des décisions précédentes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'auteur soutient que les pays en développement ont tout à gagner à participer à un Cycle de négociations du millénaire plus large sous l'égide de l'OMC, mais ils doivent développer des stratégies de participation. Des groupes différents auront des intérêts différents, mais les pays en développement en tant que groupe peuvent vouloir inclure des questions supplémentaires dans le nouveau cycle, notamment les droits industriels et les aspects commerciaux des droits de propriété intellectuelle. Il peut également être de leur intérêt d'inclure des discussions sur les questions d'environnement relatives au commerce et sur les marchés publics, s'ils obtiennent le soutien institutionnel dont ils ont besoin pour respecter leurs engagements en vertu des nouveaux accords. Il est souhaitable d'écarter d'autres sujets car ils sont prématurés ou contre-productifs ou ne créeront pas de bénéfices nets pour la plupart des pays en développement. Le nouveau cycle devrait prendre la forme d'un engagement unique pour tirer le meilleur parti possible des arbitrages sur les diverses questions abordées ainsi que pour des raisons d'économie politique: les pressions en faveur de la libéralisation du commerce mondial pourraient ainsi s'exercer sur l'ensemble des gouvernements. Il n'est cependant pas souhaitable d'aborder trop de questions au cours de ce cycle dans la mesure où cela pourrait imposer des contraintes supplémentaires sur les pays les plus pauvres et les moins avancés. Dans le cadre d'un nouveau cycle, les pays en développement devraient se préparer à échanger la libéralisation de concessions

commerciales sur la base de la nation la plus favorisée. La libéralisation de leur propre commerce en échange d'un accès plus large aux marchés de leurs partenaires commerciaux, dont la plupart sont aussi des pays en développement, constitue le seul moyen d'optimiser les avantages qu'ils peuvent tirer de négociations commerciales multilatérales. Les efforts consentis pour obtenir un traitement spécial et différencié devraient se concentrer sur la définition de périodes de transition réalistes et d'une assistance technique pour s'attaquer aux contraintes qui pèsent sur leurs capacités institutionnelles.

"Côte d'Ivoire – Agricultural Sector Adjustment Credit" (Vol. 1).

Résumé succinct

Les résultats de ce projet sont concluants. Les résultats de la Banque mondiale ont été pleinement satisfaisants, toutefois, malgré des résultats de l'emprunteur globalement satisfaisants, des retards persistants ont été relevés, avec une faiblesse de la prise en charge des réformes dans de nombreux cas. En ce qui concerne les discussions sur les dépenses publiques, à savoir la libéralisation du commerce, la résistance du gouvernement à réformer ses politiques n'a pas été perçue comme une preuve quantitative manifeste de soutien à sa position. L'expérience acquise suggère que, bien qu'il y ait eu consensus entre les parties prenantes locales et les partenaires extérieurs, avec une coopération étroite comme principe de base, seuls la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont insisté sur la libéralisation du commerce du café/cacao. Suite à l'accord du gouvernement de poursuivre la réforme, les autres donateurs ont accepté cette politique de réforme. Le succès de la coopération étroite entre les différents partenaires est en partie dû à la continuité du personnel de part et d'autre. De plus, la flexibilité de la Banque mondiale - autorisation convenue pour les seconde et troisième tranches - s'est révélée essentielle pour les efforts de réforme dans leur ensemble, dans la mesure où des décaissements étaient nécessaires pour respecter des délais serrés de remboursement de dette. Toutefois, des mécanismes de suivi auraient dû être établis dès la création du projet afin de mesurer l'incidence des réformes. De même, des discussions entamées au niveau communautaire auraient fortement encouragé la privatisation des plantations. Des analyses supplémentaires auraient permis d'équilibrer les intérêts fiscaux de l'État et ceux des producteurs/consommateurs.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

i) *Études achevées*

1994

"Résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay: Accès aux marchés pour les marchandises et les services: Aperçu des résultats", secrétariat du GATT, novembre 1994.

Les négociations du Cycle d'Uruguay portaient sur deux aspects du commerce des marchandises et des services. Premièrement, elles visaient à accroître l'accès aux marchés en réduisant ou en éliminant les obstacles au commerce. Cet objectif a été atteint grâce aux réductions des droits de douane, aux réductions du soutien non tarifaire dans l'agriculture, à l'élimination des restrictions quantitatives bilatérales et aux réductions des obstacles au commerce des services. Deuxièmement, elles visaient à accroître la sécurité juridique des nouveaux niveaux d'accès aux marchés. Elles ont contribué à la réalisation de ce second objectif en renforçant et en élargissant les règles, procédures et institutions.

La Partie II de l'étude porte principalement sur l'accroissement de l'accès aux marchés pour les marchandises. Du fait de leur caractère quantitatif, ces résultats se prêtent à un nouvel examen de leur incidence probable sur le niveau du commerce mondial des marchandises et du revenu mondial. La "consolidation" des réductions des droits de douane et de certaines autres interventions – élément clé de la sécurité de l'accès aux marchés, qui peut être décrit en termes quantitatifs (sous forme de tableaux) - est également traitée dans la Partie II.

La Partie III a traité aux résultats du Cycle d'Uruguay en matière d'accès aux marchés dans le domaine des services, c'est-à-dire aux engagements énoncés dans les listes sur les services présentées par les pays dans le cadre du nouvel Accord général sur le commerce des services (AGCS). À certains égards, les listes sur les services sont similaires aux listes sur les marchandises examinées à la Partie II. Les unes et les autres contiennent des éléments concernant l'accroissement de l'accès aux marchés, ainsi que des éléments concernant la plus grande sécurité de l'accès aux marchés sous la forme d'engagements de ne pas relever le niveau des restrictions visées par les listes. Il est également possible, bien que dans une mesure beaucoup plus limitée que pour les marchandises, de décrire les résultats dans le domaine des services en termes quantitatifs (sous forme de tableaux). À d'autres égards, par contre, ces listes sont très différentes. En particulier, il n'y a aucun moyen réel de quantifier l'ampleur de la réduction des obstacles au commerce des services - rien de semblable, par exemple, à la réduction de 40 pour cent des droits appliqués dans les pays développés aux produits industriels; c'est pourquoi les services n'ont pas pu être inclus dans les estimations relatives à l'augmentation des échanges et du revenu découlant du Cycle d'Uruguay.

Les listes d'engagements concernant les marchandises et les services assurent la sécurité juridique de l'accès aux marchés prévu dans les listes, mais leur valeur dépend également des règles qui limitent les autres formes de protection. La Partie IV résume brièvement les parties de l'Accord du Cycle d'Uruguay qui renforcent et élargissent les règles, procédures et institutions régissant a) les autres types de mesures - comme les subventions, les obstacles techniques et les taxes intérieures discriminatoires - qui pourraient être utilisées pour limiter l'accès aux marchés et donc neutraliser en partie ou en totalité l'accroissement de l'accès aux marchés prévu dans les listes d'engagements, et b) les procédures applicables pour le règlement des différends concernant l'interprétation des obligations des pays, à la fois celles qui sont énoncées dans les listes et celles qui ont trait aux règles et procédures. En établissant un cadre pour la surveillance des politiques commerciales, pour la tenue de réunions régulières au niveau ministériel et pour des négociations futures, les arrangements institutionnels renforcés aident également les pays à anticiper et à désamorcer les conflits

commerciaux qui, sinon, pourraient conduire à des violations des obligations prévues par l'OMC - c'est-à-dire à des réductions illicites de l'accès aux marchés.

On trouvera ci-après une liste des points les plus importants qui se dégagent de l'étude. Le premier concerne les estimations actualisées de l'incidence de la libéralisation du commerce des marchandises sur le revenu mondial et le commerce mondial des marchandises. Ces estimations sont fondées sur un modèle d'équilibre général de l'économie mondiale, élaboré et appliqué par le secrétariat du GATT, qui relie les branches de production les unes aux autres dans des chaînes allant de la production primaire à l'assemblage final des biens de consommation en passant par divers stades de transformation. Les secteurs sont également reliés par le biais de diverses contraintes s'exerçant à l'échelle de l'économie, comme l'offre de main-d'œuvre, de capital et de terre; il y a en outre des liens entre pays. Trois versions du modèle ont été utilisées, avec des hypothèses différentes quant à la nature de la concurrence sur les marchés intérieurs, les économies d'échelle, le degré de différenciation des produits et - il s'agit là d'une considération dynamique - la mesure dans laquelle les gains au niveau du revenu stimulent à leur tour l'épargne et l'investissement.

1996

Francois, J. et McDonald, B. "The multilateral trade agenda: Uruguay Round implementation and beyond", n° ERAD-96-012.

Dans ce document, on trouvera un examen quantitatif des travaux entrepris, depuis la fin des négociations du Cycle d'Uruguay, pour favoriser la libéralisation dans les domaines "traditionnels" de l'accès au marché du GATT/de l'OMC, en contrepoint des derniers travaux publiés consacrés aux questions plus nouvelles comme l'environnement, la politique de la concurrence et les normes d'emploi. Les auteurs mettent en relief des questions comme la libéralisation des droits appliqués dans le secteur industriel, la libéralisation du commerce des produits agricoles, les récentes propositions en faveur de la liberté du commerce portant sur les technologies de l'information et l'élargissement de la portée de l'Accord sur les marchés publics, ainsi que les avantages d'une application pleine et entière des Accords issus du Cycle d'Uruguay. Ils présentent une évaluation quantitative de l'ampleur relative des différentes propositions de libéralisation à partir d'un modèle calibré de l'économie mondiale.

Francois, J. et Martin, W., "Multilateral Trade Rules and the Expected Cost of Protection", n° ERAD-96-010.

Il arrive souvent que la protection, lorsqu'elle n'est pas assujettie à des limitations par des règles, varie substantiellement d'une période à une autre. Des disciplines fondées sur des règles, comme les consolidations tarifaires sur les produits industriels consenties par les pays de l'OCDE, négociées dans le cadre du GATT depuis 1947, et les consolidations similaires adoptées lors du Cycle d'Uruguay pour de nouveaux domaines comme l'agriculture, les services et la protection accordée à l'industrie dans les pays en développement viennent limiter cette variabilité. Les auteurs examinent les effets de ces contraintes sur le coût attendu de la protection, en soulignant l'incidence sur le premier et le deuxième temps de la distribution temporelle des taux de protection. À titre d'illustration, ils examinent les consolidations dans le domaine agricole convenues lors du Cycle d'Uruguay, et constatent que le coût attendu de la protection a diminué même lorsque les consolidations se situent au-dessus des niveaux antérieurs de protection.

Francois, J., McDonald, B. et Nordström, H. "A User's Guide to Uruguay Round Assessments", n° ERAD-96-003.

Dans ce document, les auteurs donnent un large aperçu des études d'équilibre général appliqué (CGE) consacrées au Cycle d'Uruguay; ils décrivent en détail les expériences de simulation des différentes études et les différences entre les structures des modèles et

établissent une relation entre ces éléments et la configuration générale des résultats. Cet aperçu général est complété par un examen de la mise en œuvre et des facteurs de neutralisation. Dans l'ensemble, les travaux examinés mettent en évidence les gains potentiels importants à attendre du Cycle d'Uruguay, en particulier du point de vue de la libéralisation des obstacles non tarifaires. Une surveillance et une application strictes des dispositions relatives aux obstacles non tarifaires comporteraient d'importants avantages, tandis qu'une mise en œuvre peu rigoureuse reviendrait à laisser passer des chances tout aussi importantes.

1997

Laird, S. "WTO Rules and Good Practice on Export Policy". Document de travail de l'OMC n° TPRD-97-001.

L'OMC a renforcé les disciplines internationales qui régissent les politiques en matière d'exportation, mais le recours à des subventions à l'exportation et à d'autres mesures de promotion des exportations reste possible. Dans le cadre des réformes macro-économiques et commerciales de la dernière décennie, de nombreux pays ont réduit ou supprimé les mesures appliquées aux importations qui fonctionnent comme une taxe implicite sur leurs propres exportations. Bien qu'il y ait beaucoup à faire à cet égard, différentes mesures de promotion des exportations autres que les subventions peuvent être utiles en tant que dispositif transitoire pour les pays qui s'orientent progressivement vers l'adoption de politiques plus extraverties. Il est important, par ailleurs, d'identifier et d'éliminer les contraintes internes qui limitent les exportations, notamment les charges fiscales et les procédures bureaucratiques. Parallèlement, les pays peuvent continuer de s'efforcer d'ouvrir les marchés extérieurs grâce à des négociations commerciales. Toutefois, la libéralisation des échanges et la déréglementation interne, jointes à la stabilisation macro-économique, vont aussi dans le sens d'une augmentation de la productivité.

1998

Auboin, M. et Laird, S. "EU Import Measures and the Developing Countries". Document de travail de l'OMC n° TPRD-98-001.

Les politiques appliquées par l'UE aux importations en provenance des pays en développement sont complexes, et dérivent d'importantes différences dans les politiques appliquées suivant les secteurs et les pays. Les droits moyens sont modiques et, même si l'on constate des crêtes tarifaires et une progressivité des droits dans certains domaines qui présentent de l'intérêt pour les pays en développement, ces droits diminuent progressivement par suite de la mise en œuvre des résultats du Cycle d'Uruguay. L'utilisation de mesures non tarifaires a diminué, en particulier par suite de la tarification intervenue dans le secteur agricole, et une réduction encore plus poussée est en cours dans le secteur des textiles et des vêtements. La suppression des mesures d'autolimitation des exportations ne s'est pas encore traduite par un recours plus fréquent à des mesures de remplacement. Les mesures de protection d'urgence frappent plus lourdement les produits chimiques, le fer et l'acier, certains articles textiles et certains produits électriques de consommation, et affectent surtout les pays d'Asie, d'Europe centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique. L'interaction de différents facteurs semble avoir eu pour effet, ces dernières années, de compenser le recours aux mesures de défense commerciale, contribuant ainsi à neutraliser les pressions qui semblent devoir s'exercer à mesure des progrès de la libéralisation.
